

Cote du document: GC 40/L.4
Point de l'ordre du jour: 6
Date: 22 décembre 2016
Distribution: Public
Original: English

F



Investir dans les populations rurales

Nomination du Président du FIDA

Note aux Gouverneurs

Responsables:

Questions techniques:

Cheryl Morden
Secrétaire du FIDA a. i.
téléphone: +39 06 5459 2254
courriel: c.morden@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil des gouverneurs – Quarantième session
Rome, 14-15 février 2017

Pour: Information

Nomination du Président du FIDA

En vertu de l'article 6.8 a) de l'Accord portant création du FIDA, le Président du FIDA "est nommé pour une durée de quatre ans et son mandat ne peut être renouvelé qu'une fois". Le Président actuel du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a été nommé à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs, le 18 février 2009, pour un premier mandat. Il a été reconduit dans ses fonctions pour un nouveau mandat de quatre ans à la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs, le 13 février 2013.

1. Le 27 septembre 2016, le Secrétaire du FIDA a invité tous les États membres à désigner des candidats, en informant le Bureau du Conseil des gouverneurs. La section 6.2 du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds (le Règlement) stipule que, à moins que le Bureau du Conseil n'en décide autrement, toutes les candidatures doivent être soumises au plus tard 60 jours avant l'ouverture de la session où il sera décidé de la nomination du Président. La date butoir pour la réception des candidatures était fixée au 1^{er} décembre 2016 à minuit (heure de Rome).
2. Le FIDA a reçu huit candidatures aux fonctions de Président du FIDA, à savoir, par ordre alphabétique des noms de famille en langue anglaise:
 - M. le Professeur Bambang P.S. Brodjonegoro est le candidat officiel présenté par la République d'Indonésie
 - Mme María Eugenia Casar Pérez est la candidate officielle présentée par les États-Unis du Mexique
 - M. le Professeur Paolo De Castro est le candidat officiel présenté par la République italienne
 - Mme le Docteur Ismahane Elouafi est la candidate officielle présentée par le Royaume du Maroc
 - M. Gilbert Fossoun Hougbo est le candidat officiel présenté par la République togolaise
 - M. Ra it Pertev est le candidat officiel présenté par la République turque
 - Mme Josefina Stubbs est la candidate officielle présentée par la République dominicaine
 - M. Pio Wennubst est le candidat officiel présenté par la Confédération suisse
3. Aux termes de la section 6.2 du Règlement, au plus tard 40 jours avant la session du Conseil (à savoir le 5 janvier 2017), le Président fait connaître à tous les Membres et au Bureau du Conseil des gouverneurs les candidatures soumises dans les délais voulus. Le 14 décembre 2016, le Président a communiqué les lettres de présentation et les curriculum vitae des candidats à la présidence ainsi que leurs réponses aux questions figurant dans l'appel à candidatures adressé à tous les États membres et au Bureau du Conseil des gouverneurs (la Communication du Président est jointe au présent document).
4. On trouvera en annexe les lettres de présentation adressées par ces gouvernements pour leurs candidats respectifs ainsi que les curriculum vitae et les réponses des candidats aux questions.
5. Conformément à l'article 6.2 c) vi) de l'Accord portant création du FIDA et à la section 6.1 du Règlement, la rémunération du Président est fixée par le Conseil des gouverneurs. Le document GC 40/L.3, soumis à la présente session du Conseil des gouverneurs, contient le Rapport du Comité des émoluments, qui a examiné la question générale des émoluments et autres conditions d'emploi du Président du FIDA. L'examen de ce document interviendra avant la tenue du vote.

Le 14 décembre 2016

Madame/Monsieur le Gouverneur,

J'ai l'honneur de me référer à l'article 6.8 a) de l'Accord portant création du FIDA relatif à la nomination du Président du Fonds par le Conseil des gouverneurs.

À sa trente-sixième session (13 et 14 février 2013), le Conseil des gouverneurs a décidé de me reconduire à la présidence du FIDA pour un second et dernier mandat de quatre ans, qui parvient à expiration le 31 mars 2017. Conformément à la section 6.2 du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds (le Règlement), la nomination d'un nouveau Président figure à l'ordre du jour de la session annuelle du Conseil des gouverneurs qui précède immédiatement la date d'expiration du mandat du Président en exercice.

La procédure de présentation de candidatures à la présidence du FIDA est exposée à la section 6.2 du Règlement et vous a été communiquée par la Secrétaire du FIDA a.i. le 27 septembre 2016. Le Règlement précise que toutes les candidatures doivent être soumises au plus tard 60 jours avant l'ouverture de la session à laquelle il sera décidé de la nomination du Président. Les candidatures doivent être communiquées à tous les États membres du FIDA et au Bureau du Conseil des gouverneurs au plus tard 40 jours avant la session du Conseil.

Compte tenu de ce qui précède, étant donné que la quarantième session du Conseil des gouverneurs se tiendra les 14 et 15 février 2017, à Rome, le délai pour la présentation des candidatures, tel que stipulé dans la communication adressée par la Secrétaire a.i., a pris fin le 1^{er} décembre 2016.

Je souhaite vous informer que le FIDA a reçu huit candidatures aux fonctions de Président du FIDA, à savoir, par ordre alphabétique des noms de famille en langue anglaise:

- M. le Professeur Bambang P.S. Brodjonegoro est le candidat officiel présenté par la République d'Indonésie
- Mme le Docteur María Eugenia Casar Pérez est la candidate officielle présentée par les États-Unis du Mexique
- M. le Professeur Paolo De Castro est le candidat officiel présenté par la République italienne
- Mme le Docteur Ismahane Elouafi est la candidate officielle présentée par le Royaume du Maroc
- M. Gilbert Fossoun Hounbo est le candidat officiel présenté par la République togolaise
- M. Ra it Pertev est le candidat officiel présenté par la République turque
- Mme Josefina Stubbs est la candidate officielle présentée par la République dominicaine
- M. Pio Wennubst est le candidat officiel présenté par la Confédération suisse

./..

À: tous les Gouverneurs du FIDA

Les lettres de présentation des États membres concernés, assorties des curriculum vitae des postulants et des réponses aux questions posées aux candidats, figurent en pièce jointe. La présente et ses pièces jointes sont en outre disponibles sur la plateforme interactive réservée aux États membres du FIDA, à l'adresse <https://webapps.ifad.org/members/president>.

Le Conseil des gouverneurs traitera la nomination du Président du FIDA au titre d'un point inscrit à son ordre du jour provisoire, qui sera mis prochainement à la disposition de tous les Gouverneurs.

Veillez agréer, Madame/Monsieur le Gouverneur, les assurances de ma très haute considération.

Kanayo F. Nwanze

Original: anglais

MINISTRE DES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

IMMEUBLE DJUANDA, 7^e ÉTAGE, JALAN DR. WAHIDIN NOMOR 1, JAKARTA 10710 TÉLÉPHONE: (+ 62 21) 3449230; TÉLÉCOPIEUR (+ 62 21) 3505605;
SITE WEB www.kemenkeu.go.id

Réf.: S - 22/SA.3/2016

Le 16 novembre 2016

Mme Cheryl Morden
Secrétaire du FIDA
Rome, Italie

Objet: Désignation d'un candidat à la présidence du FIDA pour le mandat 2017-2020

Madame,

Je vous écris au sujet de la prochaine élection du Président du Fonds international de développement agricole (FIDA). En ma qualité de Gouverneur du FIDA pour l'Indonésie, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République d'Indonésie a proposé la candidature à la présidence du FIDA pour la période 2017-2020 du Professeur Bambang Permadi Soemantri Brodjonegoro, titulaire d'un doctorat.

Le Professeur Bambang Brodjonegoro est actuellement Ministre de la planification du développement national et Président de l'Agence nationale de planification du développement (BAPPENAS) de la République d'Indonésie. Auparavant, il a exercé les fonctions de Ministre des finances (2014-2016) et de Président de l'Agence de politique budgétaire (2011-2013). À l'échelle internationale, il a occupé de nombreux postes importants, notamment ceux de Président du Comité de développement de la Banque mondiale et du FMI et de Président du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement.

L'action menée par le Professeur Brodjonegoro en sa qualité de Ministre de la planification du développement national est en relation directe avec des questions de développement importantes, parmi lesquelles, entre autres, la pauvreté, le développement rural, l'agriculture et le secteur de la pêche. Dans ses fonctions actuelles, sachant que l'Indonésie, qui compte plus de 250 millions d'habitants, est un grand pays dont le territoire est vaste et présente des caractéristiques géographiques difficiles, le Professeur Brodjonegoro pilote la formulation des priorités et des programmes de développement en Indonésie.

En qualité de Président du Comité de développement (2015-2016), le Professeur Brodjonegoro était à la tête d'un comité de 25 membres composé de ministres des finances et du développement représentant 189 pays membres; ce comité est chargé de débattre des enjeux essentiels du développement et des ressources financières nécessaires pour promouvoir le développement économique dans les pays en développement, et de conseiller les Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du FMI à cet égard. Dans ces fonctions, il a eu l'occasion d'appréhender les politiques de développement à l'échelle mondiale et d'y contribuer.

Le Professeur Brodjonegoro est bien connu au FIDA. Son engagement auprès du FIDA l'a conduit non seulement à occuper les fonctions de Gouverneur pour l'Indonésie pendant les années 2011 à 2014, mais aussi à assurer la vice-présidence du Conseil des gouverneurs en 2012 et 2013. En 2015, il a pris une part active dans la création du bureau régional du FIDA à Jakarta (Indonésie). Ce bureau, qui est maintenant pleinement opérationnel, assure la coordination avec diverses parties prenantes et différents pays de la région en ce qui concerne les projets de développement menés par le FIDA.

J'ai la ferme conviction que, avec la vaste expérience qu'il a acquise en s'occupant des questions de développement au niveau national et international, le Professeur Brodjonegoro sera en mesure d'effectuer la tâche consistant à diriger l'importante institution financière internationale qu'est le FIDA dans le but d'éradiquer la pauvreté dans le monde, et que cet objectif sera atteint en utilisant avec efficacité et efficience toutes les ressources disponibles.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir prendre en considération la candidature du Professeur Bambang Brodjonegoro et de lui donner les suites appropriées. Je joins à la présente son curriculum vitae accompagné d'un texte exposant sa vision, ses qualifications et expériences et les valeurs et principes pour le FIDA.

Je vous remercie de l'attention portée à cette question et de votre coopération en la matière.

Veillez agréer, Madame la Secrétaire, l'expression de mes salutations distinguées,

(signé)

Rionald Silaban
Gouverneur du FIDA pour l'Indonésie

Copie pour information:

1. Ministre des finances de la République d'Indonésie;
2. Ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie;
3. Ministre de la planification du développement national de la République d'Indonésie;
4. Ministre de l'agriculture de la République d'Indonésie;
5. Ambassadeur de l'Indonésie auprès de l'Italie, à Rome;
6. Président de l'Agence chargée de la politique budgétaire de la République d'Indonésie;
7. Directeur chargé du financement de l'action climatique et de la politique multilatérale au Ministère des finances;
8. Directeur du Bureau régional du FIDA à Jakarta.

Original: anglais

PROFESSEUR BAMBANG PERMADI SOEMANTRI BRODJONEGORO, Docteur
Ministre de la planification du développement national
(Président de l'Agence de planification du développement national
[BAPPENAS])
République d'Indonésie
Adresse: Jl. Taman Suropati / 2, Jakarta, Indonésie

PARCOURS PROFESSIONNEL

La possibilité d'être utile à mon pays en qualité de Ministre de la planification du développement national et de Ministre des finances m'a permis d'inscrire résolument mon parcours professionnel dans l'intégration de la planification du développement, du financement et de la stabilisation économique de l'Indonésie. Quatrième pays le plus peuplé au monde, l'Indonésie progresse sur la voie d'une croissance économique durable, comme en témoignent les données annuelles les plus récentes en matière de produit intérieur brut et le développement régional enregistré dans différents secteurs de l'économie. Le Gouvernement indonésien s'est attaché à développer l'économie régionale en accordant la priorité au développement des infrastructures, associé à l'amélioration de l'éducation et de la santé, pour atteindre à brève échéance l'objectif vital que constitue une décentralisation économique durable, conformément aux cibles arrêtées au titre des objectifs de développement durable (ODD).

Outre les fonctions que j'ai exercées en qualité de membre du Gouvernement indonésien, j'ai également joué un rôle actif au sein de nombreuses organisations indonésiennes et internationales, et j'ai été nommé commissaire de plusieurs sociétés indonésiennes. Les postes mentionnés ci-dessus m'ont permis d'élargir mon réseau stratégique, qui ne se limite pas uniquement aux organisations régionales ou au secteur financier, mais comprend aussi d'autres organismes stratégiques, par exemple dans le domaine de l'agriculture et de l'énergie.

J'ai commencé ma carrière dans les milieux universitaires, à l'Université d'Indonésie, qui possède la meilleure faculté des sciences économiques et commerciales du pays, au sein de laquelle j'ai exercé différentes fonctions en qualité d'enseignant, de chercheur et de doyen. Cette expérience a été l'occasion de me familiariser avec des aspects essentiels et d'acquérir des compétences pratiques dans les domaines de la gestion du personnel universitaire et de milliers d'étudiants, de la recherche en sciences économiques et commerciales de pointe et de la collaboration en matière de développement avec des universités réputées en Australie, aux Pays-Bas et en France. L'expérience acquise au sein d'institutions gouvernementales ainsi que les fonctions exercées dans des organisations et des universités ont façonné ma carrière et m'ont permis d'acquérir différentes compétences relationnelles essentielles qui seront précieuses pour que le FIDA, agissant dans le cadre d'une alliance planétaire, éradique la pauvreté dans le monde en renforçant les secteurs de l'agriculture et de la pêche. En établissant la bonne gouvernance et en mettant l'accent sur les populations rurales pauvres, je serai en mesure d'aider le FIDA à obtenir un impact plus marqué afin que le monde appuie la réalisation des objectifs énoncés aux termes des ODD.

RÔLE AU SEIN DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE PLANIFICATION ET DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN INDONÉSIE

Ministre de la planification du développement national
(Président de la BAPPENAS)

Depuis 2016

- Conception du schéma directeur de la planification du développement national à court, moyen et long terme et coordination du schéma directeur entre les différents autres ministères.
- Mise en chantier d'un financement par émission d'actions dans le secteur des infrastructures, la valeur des investissements étant estimée à 350 billions de rupiahs indonésiennes (IDR) (27 milliards de dollars des États-Unis [USD]), l'accent étant mis sur un programme de partenariats public-privé afin d'attirer les investissements dans le développement de projets d'infrastructure et d'énergie figurant en tête des priorités à l'échelle nationale.
- Encadrement et coordination de plus de 800 fonctionnaires dans différentes fonctions correspondant à chacun des secteurs du développement national qui relèvent du ministère (agriculture et pêche, infrastructures et énergie, économie, éducation, pauvreté, santé).
- Coordination de la mise en œuvre des ODD dans la planification du développement national, et diffusion de ces objectifs à toutes les sphères de la société, à savoir les administrations centrales et locales, les milieux d'affaires, les milieux caritatifs, la société civile et les organisations qui en font partie, les médias, et les milieux universitaires et scientifiques.
- Coordination de la politique d'unification des données et des cartes ("One-Data - One-Map") afin de renforcer l'efficacité, la précision et la fiabilité de la gestion des données du pays; ce programme constituait le premier volet de la mise en œuvre de la politique de planification et d'administration électroniques de 2017.
- Conception et formulation d'un système de carte à puce pour assurer une aide à la prise en charge de l'électricité, du gaz de cuisson, du riz, de l'assurance maladie et de l'aide d'éducation, afin de prêter assistance aux ménages ciblés, à savoir les 40% de ménages dont les revenus sont les plus faibles.

FONCTIONS EN RAPPORT AVEC L'ÉCONOMIE ET LE SECTEUR DU FINANCEMENT EXERCÉES AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Ministre des finances

2014-2016

- Lancement du programme d'amnistie fiscale le plus fructueux au monde; ce programme a débuté en juillet 2016 et, au cours des trois premiers mois (sur neuf), il a permis d'enregistrer des recettes fiscales d'un montant de 137 billions d'IDR (10,5 milliards d'USD) et le nombre de personnes ou de biens imposables a augmenté de 14 135.
- Gestion des recettes de l'État de 2015, soit un montant de 1 793,6 billions d'IDR.
- Gestion des 65 000 employés de tous les services administratifs d'Indonésie à l'échelon des districts.
- Réaffectation en faveur d'infrastructures et de mesures à caractère social (éducation et santé) de dépenses publiques d'un montant de 200 billions d'IDR (15 milliards d'USD) par an qui servaient à financer un subventionnement inefficace de l'essence et des autres carburants.
- Renforcement du rôle de PT SMI pour en faire la Banque d'investissement dans les infrastructures de l'Indonésie, avec une progression de 370% des actifs, qui sont passés de 9,6 billions d'IDR (736,5 millions d'USD) à 45,2 billions d'IDR (3,5 milliards d'USD) entre 2014 et septembre 2016.
- Mise en chantier de la création de la Banque de développement de l'Indonésie pour concourir au financement de projets de développement national figurant en tête des priorités dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, des infrastructures et de la mer.

- Mise en place des premiers projets de partenariat public-privé en Indonésie pour accélérer la construction de centrales électriques, du réseau national de fibre optique et d'infrastructures d'approvisionnement en eau.
- Lancement d'un programme de réévaluation des actifs qui a généré des recettes fiscales d'un montant total de 35 billions d'IDR (2,6 milliards d'USD).
- Création d'un organisme spécifiquement chargé d'administrer les actifs publics en mettant l'accent sur la gestion de la Banque foncière, de manière à favoriser l'accélération de l'élaboration des projets d'infrastructure prioritaires.
- Affectation de 5% du budget de l'État au programme de soins de santé afin d'accélérer l'amélioration des soins de santé publics.
- Développement des subventions spécifiques accordées aux collectivités locales à l'appui de la lutte contre la pauvreté, la productivité de l'agriculture, la santé de base (assainissement et eau propre) et la connectivité des infrastructures.
- Mise en œuvre de la décentralisation budgétaire en Indonésie, de sorte que les dépenses de l'État central soient inférieures à celles des collectivités locales, afin de stimuler le développement économique et rural local à compter de 2015.
- Mise en place du système de transfert direct vers les zones rurales, et arbitrage des priorités de dépenses, en collaboration avec le Ministre des villages et le Ministre de l'intérieur.
- Création et mise en œuvre de l'allocation au titre du Fonds huile de palme (BPDP Sawit), collecte des redevances acquittées par les producteurs et les plantations d'huile de palme pour subventionner le développement du biodiesel afin de porter la part de ce carburant à 20% de la composition de l'essence (Politique Bio20).
- Conduite de tournées de présentation de l'émission d'obligations d'État indonésiennes en Europe, aux États-Unis, au Moyen-Orient et en Asie, pour un montant de 31,75 milliards d'USD.
- Mise en place d'obligations islamiques pour le financement de projets, pour un montant de 29,25 milliards d'USD (2011-2016).
- Instauration d'une zone logistique sous douane pour soutenir les activités d'importation et d'exportation.
- Mise en place d'un système national de suivi de la trésorerie et du budget en temps réel et en ligne (Système SPAN).
- Conception d'exonérations fiscales temporaires pour soutenir les secteurs prioritaires et stratégiques, notamment l'économie verte.
- Obtention du deuxième prix du meilleur ministre des finances de l'année 2015 décerné par Finance Asia, une maison d'édition de premier plan spécialisée dans les marchés financiers et les marchés de capitaux en Asie.
- Mise en chantier d'une législation sur le premier filet de sécurité du système financier en Indonésie.

Différentes fonctions au sein du Ministère des finances

2005-2014

Avant de devenir Ministre des finances, Bambang Brodjonegoro a exercé différentes fonctions au sein du Ministère des finances en qualité de Vice-Ministre (2013-2014), Président de l'Agence de la politique budgétaire (2011-2013), Chef de l'équipe technique de décentralisation budgétaire (2007-2008) et membre de l'équipe d'assistance au Ministère en matière de décentralisation budgétaire (2005-2006). Ayant pour principale mission d'épauler le Ministre dans la formulation et l'application des politiques et réglementations nationales, Bambang Brodjonegoro a aidé le Ministre à concevoir la politique stratégique visant à préserver l'Indonésie de la crise financière mondiale au milieu de l'année 2013, lorsque la Réserve fédérale américaine a mis fin à la politique d'assouplissement quantitatif.

Directeur général de l'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF) de la Banque islamique de développement (BID), Djedda, Arabie saoudite
2009-2010

- Relance du dispositif de bourses accordées par l'IIRF pour promouvoir le cursus de deuxième cycle en finance islamique.
- Mise en place de l'enseignement à distance en finance islamique.
- Promotion de la finance islamique dans des pays non musulmans et non membres de la BID, comme la France, l'Italie, le Royaume-Uni, le Japon et les États-Unis.

EXPÉRIENCE UNIVERSITAIRE

Doyen de la Faculté d'économie de l'Université d'Indonésie 2005-2009

- Mobilisation de fonds à hauteur de 15 milliards d'IDR (1,15 million d'USD) pour la construction d'un nouveau bâtiment d'enseignement universitaire supérieur et d'une salle des professeurs.
- Mise en chantier d'un programme de double diplôme en licence et mastère, en collaboration avec des universités australiennes (Université de Melbourne, Université du Queensland), néerlandaises (Université de Tilbourg, Université libre d'Amsterdam, Université de Groningue et Institut d'études sociales), française (Université de Grenoble) et japonaises (Université internationale du Japon, Institut national supérieur d'études politiques).
- Direction de la plus grande faculté de l'Université d'Indonésie.

Différentes fonctions universitaires au sein de la Faculté d'économie de l'Université d'Indonésie 1997-2005

- Président du Département d'économie. (2002-2005)
- Directeur du cursus de deuxième cycle en sciences économiques. (2001-2004)
- Directeur adjoint chargé de la recherche sur l'économie et les infrastructures régionales. (1999-2002)
- Secrétaire du cursus de deuxième cycle en sciences économiques. (1998-2001)
- Expérience d'enseignement en qualité de professeur titulaire:
 - Économie dans les cursus de premier et deuxième cycles. (1997-2008)
 - Maîtrise de planification et politiques publiques. (1997-2004)
 - Maîtrise de gestion d'entreprises (MBA). (1998-2002)
 - Maîtrise de comptabilité. (1998-2000)

Expérience d'enseignement à l'étranger

- Professeur invité dans le cadre du programme sur les politiques publiques asiatiques de l'Université Hitotsubashi de Tokyo, Japon. (2002-2003)
- Conférencier invité au Département d'urbanisme et d'aménagement régional de l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign. (nov. 2002)
- Assistant d'enseignement au Département d'urbanisme et d'aménagement régional de l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign. (premier semestre 1996)

EXPÉRIENCE AU SEIN D'ORGANISATIONS ET À TITRE CONSULTATIF

Expérience au sein d'organisations internationales

En qualité de Ministre de l'Agence de planification du développement national

- Gouverneur suppléant de la Banque mondiale
- Gouverneur suppléant de la Banque asiatique de développement (BAsD)
- Gouverneur suppléant de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
- Membre du Conseil de l'Institut mondial de la croissance verte
- Membre du Conseil du Partenariat pour le gouvernement ouvert (PGO)

En qualité de Ministre des finances

- Président du Comité de développement de la Banque mondiale. (2016)
- Président de la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement (Jakarta, 2016)
- Gouverneur de la Banque mondiale (2014-2016)
- Gouverneur de la Banque asiatique de développement (2014-2016)
- Gouverneur de la Banque islamique de développement (2014-2016)
- Gouverneur de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (2014-2016)
- Gouverneur suppléant du Fonds monétaire international. (2014-2016)
- Ministre des finances au G20, à l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (2014-2016)
- Président du Conseil d'administration du Fonds pour l'infrastructure en Asie (2013-2015)

En qualité de Vice-Ministre des finances et Président de l'Agence chargée de la politique budgétaire

- Vice-Président des trente-cinquième et trente-sixième sessions du Conseil des gouverneurs du FIDA. (2012-2013)
- Gouverneur du Fonds international de développement agricole. (2011-2014)
- Président de la réunion des Vice-Ministres des finances de l'APEC. (2013)
- Membre du Conseil du Fonds vert pour le climat. (2012-2013)
- Coordonnateur national de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2012-2014)
- Coprésident du Conseil d'administration du Fonds pour l'infrastructure en Asie (2012-2013)
- Vice-Ministre des finances de l'Indonésie aux réunions des Vice-Ministres des finances et des Vice-Gouverneurs des Banques centrales de l'ASEAN et de l'ASEAN+3 (2011-2014)
- Vice-Ministre des finances de l'Indonésie au G20 (2011-2014)
- Président de la réunion des Vice-Ministres des finances et des Vice-Gouverneurs des Banques centrales de l'ASEAN (2011)
- Coprésident de la réunion des Vice-Ministres des finances et des Vice-Gouverneurs des Banques centrales de l'ASEAN+3 (2011)
- Fondateur et Comité exécutif de la multilatéralisation de l'Initiative de Chiang May et du Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (2011-2014)

Expérience au sein d'organismes indonésiens

- Chef de l'Équipe des douanes nationale (2011-2013)
- Membre du Comité directeur de l'Agence nationale de REDD+ (2014)
- Chef du Groupe de travail sur le mécanisme de financement du Conseil national sur le changement climatique (2011-2013)
- Président de l'Association des économistes musulmans d'Indonésie (IAEI) (depuis 2011)
- Président du Comité de supervision de l'autonomie régionale (KPPOD) (2005-2009)
- Président de l'Association régionale des sciences de l'Indonésie (IRSA) (2004-2009)
- Vice-Président de la Fondation du forum indonésien. (2006-2009)
- Président du Comité directeur de Vision 2030 Indonésie, Fondation du forum indonésien (2007-2008)
- Vice-Président de l'Association des économistes d'Indonésie (ISEI) chargé de la politique budgétaire et monétaire (2012-2015)
- Vice-Président de l'ISEI chargé de la décentralisation, de l'autonomie régionale, des coopératives et de l'agriculture (2003-2009)
- Président de l'Association des étudiants indonésiens d'Urbana-Champaign, Illinois, États-Unis (1993-1994)

Expérience à titre consultatif – indonésie

- Membre du Conseil consultatif de l'Institut de la Banque asiatique de développement (ADB) (2014-2016)
- Commissaire (Directeur non exécutif) de la Compagnie pétrolière nationale PERTAMINA (depuis avril 2013)
- Membre du Comité bancaire islamique (KPS), Banque d'Indonésie (juin 2011-2013)
- Commissaire (Directeur non exécutif) de la Compagnie minière nationale ANTAM (juin 2011-2013)
- Président du Comité de gestion des risques d'ANTAM (juin 2012-2013)
- Commissaire indépendant d'Adira Insurance (2006-2011)
- Commissaire indépendant de la Compagnie nationale de production d'énergie et d'électricité (PLN) (2004-2009)
- Président du Comité de la bonne gouvernance institutionnelle – Conseil des commissaires de PLN (2007-2009)
- Membre de l'Équipe consultative indépendante d'Asia Bond Fund, BAHANA TCW Investment (2007-2009)
- Président du Comité d'audit – Conseil des commissaires de PLN (2004-2006)

FORMATION

Doctorat en urbanisme et aménagement régional 1993-1997
Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, États-Unis

- Domaines de spécialisation: Développement régional – sciences et économie
- Thèse de doctorat: "Le modèle économétrique entrées/sorties de la région métropolitaine de Jakarta et ses applications aux analyses des impacts économiques"

Maîtrise d'urbanisme 1991-1995
Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, États-Unis

- Domaines de spécialisation: Planification des transports et développement économique
- Mémoire de maîtrise: "La mise en œuvre de la programmation à deux niveaux dans le calibrage de la fonction d'encombrement: le cas de Java, en Indonésie"

Licence de sciences économiques 1985-1990
Université d'Indonésie à Jakarta, Indonésie

- Domaines de spécialisation: Économie du développement et économie régionale
- Projet final: "L'application du processus de hiérarchie analytique dans l'évaluation de la planification des transports à horizon de cinq ans: Étude de cas dans la province de Kalimantan Est, en Indonésie", Université d'Indonésie

PRIX ET DISTINCTIONS

- Prix Bintang Mahaputera Utama décerné par le Président indonésien pour l'importante contribution apportée à la nation (2014)
- Professeur invité, Projet Indonésie – Université nationale australienne (ANU), Canberra, Australie (déc. 2004)
- Programme de bourses Eisenhower, Single Region Program – Southeast Asia, États-Unis (sept.-nov. 2002)
- Bourse de recherche accordée par l'Institut d'études de l'Asie du Sud-Est (ISEAS) et la Banque mondiale (en qualité de chercheur invité), ISEAS, Singapour (mars-juin 1999)
- Professeur invité, Institut d'études de l'Asie de l'Est, Université Thammasat, Thaïlande (mars 1999)
- Bourse universitaire accordée par le Gouvernement indonésien – HEDP (août 1991 – déc. 1995)
- Lauréat de l'Université d'Indonésie (1989)

PUBLICATIONS

En langue anglaise

Responsable de publication

- Resosudarmo, Budy, Armida Alisjahbana et Bambang P.S. Brodjonegoro (2002), "Indonesia's Sustainable Development in a Decentralization Era", Association régionale des sciences de l'Indonésie (IRSA), Jakarta, Indonésie.
- Resosudarmo, Budy, Armida Alisjahbana et Bambang P.S. Brodjonegoro (2003), "Decentralization, Natural Resource, and Regional Development in Indonesia", Association régionale des sciences de l'Indonésie (IRSA), Jakarta, Indonésie.
- Alisjahbana, A.S. et B.P.S. Brodjonegoro (eds.), 2004, *Regional Development in the Era of Decentralization: Growth, Poverty and the Environment*, Bandung, UNPAD Press.

Chapitres de livres

- Brodjonegoro, Bambang et James F.G. Ford (2007), "Intergovernmental Fiscal Relations and State Building: The Case of Indonesia", in Richard M. Bird et Robert D. Ebel, eds., *Fiscal Fragmentation in Decentralized Country: Subsidiarity, Solidarity and Assymetry*, Banque mondiale, Cheltenham, Royaume-Uni: Edward Elgar.
- Brodjonegoro, Bambang et Fauziah Swasono (2006), "Civil Society and Local Government in Indonesia: Growing Up Through Difficult Times", in Akira Nakamura, ed., *Civil Society and Local Governance, Comparative Studies of Public Administration IX*, Eropa Local Government Center, Tokyo.
- Brodjonegoro, Bambang (2005), "Three Years of Fiscal Decentralization in Indonesia: Its Impact on Regional Economic Development and Fiscal Sustainability", in Coen Holtzapel et Martin Ramstedt, eds., *Centralization, Decentralization and Local Autonomy; Implementation and Challenges*, Singapour, Institut d'études de l'Asie du Sud-Est, à paraître.
- Brodjonegoro, Bambang et Jorge Martinez (2004), "An Analysis of Indonesia's Transfer System: Recent Performance and Future Prospects", in James Alm, Jorge Martinez et Sri Mulyani Indrawati, eds., *Reforming Intergovernmental Fiscal Relations and The Rebuilding of Indonesia: The "Big Bang" Program and Its Economic Consequences*, Cheltenham, Royaume-Uni: Edward Elgar.
- Brodjonegoro, Bambang (2004), "The Effects of Decentralisation on Business in Indonesia", in M. Chatib Basri et Pierre van Der Eng, eds., *Business in Indonesia: New Challenges, Old Problems*, Institut d'études de l'Asie du Sud-Est, Singapour.
- Brodjonegoro, Bambang (2002), "Fiscal Decentralization in Indonesia", in Hadi Susastro, Anthony L. Smith et Han Mui Ling, eds., *Governance in Indonesia: Challenges Facing the Megawati Presidency*, Institut d'études de l'Asie du Sud-Est, Singapour.
- Brodjonegoro, Bambang et Fauziah Swasono (2002), "The Role of Free Trade Zones in Indonesia Economy", in Budy Resosudarmo, Armida Alisjahbana et Bambang Brodjonegoro, eds., *Indonesia's Sustainable Development in a Decentralization Era*, Association régionale des sciences de l'Indonésie (IRSA), Jakarta, Indonésie.
- Panggabean, Adrian, Martin Panggabean et Bambang Brodjonegoro (1998), "Understanding The Indonesian Crisis: the first step towards recovery", in *Social Implications of the Asian Financial Crisis*, EDAP Joint Policy Studies No. 9, Institut coréen de développement, Séoul, République de Corée.

Articles publiés dans des revues spécialisées

- Brodjonegoro, Bambang P.S. et Yoopi Abimanyu (2014), "Economic Turbulence and The Indonesian Economy", OREI Policy Brief, n° 12, Manille.
- Brodjonegoro, Bambang P.S., Telissa Falianty et Beta Y. Gitaharie (2005), "Determinant Factors of Regional Inflation in Decentralized Indonesia", *Economics and Finance in Indonesia*, vol. 53, n° 1, Jakarta.
- Brodjonegoro, Bambang P.S., Alin Halimatussadiah et Rus'an Nasrudin (2004),

- "Road Accident Cost in Indonesia", *Journal of Population*, vol. 10, n° 2, Jakarta.
- Hendranata, Anton, Bambang P.S. Brodjonegoro et Bonar Sinaga (2004), "An Econometric Input-Output Model for Indonesia: Economic Impact Analysis of Budget Development Expenditure", *Economics and Finance in Indonesia*, vol. 52, n° 3, Jakarta.
 - Brodjonegoro, Bambang et Robert Simanjuntak (2002), "Pension Plan in Indonesia: Avenues for Reform", *Hitotsubashi Journal of Economics*, vol. 43, n° 2, Tokyo.
 - Brodjonegoro, Bambang (2002), "Indonesian Intergovernmental Transfer in Decentralization Era: The Case of General Allocation Fund", *Mini Economica*, vol. 32, Jakarta.
 - Brodjonegoro, Bambang et Shinji Asanuma (2000), "The Regional Autonomy and Fiscal Decentralization in Democratic Indonesia", *Hitotsubashi Journal of Economics*, vol. 41, n° 2, Tokyo.
 - Brodjonegoro, Bambang, Eduardo A. Haddad et Geoffrey J.D. Hewings (1998), "The Structure of Jakarta Economy", *Economics and Finance in Indonesia*, vol. 44, n° 1, Jakarta.

En langue indonésienne

Livre

- Brodjonegoro, Bambang P.S. (1991), "AHP", Inter-University Center, Economics, Université d'Indonésie, Jakarta.

Responsable de publication

- Sidik, Machfud, B. Raksaka Mahi, Robert Simanjuntak et Bambang Brodjonegoro (2002), *Dana Alokasi Umum: Konsep, Hambatan, dan Prospek di Era Otonomi Daerah*, Penerbit Buku Kompas, Jakarta.

Chapitres de livres

- Brodjonegoro, Bambang P.S. (2007), "Pencapaian MDGs Dan Prioritas Pembangunan Ekonomi Indonesia", in RK Sarumpaet, A. Djokosujatno et R.Z. Leirissa, eds., *Pembangunan Pedesaan dan Daerah Pesisir Pada Era Millenium III*, University of Indonesia Press, Jakarta.
- Brodjonegoro, Bambang et Arlen Pakpahan (2002), "Evaluasi Atas DAU 2001 dan Permasalahannya", in Machfud Sidik, Raksaka Mahi, Robert Simanjuntak et Bambang Brodjonegoro, eds., *Dana Alokasi Umum: Konsep, Hambatan, dan Prospek di Era Otonomi Daerah*, Penerbit Buku Kompas, Jakarta.
- Brodjonegoro, Bambang et C. Risyana (2002), "Data Dasar DAU 2001 dan 2002", in Machfud Sidik, Raksaka Mahi, Robert Simanjuntak et Bambang Brodjonegoro, eds., *Dana Alokasi Umum: Konsep, Hambatan, dan Prospek di Era Otonomi Daerah*, Penerbit Buku Kompas, Jakarta.
- Brodjonegoro, Bambang P.S. (2002), "Otonomi Daerah dan Peranan Pemerintah dalam Perekonomian", in Mohamad Ikhsan, Chris Manning et Hadi Susastro, eds., *Ekonomi Indonesia di Era Politik Baru: 80 tahun Mohamad Sadli*, Penerbit Buku Kompas, Jakarta.

Original: anglais

PROFESSEUR BAMBANG PERMADI SOEMANTRI BRODJONEGORO, Docteur
Ministre de la planification du développement national
(Président de la BAPPENAS), République d'Indonésie
Bureau: +62 21 31934811 bambang.brodjonegoro@bappenas.go.id
Ministère de la planification nationale du développement (BAPPENAS). Jl. Taman
Suropati / 2, Jakarta. Indonésie

Vision pour le FIDA

Le Mahatma Gandhi a un jour déclaré que, lorsque le village rural périra, le pays (l'Inde) périra également. Cette citation met en évidence un élément fondamental du développement, à savoir que les zones rurales risquent d'être oubliées et sont souvent les moins avancées. En sa qualité d'institution financière internationale qui s'emploie à atténuer la pauvreté, le FIDA agit de manière à appuyer la réalisation d'un maximum de cibles définies aux termes des objectifs de développement durable (ODD). Il a pour ambition de faire en sorte que chaque personne ait accès à l'alimentation, tout en s'assurant que la croissance dont la société bénéficie est durable et respectueuse de l'environnement. Le monde ne compte pas moins d'un milliard de personnes parmi les plus pauvres qui vivent de l'agriculture. Le FIDA cherche à renforcer les moyens d'existence des populations vulnérables qui dépendent le plus directement de la production agricole; à ce titre, il sert de moyen de susciter des améliorations dans le secteur alimentaire, en épaulant les décideurs et les partenaires dans la conception et la mise en œuvre de politiques, de stratégies et d'investissements qui s'attaquent à la pauvreté et aux inégalités entre monde rural et milieu urbain. Il est crucial d'accroître la productivité des agriculteurs et de stimuler la production agricole, et il est indispensable d'y parvenir. À cet égard, le FIDA a un rôle décisif à jouer en veillant à ce que les plus démunis de la société obtiennent l'accès à l'alimentation au niveau des ménages, mais aussi en mettant un terme à toutes les formes de malnutrition et de faim.

Si je suis élu Président du FIDA, j'aspire à poursuivre les nobles objectifs du FIDA énoncés ci-dessus en atteignant autant d'ODD que possible; il s'agit notamment, mais pas seulement, d'éliminer la faim et de parvenir à la sécurité alimentaire, d'assurer une vie en bonne santé et l'accès à une eau propre et à l'assainissement, ainsi qu'à une énergie propre. Le principal thème que je souhaite mettre en avant en tant que Président du FIDA est l'avènement d'une agriculture qui soit durable, non seulement d'un point de vue environnemental, mais également par sa capacité à améliorer les conditions de vie des agriculteurs tout en répondant aux besoins de la société locale.

À l'heure actuelle, le FIDA met en œuvre de nombreux programmes dans différentes régions. Il est venu en aide aux agriculteurs locaux de différentes façons, notamment par les moyens suivants: renforcer leurs liens avec les marchés et les consommateurs, mettre en place des réseaux de microfinance efficaces, contribuer à la gestion des ressources naturelles, favoriser la transposition à plus grande échelle des technologies agricoles, parvenir à l'adaptation au changement climatique et contribuer à l'autonomisation des hommes et des femmes. Je souhaite concentrer les efforts sur les programmes mentionnés ci-dessus et, parallèlement, mettre en valeur d'autres thèmes. La gestion des risques, par exemple, est l'un des défis dont le FIDA doit se préoccuper. Comme l'agriculture est une activité qui comporte des aléas, je souhaiterais proposer aux agriculteurs un mécanisme de gestion des risques qui pourrait prendre la forme de régimes d'assurance agricole. En outre, le renforcement de l'esprit d'entreprise en agriculture ou des méthodes de microgestion à l'échelle des communautés contribuera à développer le sens des affaires chez les agriculteurs. Ainsi, les agriculteurs les plus vulnérables pourront avoir la certitude qu'ils seront malgré tout en mesure de poursuivre leur existence même en cas de calamité agricole.

Afin que la plantation se développe et connaisse un essor important, je pense qu'un partenariat entre les agriculteurs et les entreprises est nécessaire. Dans le secteur des plantations, j'augmenterai la productivité des agriculteurs en encourageant le modèle noyau-plasma, dans lequel une plantation commerciale crée des parcelles plantées en palmiers à huile pour les petits exploitants dans la zone, appelée "plasma", qui entoure le "noyau", c'est-à-dire la plantation. Ce modèle se traduira par l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs tout en créant des partenariats multipartites. Bien que le succès de ce programme soit largement reconnu en Indonésie, je suis convaincu qu'il peut être mis en œuvre avec succès dans d'autres pays et appliqué à d'autres types de culture et à l'élevage, compte tenu en particulier des caractéristiques des pays des régions Asie-Pacifique, Afrique, Amérique du Sud et Amérique centrale. Parallèlement, je considère que le développement des zones de plantation et l'essor de l'élevage doivent aller de pair. J'ai l'intention de promouvoir l'incorporation de l'encouragement de l'élevage dans la zone de plantation, afin de rendre cette activité plus efficace et moins coûteuse.

En ce qui concerne les denrées alimentaires, je porterai une attention spécifique à l'appui au rendement des cultures des agriculteurs, en particulier grâce au développement des infrastructures des réseaux d'eau et d'irrigation. À l'heure actuelle, de nombreux États membres du FIDA sont confrontés à la menace du réchauffement climatique et, de ce fait, les agriculteurs ont plus de mal à préserver le bon fonctionnement des réseaux d'irrigation et de l'approvisionnement en eau. Alors que l'eau est essentielle pour faire pousser les cultures et faire vivre le bétail, elle est également indispensable à d'autres usages pour préserver la vie des populations, et cet aspect doit faire partie des priorités du FIDA.

Pour atteindre l'objectif fixé aux termes des ODD en ce qui concerne la fourniture d'une énergie durable et propre ainsi que la réduction de l'impact des émissions de carbone, le FIDA doit militer en faveur d'une utilisation plus efficace de l'énergie, y compris moyennant l'utilisation de sources d'énergie hors réseau comme les microcentrales hydroélectriques, les mini-éoliennes ou les éoliennes de taille moyenne et les panneaux solaires. Étant donné qu'actuellement le FIDA cherche déjà à mettre en place des ressources énergétiques alternatives, j'envisage d'accélérer encore l'utilisation de la biomasse. Il est largement admis que la biomasse constitue l'une des solutions à la crise énergétique actuelle. Le FIDA mène des recherches sur l'utilisation de sources d'énergie alternatives. Les technologies qui permettent de décomposer le fumier, de récupérer le méthane et de l'utiliser comme source d'énergie alternative pourraient constituer une solution pour fournir des ressources énergétiques durables. Parallèlement, cela permettra également de réduire la contribution de l'élevage au réchauffement climatique. Les nouvelles innovations en matière d'agriculture intègrent également le monde des start-up en faisant appel à la génération technophile pour améliorer la vie des agriculteurs et le rendement des investissements. Le travail des entreprises technologiques ne se limite pas à fournir des plateformes; elles jouent aussi le rôle de formateurs auprès des agriculteurs, afin de leur apprendre à travailler avec efficacité et efficacité, mais aussi à gérer correctement leur prêt ou les fonds investis. Je considère que le FIDA devrait adopter les progrès technologiques de ce type et les exploiter pour le plus grand bénéfice des populations.

En fin de compte, mettre un terme à la faim dans le monde et mettre en place des ressources durables permettant aux populations d'avoir accès à l'alimentation supposent inévitablement d'impliquer de nombreux acteurs. Sous ma présidence, j'ai l'intention d'amener le FIDA à travailler en étroite collaboration avec d'autres organismes de financement multilatéraux comme la Banque mondiale, et avec des organismes de financement régionaux comme la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque islamique de développement. J'entends aussi collaborer avec la FAO et le PAM pour assurer la sécurité alimentaire mondiale et une agriculture durable. Cette coopération prendra différentes formes, notamment la mutualisation des savoirs et des données, les opérations conjointes ou le cofinancement. Les relations entre les

pays développés qui disposent d'inventions de pointe dans le domaine agricole et les pays en développement devraient passer à la vitesse supérieure. Les transferts de savoirs et de technologies pourraient se faire à l'avantage des deux parties. J'ai également l'intention de promouvoir la coopération Sud-Sud, qui peut prendre la forme d'un renforcement des capacités et de l'introduction de technologies appliquées. L'objectif le plus important consiste à mettre en place une économie villageoise indépendante, développée et dynamique dans différentes régions afin d'assurer la pérennité de son énergie. Dans la mise en place de ses programmes, le FIDA devra agir de manière holistique, intégrée, thématique et spatiale. En misant sur ces valeurs, je suis convaincu que le FIDA devrait être en mesure d'aller de l'avant dans le cadre de ses programmes afin d'accélérer le développement, en particulier dans les zones rurales et pour les démunis.

Qualifications et expérience

À l'ère de l'incertitude économique, le FIDA a besoin d'une personne qui soit capable de diriger, de comprendre les questions agricoles et rurales et, surtout, de gérer les fonds. L'aptitude à mobiliser des fonds est particulièrement fondamentale afin de faire en sorte que le FIDA dispose de ressources suffisantes pour financer ses projets. De par les postes de Ministre et de Vice-Ministre que j'ai occupés au sein du Ministère des finances, je suis très au fait du processus d'affectation des fonds et du travail de collecte de fonds au niveau national, dont j'ai une grande expérience. En 2015, le déficit de l'Indonésie a atteint 25,5 milliards d'USD, et je suis parvenu à recueillir des fonds pour combler la majeure partie de ce déficit grâce à une gestion stratégique de la politique fiscale et des obligations d'État. J'ai aussi supprimé la subvention à l'essence considérable mais inefficace, qui absorbait en Indonésie pas moins de 15 milliards d'USD par an, montant que j'ai réaffecté au développement des infrastructures et aux dépenses à caractère social. En outre, j'ai contribué à des levées de fonds couronnées de succès en pilotant différentes émissions d'obligations d'État indonésiennes; il s'agissait aussi bien d'obligations classiques libellées en USD ou en JPY que d'obligations compatibles avec la charia émises à New York, Londres, Hong Kong et Tokyo entre 2011 et 2016. Le travail qui consiste à gérer les fonds et à les affecter en fonction des besoins est un aspect fondamental des compétences de direction lorsqu'il s'agit d'institutions financières, et en particulier d'institutions financières internationales comme le FIDA.

Dans mes fonctions de Ministre de la planification du développement national, je suis en relation directe avec les questions de pauvreté et d'autres thèmes importants comme le développement rural, l'agriculture et le secteur de la pêche. Je m'occupe quotidiennement de toute une série de questions de développement telles que les inégalités, la pauvreté, la qualité des services publics et le chômage. Étant donné que l'Indonésie, qui regroupe plus de 250 millions d'habitants, est un grand pays dont le territoire est vaste et présente des caractéristiques géographiques difficiles, elle compte de nombreux programmes de développement qui seront mis en œuvre sous ma direction. J'ai conscience que la hiérarchisation des priorités est nécessaire et, comme j'assure la gestion d'un pays aussi vaste que l'Indonésie, je pense que je suis capable de conduire ce processus. Je considère que la planification est une étape fondamentale dans l'allocation des ressources, et je ferai en sorte que ce processus fasse l'objet d'un travail approfondi. Dans la pratique, bien entendu, je n'agis pas seul. J'assure actuellement la coordination de plus de 800 employés de l'Agence de planification du développement national sur tout le territoire de l'archipel, et je coordonnais auparavant le travail de 65 000 membres du personnel du Ministère des finances lorsque j'y exerçais mes fonctions. J'ai le ferme espoir que mes compétences de gestion et mes aptitudes relationnelles constitueront un outil essentiel dans l'exécution des programmes du FIDA.

Sur le plan international, je considère que les relations que j'ai entretenues pendant dix ans avec différentes organisations constituent un bagage dont le FIDA a besoin que son Président soit doté. Deux aspects témoignent de mon engagement aux côtés

du FIDA: non seulement j'ai assuré les fonctions de Gouverneur pour l'Indonésie de 2011 à 2014, mais j'ai contribué à prêter main-forte au FIDA pour ouvrir en 2015 le premier bureau régional à Jakarta (Indonésie). Ce bureau est maintenant pleinement opérationnel, et il agit en coordination avec mon Ministère (de la planification du développement national) en ce qui concerne différents projets, notamment le projet concernant le secteur de la pêche, qui a pour objet d'autonomiser les pêcheurs de la partie nord de l'île de Sulawesi grâce à des formations et qui est considéré comme le projet de référence du FIDA à l'échelle mondiale. J'ai également toujours été en contact avec les fonctionnaires du FIDA, et j'ai aussi contribué à la mise en place des programmes. En ce qui concerne les sessions annuelles du FIDA, j'y ai apporté ma contribution et j'ai été élu Vice-Président des trente-cinquième et trente-sixième sessions du FIDA, qui se sont déroulées respectivement en 2012 et 2013. J'ai aussi acquis de nombreuses autres expériences au sein d'organisations internationales, puisque j'ai présidé le Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement, le Comité de développement de la Banque mondiale, le Comité des rémunérations de la Banque asiatique de développement et la réunion des vice-ministres des finances de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Ma connaissance approfondie des relations internationales, associée à des années de participation active à l'action du FIDA, s'avérera utile pour établir une coopération mutuellement profitable avec différentes institutions financières, ainsi que pour procéder à l'évaluation de l'affectation des fonds pour s'assurer qu'ils sont utilisés comme il convient.

Étant donné que je suis un universitaire, j'ai appris à faire en sorte que chaque politique repose sur un fondement rationnel et fasse l'objet de calculs établis en conséquence. Je considère que ma carrière d'universitaire et de chercheur est essentielle, car elle suppose d'être en mesure de mener une réflexion stratégique et de faire preuve de capacités de jugement solides fondées sur mon expérience professionnelle, associée à l'état actuel des réflexions tiré de la publication spécialisée ou du manuel les plus récents. Je pense que l'ouverture d'esprit est une qualité importante pour être Président. Je suis ouvert à la discussion et je suis disposé à écouter les contributions constructives. L'idée de soutenir les activités de recherche au sein du FIDA et de les doter de moyens me passionne. Afin d'évaluer les programmes précédents, je suis désireux d'apprendre et disposé à envisager de nouvelles alternatives pour remédier aux problèmes les plus pressants concernant l'agriculture dans le monde.

Mon rôle dans la formulation des règlements financiers contribuera à terme à édicter des règles concernant les politiques complexes en vigueur au FIDA. J'aspire à faire en sorte que tous les États membres aient le sentiment que le FIDA joue un rôle positif. Il nous faut appréhender véritablement les besoins réels des États membres qui sont les clients du FIDA et, lorsque c'est nécessaire, le Fonds devrait être capable de façonner une solution sur mesure spécifique en respectant les pratiques de bonne gouvernance en vigueur au FIDA en matière de gestion des risques et d'analyse des décisions dans les situations d'incertitude. La capacité à coordonner de manière claire l'administration centrale et les collectivités locales est également considérée comme essentielle, de même que l'aptitude à convaincre l'administration locale de se conformer aux plans établis par l'administration centrale. Étant donné que j'exerce depuis des années des fonctions ministérielles, j'ai l'habitude de définir des objectifs à court, moyen et long terme de manière réaliste, en tenant compte de la situation et des priorités, et je possède toutes les compétences requises à cet effet. Compte tenu de toute l'expérience décrite dans les paragraphes qui précèdent, je suis convaincu d'être en mesure de m'acquitter de la tâche qui consiste à diriger l'importante institution financière internationale qu'est le FIDA afin de poursuivre l'objectif qui lui est assigné, à savoir éradiquer la pauvreté dans le monde.

Valeurs et principes

Si je suis élu Président du FIDA, ma priorité sera de diriger le FIDA dans le cadre de l'alliance mondiale en faveur de l'éradication de la pauvreté. Je concentrerai l'attention sur les perspectives de résultats et je ferai en sorte que les objectifs fixés soient atteints. Il faudrait que les projets qui sont susceptibles de produire un impact important et qui s'adressent à un grand nombre de bénéficiaires occupent une place centrale dans les programmes à venir. Les processus d'examen et d'évaluation, qui constituent deux étapes importantes, doivent être soumis à l'appréciation d'un analyste professionnel. C'est le moyen le plus efficace de percevoir s'il existe une faille dans le processus qui conduit à l'obtention du résultat. Ainsi, tous les objectifs du FIDA seront atteints avec efficacité et efficience.

Outre la nécessité de concentrer l'attention sur les effets, j'ai la conviction que le professionnalisme et la compétence ont une grande importance. Même si le FIDA est l'institution qui met en œuvre les différents programmes, en dernière analyse, c'est l'avis des États membres qui contribue à orienter l'action de l'organisation. Il importe d'être à l'écoute des besoins et des idées des clients. En ce qui concerne les pratiques, je suis d'avis que le FIDA en tant qu'institution devrait aussi prendre en considération les meilleures pratiques des autres institutions financières et s'en inspirer pour faire en sorte d'obtenir les meilleurs résultats. Je pense que mon expérience de travail à la Banque islamique de développement et ma collaboration avec la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures seront utiles pour atteindre les objectifs du FIDA.

Je considère que les notions de respect et d'égalité doivent en définitive être défendues. Je prêterai une oreille attentive à toutes les contributions pertinentes émanant de chaque pays membre et les traiterai sur un pied d'égalité. J'ai conscience que chaque État membre est différent et qu'il est confronté à des problèmes différents au sein de son territoire. Je veillerai à ce que tous soient respectés et traités équitablement. J'ai acquis une grande expérience dans le cadre de mes activités internationales, qui m'aide à relier différents sujets, et qui démontre aussi que je fais preuve de respect envers les autres personnes appartenant à d'autres cultures. La conscience est mon principal guide dans l'existence; je sais d'expérience que je vois toujours plus loin que les autres, et je suis en mesure de mettre mon esprit d'anticipation au service de l'organisation. J'ai la certitude que je serai capable de motiver l'ensemble des membres du personnel du FIDA afin qu'ils travaillent le mieux possible et donnent le meilleur d'eux-mêmes au service de l'organisation.

J'ai la conviction que, en établissant la bonne gouvernance et en mettant l'accent sur les populations rurales pauvres, je pourrai aider le FIDA à renforcer son impact et son utilité pour le monde. Lorsqu'il s'agit d'œuvrer en faveur des plus démunis, je pense que l'empathie, associée au bon sens, joue un rôle important dans la prise de décisions. Dans le droit fil des efforts déployés par le FIDA pour donner aux populations accès à l'alimentation et à des conditions de vie satisfaisantes, j'aspire à influencer sur l'existence du plus grand nombre possible de personnes afin de l'améliorer. Je prendrai le temps nécessaire pour évaluer les besoins des États membres, et, parallèlement, je m'efforcerai de traduire en actes les valeurs auxquelles je crois.

Original: anglais

Mexico, le 28 novembre 2016

Mme Cheryl Morden,
Secrétaire du FIDA a.i.
Rome

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement mexicain a décidé de présenter la candidature de Madame le Docteur María Eugenia Casar Pérez au poste de Président du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Madame Casar possède une vaste expérience internationale des questions de budget, de finances et de coopération, puisqu'elle a travaillé pendant plus de dix ans au sein du système des Nations Unies. Elle a été Administratrice associée du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), où elle occupait le poste de Secrétaire générale adjointe des Nations Unies. Elle a également exercé les fonctions de Sous-Secrétaire générale chargée de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, ainsi que de Contrôleuse de l'ONU et Représentante du Secrétaire général Ban Ki-moon chargée des investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Elle a en outre travaillé au Programme alimentaire mondial, à Rome, où elle a été Sous-Secrétaire générale et Directrice exécutive adjointe chargée de la gestion des ressources et des obligations redditionnelles et Directrice financière, ainsi que Directrice financière et Directrice des finances et du budget.

Madame Casar a également mené une importante carrière professionnelle au sein des institutions financières et des organismes de coopération nationaux du Mexique. Elle a occupé les fonctions de Directrice du Trésor du Mexique, de Directrice financière à la Banque nationale des services financiers, de Directrice générale adjointe chargée du secteur bancaire au Ministère des finances, et de Vice-Présidente adjointe de la Commission nationale bancaire du Mexique. Elle est actuellement Directrice générale de l'Agence mexicaine de la coopération internationale pour le développement (AMEXCID) au Ministère des relations extérieures.

Le Gouvernement mexicain est convaincu que le travail qu'elle a accompli et son expérience, tels que récapitulés ci-dessus, font de Madame Casar est une candidate idéale pour le poste de Président du FIDA. Il ne fait aucun doute que le savoir-faire en matière de questions financières et budgétaires qu'elle a acquis à l'échelle internationale sera précieux pour permettre au Fonds d'atteindre son objectif d'éradiquer la pauvreté rurale et d'assurer le développement durable du monde rural.

Veillez agréer, Madame la Secrétaire, les assurances de ma très haute considération.

(signé)

Claudia Ruiz Massieu Salinas,
Secrétaire

Original: anglais

MARÍA EUGENIA (GINA) CASAR

gcasar@hotmail.com

Twitter: @gcasar

Téléphone portable: + 52 1 55 4339-5255

Atouts

- Spécialiste de l'administration générale dotée d'une vaste expérience à des postes de direction dans le secteur public, disposant de compétences particulières acquises au sein d'institutions financières publiques.
- Capacité avérée à obtenir des résultats au sein d'organisations multinationales complexes en forgeant des partenariats entre des acteurs divers.
- Expérience du renforcement des capacités organisationnelles et de l'impulsion d'une culture de l'excellence
- Compétences spécialisées en matière de coopération internationale et de développement durable.
- Agent du changement privilégiant l'action, dotée d'un esprit stratégique et capable de prendre des décisions de manière efficace.

Expérience professionnelle

Depuis novembre 2015

Directrice générale de l'Agence mexicaine de la coopération internationale pour le développement (AMEXCID)

L'AMEXCID (<https://www.gob.mx/amexcid>) est un organe décentralisé du Ministère des relations extérieures, chargé d'assurer au niveau fédéral l'encadrement, la coordination et la mise en œuvre de programmes de coopération internationale privilégiant un développement humain durable.

- Agit en partenariat avec les organismes fédéraux, les collectivités locales, la société civile, le Parlement, les milieux universitaires, le secteur privé, le Système des Nations Unies, les pays donateurs et les organisations internationales.
- Gère actuellement 300 projets au Mexique et 248 projets à l'étranger, principalement en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- Responsable de 10 fonds de coopération au développement, dont 4 bilatéraux et 3 avec des organisations internationales.
- Coordonne les programmes bilatéraux et régionaux dans les domaines suivants: agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle, santé, environnement et adaptation au changement climatique, éducation et gestion des risques.
- Autres attributions:
 - Commissaire présidentielle du Projet d'intégration et de développement mésoaméricain
 - Membre du Conseil du Forum économique mondial sur la gouvernance internationale, la coopération public/privé et le développement durable
 - Présidente du Comité de coopération Sud-Sud de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
 - Vice-Coprésidente du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement

Juin 2014 à octobre 2015

Secrétaire générale adjointe et Administratrice associée au Programme des Nations Unies pour le développement

Chef des opérations du plus vaste organisme de développement au monde, présent dans plus de 170 pays et doté d'un budget de 5 milliards d'USD.

- Chargée d'assurer la réussite de la mise en œuvre du Plan stratégique en supervisant l'exécution du programme d'opérations et en assurant l'efficacité du fonctionnement institutionnel de l'organisation.
- Responsable du fonctionnement quotidien, l'accent étant mis sur la gestion de la performance au sens large, la qualité des programmes et l'efficacité de la gestion des ressources.
- Chargée de supervision du Fonds d'équipement des Nations Unies et du programme des Volontaires des Nations Unies

Octobre 2011 à mai 2014

Sous-secrétaire générale - Contrôleuse des Nations Unies,

Pilotage de la planification stratégique axée sur les résultats, de la situation financière et du budget du Secrétariat de l'ONU, y compris pour les départements du Siège de l'ONU et les bureaux extérieurs, avec un budget annuel de 12 milliards d'USD et un portefeuille de placements de 10 milliards d'USD.

- Mise en œuvre d'une stratégie de couverture des risques de change multi-devises d'un volume de plus de 500 millions d'USD par an.
- Encadrement de l'élaboration et de l'application des politiques et stratégies financières, notamment en matière de questions humanitaires, sociales, économiques et politiques et de maintien de la paix.
- Relations avec les organes directeurs, les États membres et les donateurs, notamment le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Comité d'audit, les Commissaires aux comptes, ainsi que les sociétés, fondations, ONG et partenaires d'exécution.
- Présidence de groupes de travail composés d'équipes chargées des finances de plus d'une cinquantaine d'entités des Nations Unies, par exemple concernant les financements extrabudgétaires, la gestion des partenaires d'exécution, l'assurance maladie après la cessation de service et les transferts en espèces.
- Gestion quotidienne de plus de 300 employés et représentation du Secrétariat dans le cadre d'initiatives externes, par exemple au Conseil d'administration de l'alliance "Better Than Cash" (Mieux que de l'argent). Coprésidence de l'Accord-cadre financier et administratif entre l'ONU et la Communauté européenne (ACFA)
- Responsable de la plus ambitieuse initiative de transformation de l'organisation des activités jamais entreprise au sein de l'ONU

Décembre 2012 à mai 2014

Représentante du Secrétaire général à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU)

Parallèlement à ses responsabilités de Contrôleuse, désignée Représentante rendant compte au Secrétaire général avec délégation de pouvoir pour le placement des actifs de la Caisse (plus de 50 milliards d'USD) et responsabilité d'ensemble de la politique d'investissements et de la gestion de la Division de la gestion des investissements (IMD).

- Encadrement, orientation et gestion d'ensemble des opérations de la Division IMD.
- Définition et mise en œuvre de la politique d'investissements.
- Contacts et concertation avec les organes chargés du contrôle de la Caisse (Comité des Commissaires aux comptes, Comité d'audit de la Caisse, Bureau des services de contrôle interne).

Avril 2009 à septembre 2011

Directrice exécutive adjointe et Directrice financière au Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Responsabilité de l'ensemble des fonctions de gestion des ressources dans le plus vaste organisme d'assistance alimentaire à vocation humanitaire au monde, avec un budget de 4 milliards d'USD par an et un effectif de 14 000 employés dans plus de 80 pays.

- Encadrement constant des fonctions budget, finances, trésorerie, affectation des ressources, gestion de la performance et des risques et appui à la mise en œuvre de la stratégie.
- Gestion d'un portefeuille de placements de près de 2 milliards d'USD dans le cadre d'une stratégie de diversification des placements;
- Mise en place d'une stratégie de couverture des risques de change et d'un mécanisme de préfinancement doté d'une enveloppe de 500 millions d'USD
- Présidence du Comité des achats et des contrats, qui supervise tous les marchés importants.

2006 à 2009

Directrice du Trésor du Mexique

En qualité de Directrice du Trésor, responsabilité globale de la gestion de 15 milliards d'actifs

- Recouvrement des recettes et gestion de toutes les sommes reçues au nom du Gouvernement fédéral;
- Paiement des dépenses budgétaires liées à l'exécution du budget fédéral;
- Gestion de la trésorerie et des actifs pour toutes les ressources financières du Gouvernement fédéral déposées à la Banque centrale (Banco de México);
- Enquêtes et inspection des unités administratives chargées de la collecte des recettes et de l'exécution du budget;
- Représentation du Ministère pour la prise en compte de la question de la parité des sexes.

2004 à 2006

Directrice financière et Directrice des finances et du budget au Programme alimentaire mondial de l'ONU

Directrice financière responsable de l'encadrement des fonctions budgétaires et financières et de la trésorerie au sein du plus vaste organisme d'assistance alimentaire à vocation humanitaire au monde, avec un budget de 4 à 5 milliards d'USD par an et un effectif de 14 000 employés dans plus de 80 pays.

- Responsable de l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (Normes IPSAS);
- Trésorerie et paiements, services bancaires, gestion des placements, des paiements et de la paye;
- Gestion de la trésorerie, mise en œuvre de la nouvelle politique en matière de placements pour améliorer la gestion des risques financiers afin d'accroître le rendement des placements et d'une stratégie de couverture des risques de change afin de sécuriser les dépenses à venir;
- Budget et planification financière, notamment préparation du plan de gestion pour l'exercice biennal.

2001 à 2004

Directrice financière à la Banco Nacional de Servicios Financieros (BANSEFI), Mexique

Directrice financière d'une banque de développement à capitaux publics dont l'activité essentielle consiste à proposer des solutions financières aux populations à faible revenu par l'intermédiaire de plus de 500 agences bancaires sur tout le territoire du Mexique.

- Élaboration de plans d'activité pour le programme de microfinancement.

1999 à 2001

Directrice générale adjointe - Secteur bancaire, Ministère des Finances, Mexique

- Gestion des relations avec les analystes financiers et les banques d'investissement mexicains et étrangers
- Autorisation des nouvelles institutions financières, ainsi que des opérations de fusion;
- Conception et autorisation de la première émission de titres de participation pour les banques mexicaines.

1995 à 1999

Vice-Présidente adjointe de la Commission nationale des banques (CNBV) du Mexique

- Gestion des rapports avec le Bureau des relations avec les investisseurs;
- Rôle de premier plan dans l'élaboration d'un nouveau cadre réglementaire pour le secteur bancaire avec l'établissement des principes comptables et des règles de gestion des risques rationnels;

1985 à 1995

Directrice d'établissement et professeur de comptabilité et d'administration à l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM)

Formation

1986 Maîtrise en administration des affaires
Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM), diplôme obtenu avec les félicitations du jury

1983 Diplôme de comptabilité publique
Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM)

Informations personnelles

Née à Mexico le 17 mai 1959.

Espagnol langue maternelle
Anglais courant
Français courant

Original: anglais

RÉPONSES DE MARIA EUGENIA CASAR

Question 1: Quelle vision avez-vous pour le FIDA et de quelle manière envisageriez-vous de promouvoir le rôle joué par l'organisation dans le cadre du programme d'action mondial en faveur du développement agricole et de l'éradication de la pauvreté rurale?

L'action du FIDA joue déjà un rôle décisif dans l'existence de millions de personnes à travers le monde, et le Fonds a la possibilité d'accroître sa portée et son impact en répondant à l'appel à l'action lancé dans le cadre du Programme 2030. La conjonction du rôle et du mandat sans égal du FIDA et du Programme 2030 représente une occasion unique de mettre un terme à la pauvreté rurale et à la faim tout en renforçant la résilience.

Les besoins humanitaires exceptionnels mettent aujourd'hui à rude épreuve les ressources naturelles, humaines et financières nécessaires pour lever les obstacles au développement durable. Dans le monde entier, le changement climatique, la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources entraînent des répercussions directes sur la pauvreté et les migrations.

Les objectifs de développement durable (ODD) constituent un programme visant à relever les plus grands défis auxquels l'humanité est confrontée. Au premier plan de ces objectifs figurent l'élimination de l'extrême pauvreté (ODD 1), l'éradication de la faim (ODD 2) à l'horizon 2030 et les mesures d'urgence contre le changement climatique (ODD 13), qui concernent des centaines de millions de personnes. Le principe sous-jacent est que des politiques inclusives et cohérentes sont indispensables pour répondre à ces défis complexes et interdépendants.

Ma vision de la façon dont le FIDA peut prendre le virage nécessaire pour contribuer à la réalisation des ODD se fonde sur le Cadre stratégique 2016-2025 et comprend les axes suivants: 1) maximiser la complémentarité des capacités de l'institution en matière de financement, d'assistance technique et de mutualisation des savoirs; 2) chercher à innover dans tous les domaines d'activité de l'institution; et 3) miser sur les partenariats et la constitution de coalitions pour renforcer l'impact.

Maximiser "l'effet multiplicateur" du rôle et des capacités sans égal du FIDA

Le Programme d'action d'Addis-Abeba a souligné le rôle des banques multilatérales de développement, appelées à stimuler les investissements en faveur du Programme 2030, mais aussi à financer des projets bien conçus permettant d'obtenir un impact élevé. Le FIDA est exceptionnellement bien placé, car il est l'institution financière internationale qui dispose des compétences les plus spécialisées en matière d'investissements de lutte contre la pauvreté rurale efficaces.

La place que le FIDA occupe en tant que conseiller de confiance auprès des gouvernements, institution de financement et organisme de développement privilégiant la dimension humaine doit être confortée le plus possible afin de renforcer l'intensité de son impact. Il existe un puissant "effet multiplicateur" entre ces trois types de soutien, compte tenu de la longue expérience de l'institution et des solutions techniques et financières solides qu'elle propose. Dans le domaine de la pauvreté rurale, aucune autre institution ne joue ces trois rôles à grande échelle.

L'utilité de ces capacités complémentaires est particulièrement importante lorsqu'il s'agit de s'attaquer à certaines des difficultés les plus importantes qui font obstacle à la transformation du monde rural dans une optique de développement durable. Il est essentiel d'aborder les systèmes alimentaires de manière globale au moyen d'une transformation des politiques, mais aussi d'investissements et de programmes d'inclusion, afin de renforcer non seulement les moyens d'existence en milieu rural, mais aussi la résilience face au changement climatique. À cet égard, il conviendrait de porter une attention particulière aux groupes de population qui sont confrontés à des

situations de vulnérabilité, comme les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, ainsi qu'au climat.

Chercher à innover dans toute l'institution

Au cours des 15 dernières années, nous sommes allés de l'avant à l'échelle mondiale: des centaines de millions de personnes ont été libérées de l'extrême pauvreté et de la faim. Cependant, si nous continuons au même rythme pendant les 15 prochaines années, nous n'atteindrons pas les cibles arrêtées aux termes du Programme 2030.

L'innovation conditionne notre capacité à accélérer les progrès à cet égard. Nous disposons de méthodes, de technologies et d'outils nouveaux qui n'existaient pas voici quelques années. Alors que le monde industrialisé est à l'initiative de la majeure partie de ces innovations, les institutions de développement peuvent adapter ces nouvelles méthodes aux défis auxquels sont confrontés les populations et les pays pauvres.

Le FIDA peut jouer un rôle crucial pour encourager et promouvoir l'innovation dans l'agriculture paysanne et le développement d'autres marchés ruraux. Il est possible d'y parvenir par les moyens suivants: privilégier davantage un état d'esprit axé sur le terrain, mutualiser les savoirs et les meilleures pratiques, faciliter la coopération Sud-Sud, stimuler les entrepreneurs locaux, forger des partenariats avec des institutions qui innovent et soutenir les efforts de recherche et développement, le cas échéant.

Il est également important pour l'avenir de l'investissement en milieu rural de proposer des modèles de financement novateurs. S'il est possible que les ressources du FIDA augmentent avec le temps, il est probable qu'elles seront malgré tout insuffisantes pour répondre aux besoins qu'engendre la pauvreté rurale. Par conséquent, il est important d'envisager de nouveaux modèles de financement qui pourraient permettre de tirer parti d'un plus large éventail de ressources. Il pourrait notamment s'agir de différentes formes de financement mixte, d'obligations à impact social ou à impact sur le développement (social/development impact bonds) et d'autres mécanismes visant à encourager l'injection dans les investissements en milieu rural d'un volume de capitaux privés plus important. Utiliser le bilan du FIDA comme levier pour contribuer à rendre les investissements privés moins risqués peut également se révéler bénéfique.

Enfin, il est important que l'institution s'imprègne de l'esprit d'innovation afin d'assurer aux programmes et aux systèmes de gestion une efficacité et une efficacité maximales. C'est en relevant le défi qui consiste à trouver des façons de faire plus satisfaisantes, plus rapides, plus efficaces et plus efficaces que nous serons en mesure d'obtenir un impact plus marqué sur les populations auxquelles le FIDA cherche à venir en aide.

Forger des partenariats et constituer des coalitions

Il ne sera possible d'atteindre les ODD que si les coalitions et les partenariats sont mis à profit pour relever les défis. En raison du rôle unique qui est le sien, FIDA devrait contribuer à fédérer des coalitions diversifiées et des partenariats multipartites qui favorisent la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Une étroite collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome est essentielle pour assurer l'adoption d'une démarche globale dans le soutien apporté aux gouvernements afin d'améliorer la sécurité alimentaire et renforcer la résilience des populations rurales pauvres. Cependant, il est crucial d'agir au niveau national et régional afin d'obtenir des résultats utiles et durables, tout en unissant nos forces au niveau mondial dans le cadre d'activités portant sur le plaidoyer et les politiques.

Le FIDA devrait également s'efforcer tout particulièrement de comprendre comment impliquer le secteur privé dans la transformation plus vaste conduisant à un développement durable du monde rural, et comment faire en sorte que soient offerts aux zones rurales des financements, des savoir-faire et des perspectives supplémentaires plus responsables. Le secteur privé dispose de capacités de nature à

compléter celles du secteur public et des organisations intergouvernementales dans le cadre de partenariats authentiques et novateurs. En fin de compte, nombre d'initiatives visant à éradiquer la pauvreté et la faim doivent se pérenniser, ce qui passe par la prise en considération de leur rentabilité.

Enfin, ma vision pour FIDA repose également sur la poursuite du renforcement des systèmes de gestion et de la culture du FIDA. En qualité de gestionnaire de ressources publiques cherchant avant tout à obtenir l'impact le plus élevé possible pour les populations rurales pauvres, le FIDA doit faire figure d'exemple en matière de rapport coût/efficacité, de transparence et de responsabilité.

Question 2: Pourquoi pensez-vous que vos qualifications et vos expériences font de vous une candidate adaptée à ce poste? Quels enseignements avez-vous tirés de l'élaboration de stratégies et plans de développement?

Comme le montre mon curriculum vitæ, je dispose d'un large éventail d'expériences acquises au sein de différents types d'organismes dont les activités centrales sont en rapport avec la mission du FIDA. Chaque responsabilité exercée m'a dotée de capacités renforcées qui constituent une préparation approfondie, acquise sur la durée, à assumer la direction du FIDA.

En effet, le FIDA se trouve à la croisée de deux questions qui me passionnent plus particulièrement: la sécurité alimentaire mondiale et le système financier international. Une grande partie de ma carrière a été axée sur l'obtention de résultats et la conduite du changement alors que j'occupais des postes financiers au sein du secteur public, dans le cadre desquels la question de l'inclusion financière était une préoccupation majeure. Plus récemment, j'ai été responsable d'importants organismes dont l'activité est consacrée au développement, sur le plan aussi bien multilatéral que national.

Ma carrière m'a permis de dégager des enseignements essentiels au fil des succès et des échecs, sur le plan aussi bien personnel que collectif, afin:

- de mieux appréhender les besoins des populations rurales pauvres, qui diffèrent en fonction des contextes rencontrés à travers le monde;
- de devenir un meilleur facilitateur afin d'établir des passerelles par-delà les différences entre les multiples intervenants;
- de mettre en place des partenariats et des équipes de travail efficaces et de les renforcer;
- de calibrer correctement la volonté de changement afin de trouver un équilibre entre l'idéal et le possible;
- d'apprendre comment piloter avec succès les mutations et les innovations au sein d'une institution afin que les objectifs ne soient pas perdus de vue et que la motivation reste forte;

Concrètement:

1. Mon expérience au Ministère des finances du Mexique m'a permis d'appréhender la dynamique du secteur financier dans les pays développés et les pays en développement, ainsi que les besoins et les motivations des personnes à faible revenu dans des contextes ruraux et urbains.
2. Mon expérience à la direction de la Banque nationale d'épargne et de services financiers m'a poussée à rechercher des facteurs d'incitation et des solutions créatives pour renforcer la portée de l'inclusion financière parmi les couches pauvres de la population.
3. Mon expérience au sein d'un organisme ayant son siège à Rome m'a permis d'acquérir de l'expérience pour savoir comment s'attaquer aux enjeux essentiels de la sécurité alimentaire et du développement agricole, et j'en suis ressortie

pleinement consciente de l'articulation entre les trois organismes dont l'activité est axée sur l'alimentation, de la dynamique irremplaçable qui les unit et de leur interaction avec le système des Nations Unies. J'ai acquis les compétences nécessaires pour établir des relations constructives avec les membres du Conseil d'administration et j'ai relevé le défi que représente le pilotage de la stratégie de mobilisation de fonds d'un organisme entièrement financée au moyen de contributions volontaires. C'est à ce poste que j'ai pleinement appréhendé l'importance qu'il y a à contrebalancer le point de vue sur le développement que l'on se forge depuis Rome avec l'expérience concrète du développement et à se confronter en permanence avec la réalité, au contact direct de la population au profit de laquelle nous essayions d'obtenir un impact.

4. Mon expérience en qualité de Directrice du Trésor du Mexique m'a permis d'envisager les choses dans une optique nationale et de savoir ce qui fonctionne ou pas lorsqu'il s'agit d'inciter les pays à revenu intermédiaire à appuyer l'action humanitaire.
5. Mon expérience en qualité de Contrôleuse des Nations Unies m'a donné les clés et les codes qui permettent de comprendre comment le système des Nations Unies fonctionne dans sa multiplicité et sa complexité et ses modalités d'interaction avec les États membres et toutes les autres parties prenantes. Cela m'a permis de comprendre comment le système des Nations Unies peut influencer sur la mission et l'efficacité des institutions spécialisées et dans quelle mesure cette influence peut et doit évoluer. À ce poste, j'ai également eu l'occasion d'apprendre ce qu'il faut faire et ne pas faire lors de la mise en œuvre de changements en profondeur.
6. Mon expérience au PNUD, en qualité d'Administratrice associée, m'a permis de compléter l'expérience acquise au Programme alimentaire mondial et au Mexique en appréhendant la dynamique du développement international, notamment s'agissant de la pauvreté rurale. En outre, j'ai acquis une connaissance approfondie de ce qui fonctionne ou pas au sein d'une organisation qui s'est transformée afin de s'adapter à sa mission.
7. Mon expérience à la tête d'un organisme de coopération au développement (l'AMEXCID) m'a confrontée à des enjeux qui convergent avec ceux du FIDA. J'ai notamment conduit avec succès certaines des nouvelles initiatives régionales les plus ambitieuses menées dans la région mésoaméricaine en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de santé publique et de prévention de la migration des mineurs non accompagnés. J'ai également mis en place la gestion améliorée des données utiles à la résilience en partenariat avec différents acteurs, et j'ai impulsé la prise en compte des ODD au Mexique par l'intermédiaire du Bureau de la Présidence.
8. Mon expérience [durant mon temps libre] en qualité de citoyenne s'efforçant de favoriser la durabilité: à titre personnel, j'ai contribué à la création de MAPP ("Mercado Alternativo de Pequeños Productores" en espagnol), qui a pour objet de promouvoir la production biologique de dizaines de petits paysans. Mes contacts avec eux m'ont permis d'appréhender leurs forces, leurs difficultés et le type d'aide qui répond le mieux à leurs besoins.
9. Enfin, dans mon expérience en tant que femme, j'ai dû comprendre et surmonter les nombreux obstacles auxquels une femme est confrontée lorsqu'elle occupe un poste de direction de haut niveau, mais aussi cerner les avantages et la valeur ajoutée qu'une femme peut apporter à une institution, parmi lesquels la motivation, l'empathie et l'attention aux minorités.

Question 3 : Veuillez décrire les valeurs dont vous vous inspireriez pour mener à bien votre tâche de Présidente du FIDA

Afin que le FIDA soit à la hauteur de ses ambitions, et pour faire de la vision de l'avenir une réalité, il faut que l'ensemble des initiatives et des mesures prises respectent les valeurs suivantes:

Capacité à mobiliser et détermination. L'exercice de fonctions de direction suppose d'être capable d'influencer les parties prenantes, les clients et le personnel pour les inciter à accomplir la mission de l'institution en proposant un but, une orientation et une motivation, mais également des objectifs et des résultats à atteindre concrets. À tous les postes de direction que j'ai occupés, j'ai toujours cherché à obtenir des résultats en m'appuyant sur mon solide esprit d'initiative, ma ténacité, ma capacité à persévérer en présence d'obstacles, en plus de ma faculté à inspirer et à fédérer non seulement mes collègues mais également les partenaires.

Compétence et innovation. Je souhaite encourager une activité fortement tournée vers le terrain et, globalement, une gestion axée sur les résultats, l'objectif étant d'engendrer un impact pérenne pour les communautés rurales au service desquelles le FIDA intervient. À l'époque actuelle, il est impératif de rechercher des perspectives d'amélioration faisant appel à des démarches novatrices. J'apporterai au FIDA ma volonté de motiver et ma créativité – tout en favorisant la créativité dans toutes les sphères de l'institution – afin d'appuyer et de développer les instruments de financement les plus novateurs et les démarches de collaboration qui permettent à l'institution d'atteindre ses objectifs. Je crois sincèrement que l'innovation sous toutes ses formes est la clé d'un impact durable lorsqu'elle favorise le développement économique et social, notamment en s'attaquant aux causes profondes des inégalités entre les sexes. La promotion d'une culture organisationnelle favorable à l'apprentissage et à l'innovation a une autre conséquence indirecte: elle redynamise et motive généralement la direction et le personnel.

Honnêteté et équité. C'est surtout au travers de ces valeurs que le Président du FIDA peut chercher à obtenir la confiance des parties prenantes, des partenaires, des clients et de son propre personnel. La réalisation d'objectifs ambitieux, par exemple donner aux populations rurales pauvres les moyens de se libérer du joug de la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire à l'horizon 2030, suppose une forte adhésion à l'objectif, mais aussi la confiance de tous les intervenants. Celle-ci ne peut être obtenue que s'il est parfaitement clair qu'il n'y a pas de place pour un comportement contraire à l'éthique, ni pour la volonté de retirer un avantage personnel ou pour les alliances avec des groupes d'intérêts.

Esprit de collaboration. Je souhaite mobiliser des partenariats efficaces et efficaces susceptibles de mettre à profit les divers avantages comparatifs, au sein de l'institution et à l'extérieur. Pour réaliser le Programme 2030, il est indispensable d'agir dans le cadre de partenariats efficaces. Les partenaires qui apportent des savoir-faire et des ressources dans des domaines complémentaires, comme les gouvernements, la communauté internationale et les institutions financières au service du développement, les banques multilatérales de développement, les instituts de recherche, la société civile, le secteur privé et les petits producteurs ruraux, ainsi que les organismes ayant leur siège à Rome, peuvent permettre au FIDA de concourir efficacement à l'amélioration des politiques, des programmes et des pratiques au niveau national et de développer les investissements en faveur du secteur rural. Les enjeux complexes et interdépendants comme la transformation du monde rural nécessitent une action concertée et cohérente entre les réseaux, les initiatives et les politiques.

La collaboration joue également un rôle important afin de faire en sorte que les progrès accomplis sur la voie de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes se poursuivent. Attentive à la problématique hommes-femmes et en contact étroit avec les problèmes quotidiens rencontrés par les femmes, je suis prête à relever le défi consistant à être la première Présidente du FIDA et à favoriser l'égalité, en alliant force et conviction.

Original: anglais

Présidence du Conseil des ministres

UCD 0001710 P-4.1.3

en date du 7/11/2016

Le Président
du Conseil des ministres

Madame,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement italien entend proposer la candidature du Professeur Paolo De Castro à la présidence du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Le Professeur De Castro allie une expertise reconnue à l'échelle internationale et une formation universitaire impressionnante dans le domaine du développement rural et de la sécurité alimentaire, et des qualifications de direction étayées par une longue expérience politique, en qualité notamment de Ministre italien des politiques agricoles et forestières, ce à trois reprises, et de Président de la Commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen. Il a par ailleurs exercé la fonction de coordonnateur scientifique auprès du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), une organisation intergouvernementale.

À l'heure actuelle, il est chargé de la promotion et de la coordination, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Alliance "Lutte contre la faim" du Parlement européen.

Au vu de ce remarquable parcours, nous sommes convaincus que le Professeur De Castro est hautement qualifié pour occuper le poste de Président du FIDA et mener à bien la mission centrale de l'organisation, à savoir la lutte contre la pauvreté rurale. Vous trouverez ci-joint le curriculum vitae du candidat.

Veuillez agréer, Madame, les assurances de ma très haute considération.

(signé)

Matteo Renzi

Mme Cheryl Morden
Secrétaire du FIDA a.i.
Rome

Original: anglais

PAOLO DE CASTRO

Paolo De Castro a 58 ans et est actuellement Professeur d'économie et de politique agricole à l'Université de Bologne. Après avoir obtenu un diplôme en sciences de l'agriculture et de l'alimentation à l'Université de Bologne, il s'est spécialisé en économie des systèmes alimentaires à la Washington State University de Pullman (États-Unis). Sa carrière académique a été récompensée à de nombreuses reprises tant au niveau national qu'international. Ainsi, il s'est vu décerner deux fois le titre de docteur honoris causa (en sciences agronomiques et en médecine vétérinaire de l'Université de Cluj-Napoca [Roumanie], et en sciences et technologies nutritionnelles de l'Université de Basilicate [Italie]) et il a reçu du Roi d'Espagne Juan Carlos I^{er} la Grand-Croix de l'ordre du mérite de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

Le Professeur Paolo De Castro est l'auteur de plus de 150 publications scientifiques, notamment des contributions scientifiques sur le problème de la sécurité alimentaire et du rôle du commerce international dans le développement des sociétés modernes. Sur ces sujets, il a publié plusieurs ouvrages dont certains sont traduits dans plusieurs langues, notamment *L'Agriculture européenne et les nouveaux défis mondiaux* (Donzelli, 2010), *La Politique de la terre et la pénurie alimentaire* (Hearthscan Routledge, 2012), *Comida, el desafio global* (Eumedia, 2015).

La carrière scientifique du Professeur Paolo De Castro s'est enrichie non seulement de la participation à de nombreux comités scientifiques internationaux, tels que la présidence du Comité scientifique du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), mais aussi de rôles d'encadrement, parmi lesquels la présidence de l'Institut d'études économiques Nomisma.

Paolo De Castro a été à trois reprises Ministre de l'agriculture de son pays et il a occupé les fonctions de Vice-Président de la Commission de l'agriculture et de la production agroalimentaire du Sénat de la République italienne. Entre 2000 et 2002, il a également été Conseiller spécial du Président de la Commission européenne, le Professeur Romano Prodi.

Paolo De Castro est membre du Parlement européen depuis juillet 2009. Il a présidé la Commission de l'agriculture et du développement rural de 2009 à 2014 et, à ce titre, a dirigé l'équipe de négociation du Parlement européen pendant tout le processus de réforme de la Politique agricole commune pour la période 2014-2020. Réélu en juillet 2014, Paolo De Castro est aujourd'hui président du groupe des Socialistes et Démocrates au sein de la Commission de l'agriculture et du développement rural. En 2014, il a été nommé rapporteur permanent pour l'EXPO Milano 2015; dans ce cadre, Paolo De Castro a encouragé la création du comité directeur de l'Union européenne qui a coordonné les activités de l'Union européenne pour l'Exposition universelle et contribué à la rédaction de la Charte de Milan. Son engagement en faveur des questions de sécurité alimentaire et de développement agricole se manifeste non seulement dans les nombreuses contributions apportées au travail législatif de l'Union européenne, mais aussi dans la récente initiative qu'il a inspirée et coordonnée: l'Alliance parlementaire "Lutte contre la faim", créée en collaboration avec la FAO et d'autres parlements du monde, dans le cadre de laquelle un groupe de députés européens s'est engagé à élaborer des propositions et des actions de sensibilisation et de partage sur le thème de la sécurité alimentaire. Paolo De Castro a également été nommé rapporteur permanent de la Commission de l'agriculture et du développement rural sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement avec les États-Unis (PTCI).

Ses expériences scientifiques, managériales et politiques, associées à une connaissance approfondie des relations internationales, ont permis au Professeur Paolo De Castro d'acquérir une solide compréhension du fonctionnement des systèmes alimentaires et des questions de développement agricole. Sa compétence, internationalement reconnue, est attestée par ses nombreuses contributions, en qualité de conférencier et comme auteur, au sein des plus hautes institutions internationales traitant de l'alimentation et de l'agriculture.

Original: anglais

Questions à l'intention des candidats – réponses fournies par le Professeur Paolo De Castro

Question 1: Quelle vision avez-vous pour le FIDA et de quelle manière envisageriez-vous de promouvoir le rôle joué par l'organisation dans le cadre du programme d'action mondial en faveur du développement agricole et de l'éradication de la pauvreté rurale?

La vision du FIDA doit nécessairement faire partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030, tel qu'illustré par les objectifs de développement durable (ODD).

Le FIDA doit envisager un monde dans lequel l'extrême pauvreté rurale n'a plus sa place et qui, grâce à une transformation inclusive du monde rural, est parvenu à un développement durable, un monde dans lequel les communautés rurales vivent dignement et sont à même de se doter de moyens d'existence prospères et durables et de réaliser leur aspiration à une vie meilleure au sein de leurs propres communautés rurales. L'objectif ultime doit être, au-delà de la subsistance, le développement durable.

Pour pouvoir atteindre cet objectif, il est nécessaire, dans une optique mondiale, d'élaborer une vision non seulement pour l'agriculture paysanne, mais également pour le FIDA.

S'agissant de l'agriculture paysanne, les petites exploitations demeurent indispensables au développement, et pas uniquement à l'agriculture. Vu le nombre disproportionné de pauvres travaillant dans le secteur de l'agriculture paysanne, et l'ampleur de cette dernière dans le monde en développement, l'essor de la petite agriculture donne naissance à un cercle vertueux, dans le sens où un accroissement, même minime, des revenus tirés de l'agriculture a un effet multiplicateur au profit des communautés rurales et urbaines.

Aujourd'hui, alors que le débat théorique se polarise autour des extrêmes et s'égaré sous l'effet de faux dilemmes – agriculture à grande échelle ou agriculture paysanne, sécurité alimentaire ou développement rural –, la voie à suivre passe effectivement par le choix délibéré des exploitations agricoles, petites et grandes. Les ménages ruraux peuvent être aussi productifs et novateurs que les gros exploitants, sous réserve que les conditions voulues soient réunies. La vraie question est de savoir comment accroître la productivité de l'agriculture paysanne. À cet égard, les grands axes à suivre sont au nombre de quatre: i) promouvoir l'adoption de technologies appropriées par les petits agriculteurs et associer ces derniers au processus d'innovation; ii) améliorer les régimes fonciers; iii) garantir l'accès des petits agriculteurs à des services financiers et à des systèmes d'assurance; et iv) leur ouvrir un accès à des débouchés, en mettant notamment à profit les systèmes d'entreposage et les coopératives au niveau local afin de compenser les déséquilibres en termes de pouvoir d'intervention sur le marché.

Par conséquent, les nouveaux enjeux prioritaires pour l'agriculture devraient être à la fois d'accroître la productivité, de promouvoir la durabilité, de renforcer la résilience aux perturbations du marché et aux chocs climatiques, de créer des filières inclusives et d'autonomiser les petits agriculteurs. Les stratégies d'adaptation font partie intégrante de ce programme vu que nombreux sont les pays en développement où le changement climatique a de graves répercussions sur les systèmes et pratiques de culture.

S'agissant du rôle du FIDA dans le nouveau contexte mondial, je suis convaincu que l'institution a une capacité qui lui est propre, à savoir contribuer à la transformation de l'agriculture paysanne, et ce en raison:

- ✓ de sa mission unique en son genre et extrêmement précise qui est d'aider les petits agriculteurs et leurs communautés. Il s'agit là d'une valeur qui doit être préservée afin de protéger l'identité et la visibilité du Fonds sur la scène internationale et de mieux faire connaître sa spécificité à l'échelle internationale
- ✓ de son expérience de près de 40 années dans la mise en œuvre de sa mission
- ✓ de son modèle opérationnel original

Dans le cadre des efforts déployés à l'échelle mondiale pour concrétiser cette vision:

- Le FIDA renforcera les partenariats qu'il forge avec les gouvernements, les communautés rurales, les organisations paysannes et d'autres partenaires de développement, en premier lieu avec les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR).
- Dans le plein respect des mandats et des modèles opérationnels de chaque organisme, le FIDA devra exploiter au mieux les synergies avec les deux autres OSR, s'efforcer d'avoir une vision commune et promouvoir, à l'échelle internationale, l'image d'une plateforme pour le développement rural, la sécurité alimentaire et la nutrition, basée à Rome.
- Cette coordination renforcée devra être mise en œuvre dans le cadre d'une approche "globale" de la politique alimentaire, caractérisée par une coopération accrue tant entre les politiques de sécurité alimentaire et de développement rural qu'au sein de celles-ci.
- Le FIDA continuera à défendre et à mettre en pratique les concepts qui lui sont propres – à savoir la reproduction et la transposition à plus grande échelle – et à tirer parti du net avantage comparatif qu'il possède en matière d'agriculture paysanne et de développement rural, tout en collaborant avec ses partenaires dans d'autres domaines ayant trait aux politiques et au développement.
- Sachant qu'il est essentiel, pour garantir le développement rural et accroître la productivité agricole, de mettre en lien la sécurité foncière et les investissements étrangers, le FIDA s'emploiera davantage à donner aux pays et aux petits agriculteurs les moyens d'évaluer les investissements fonciers dans une optique de développement durable.
- Prenant acte du fait que le changement climatique constitue un enjeu crucial pour le développement, le FIDA s'efforcera d'intégrer systématiquement dans ses projets et programmes les concepts d'agriculture intelligente face au climat et de gestion durable des ressources naturelles.
- Partageant le point de vue selon lequel le secteur privé joue un rôle fondamental en tant que moteur de croissance économique et sociale, le FIDA s'efforcera de forger avec lui des partenariats plus solides, notamment en élargissant l'éventail des instruments et des produits afin de pouvoir collaborer de manière plus fructueuse et plus systématique avec des acteurs privés.
- Conscient des liens qui existent entre inclusivité, transformation sociale et développement rural, le FIDA favorisera l'autonomisation sociale et économique des populations rurales pauvres, dans une optique de renforcement de la résilience, l'accent étant mis sur l'agriculture paysanne, le renouvellement générationnel et la prise de conscience par les femmes de leur propre valeur.

- Conscient de l'ampleur des défis à relever dans le domaine du développement rural, le FIDA redoublera d'efforts pour mobiliser des ressources, notamment en mettant à profit son Cadre général d'emprunt, en facilitant l'application et en explorant, une fois mises en place toutes les garanties nécessaires, l'option à long terme consistant à emprunter sur les marchés de capitaux, en complément de son modèle traditionnel de financement par le biais de dons.
- Prenant acte de l'importance que revêt l'innovation sociale et technologique pour le développement rural, le FIDA appuiera des modèles multipartites de transfert des savoirs établis en fonction des besoins des petits agriculteurs.

Question 2: Pourquoi pensez-vous que vos qualifications et vos expériences font de vous un candidat adapté à ce poste? Quels enseignements avez-vous tirés de l'élaboration de stratégies et plans de développement?

- Un parcours universitaire solide, une connaissance approfondie des théories, des concepts et des questions en relation avec le développement rural et la sécurité alimentaire, et une expérience politique de haut niveau, tous ces atouts me permettent de mettre ma formation analytique au service de la conception et de la mise en œuvre de politiques.
- L'expérience acquise auprès des institutions de l'Union européenne m'a fourni l'occasion de découvrir: de nouveaux modèles d'innovation dans le domaine agricole, en particulier l'importance accrue qui doit être accordée aux agriculteurs et à leurs besoins dans le processus d'innovation; de nouveaux modèles d'investissement associant fonds privés et garanties publiques; des systèmes novateurs d'aide à l'agriculture, comme les instruments financiers et les outils modernes de gestion des risques agricoles.
- Ma participation aux processus ci-après:
 - ✓ Processus de réforme de la Politique agricole commune (PAC), en qualité de Ministre italien de l'agriculture (1999-2000)
 - ✓ Conseiller du Président de la Commission européenne Romano Prodi pour les politiques agricoles
 - ✓ Négociations du traité de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis (PTCI) depuis 2014, en qualité de Rapporteur permanent auprès du Parlement européen pour les questions agroalimentaires
 - ✓ Processus de réforme de la PAC, en qualité de négociateur en chef pour le Parlement européen en 2013

vient renforcer mon profil international et mon aptitude à négocier des accords complexes.

- Ces facteurs peuvent constituer un atout pour une organisation dont les dimensions sont relativement restreintes, et qui pourrait risquer d'être évincée du fait des activités de mobilisation de ressources mises en œuvre par des organisations concurrentes de plus grande dimension.
- En termes d'aptitude à la direction, mes qualifications sont le fruit d'une longue expérience en tant que gestionnaire avisé d'institutions publiques et privées, notamment le Ministère italien de l'agriculture et Nomisma, l'un des principaux instituts italiens de recherche en économie.
- Ma connaissance approfondie des questions liées à l'agriculture et ma longue expérience dans le domaine politique m'aideront sans nul doute à défendre la cause des petits agriculteurs au sein des instances internationales.

Question 3: Veuillez décrire les valeurs dont vous vous inspireriez pour mener à bien votre tâche de Président du FIDA.

- Intégrité. En tant que Président du FIDA, mon éthique sera caractérisée par l'intégrité et l'engagement sans réserve au service des clients du FIDA et des communautés rurales du monde en développement, et de la défense de leurs intérêts.
- Diversité et professionnalisme. J'entends diriger l'institution en privilégiant le professionnalisme et la diversité; ainsi, je veillerai à ce que les clients du FIDA soient correctement représentés et aient la possibilité de s'exprimer, grâce à une solide expérience professionnelle, à tous les niveaux, mais en particulier là où la connaissance des institutions et des contextes locaux revêt une importance stratégique pour pouvoir porter à son maximum l'efficacité de l'action du FIDA.
- Égalité des sexes. Il s'agit là d'un aspect tout aussi important au sein du personnel du FIDA, à la fois comme valeur institutionnelle en soi, mais également comme facteur indispensable à la prise en compte plus systématique des questions liées à la problématique hommes-femmes dans le choix et la conception des projets.
- Efficience. Dans l'ensemble, j'entends garantir une utilisation optimale des ressources disponibles, humaines et financières, afin d'accroître encore davantage la valeur ajoutée que le FIDA est en mesure d'apporter au programme de développement. Le fait de libérer le potentiel que détiennent les acteurs intervenant dans les activités du FIDA, ce à tous les niveaux, peut être un important facteur de succès. Une utilisation efficiente des ressources financières constitue également un atout majeur, l'accent étant mis sur la mobilisation de ressources auprès des donateurs tout en préservant la solidité financière et le mandat spécifique de l'institution.



N° 59/SG

Rabat, le 18 novembre 2016

LE GOUVERNEUR DU FIDA POUR LE MAROC**A****MADAME LA SECRETAIRE
DU FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
(FIDA)**

Objet : Candidature marocaine au poste de président du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Madame La Secrétaire,

J'ai l'honneur d'annoncer la nomination de Dr. Ismahane Elouafi, en tant que candidate officielle du Royaume du Maroc au poste de président du Fonds international de développement agricole (FIDA). Je vous prie de trouver ci-joint le curriculum vitae de la candidate.

Dr. Ismahane Elouafi occupe actuellement le poste de directeur général du 'Centre Internationale d'Agriculture Biosaline' (ICBA), basé à Dubaï, aux Emirats Arabes Unis (www.biosaline.org). ICBA est un centre international de recherche pour le développement dont la mission focalise sur la promotion de l'innovation comme solution pour l'agriculture dans les zones salines et zones marginales. Le centre a été fondé en 1999 et depuis il est devenu un centre d'excellence des solutions agricoles pour la sécurité alimentaire, sécurité nutritionnelle, et sécurité d'eau, dans les zones marginales.

Avant de rejoindre l'ICBA en 2012, Dr. Elouafi a occupé des postes de management à l'ACIA et l'ACC-Agriculture et Agroalimentaire, Canada. Elle a également travaillé en tant que scientifique dans les centres du CGIAR et au JIRCAS (Centre de recherche internationale du Japon pour les sciences agricoles).

Porteuse d'un PhD génétique végétale d'un diplôme d'ingénieur d'état en sciences agronomiques, Dr. Elouafi a engrangé quinze années de vie professionnelle riche en expériences variées et en savoir-faire à la croisée des domaines de la science, sa

Original: anglais

Docteur I SMAHANE ELOUAFI

Allier sciences et politiques pour atténuer les discriminations et la pauvreté

ismahanesan@yahoo.com

+971 56 202 0900

Doubaï, Émirats arabes unis

[Profil LinkedIn](#)

Double nationalité: marocaine/canadienne

- Dans ma vision pour le FIDA, celui-ci agit en catalyseur afin d'améliorer de manière significative la vie des populations rurales, et est pour le monde rural un moteur de transformation.
- Le FIDA jouera le rôle de ferment favorisant l'émergence de zones rurales dynamiques et développées qui présentent un attrait pour ceux qui y vivent et pour les autres. Des zones rurales que les jeunes ne seront pas contraints de quitter et dans lesquelles les perspectives, tant professionnelles que personnelles, prennent corps et foisonnent.
- Le FIDA constituera le tremplin de transformations du monde rural à même de générer, en milieu rural, des moyens d'existence florissants, une croissance inclusive et une prospérité partagée.

GÉNÉTI CI ENNE ET DIRECTRICE INFLUENTE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Leadership scientifique à l'échelle mondiale | Établissement de partenariats | Analyse des politiques Élaboration de projets de recherche.

- Considérée par la communauté scientifique mondiale comme une leader visionnaire, dotée d'un sens de la réflexion stratégique. Elle figure parmi les 20 femmes les plus influentes du monde islamique dans le domaine des sciences, selon le classement élaboré par la revue CEO Middle East Magazine en 2014, 2015 et 2016.
- Maîtrise de l'innovation axée sur la transformation, ayant donné lieu à un engagement sans réserve des parties prenantes et à l'établissement de partenariats publics et privés durables en appui à des objectifs scientifiques.
- Expérience à l'échelle mondiale auprès d'instituts de recherche à but non lucratif et d'organismes publics. Récompensée en 2014 par la médaille de l'Ordre national du mérite qui lui a été remise par Sa Majesté Mohamed VI, Roi du Maroc, et par le Prix d'excellence en science du Global Thinkers Forum.

FONCTIONS CONSULTATIVES

Conseil d'administration

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (depuis 2015)

Groupe d'experts en stratégie

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2016)

Conseil consultatif

Harvest Plus (2016)

Conseil consultatif

Professional Development Institute Harvard University Global System Group (2016)

FORMATION ET COMPÉTENCES EN LANGUES

Doctorat en génétique

Université de Cordoue, Espagne (2001)

Maîtrise de génétique et phytogénétique

Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Maroc (1995)

Licence de sciences agronomiques

Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Maroc (1993)

Arabe, anglais, français et espagnol courants, et notions d'italien et de japonais lui permettant de tenir une conversation.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

CENTRE INTERNATIONAL D'AGRICULTURE BIOSALINE – Centre international de recherche agronomique à but non lucratif, créé en collaboration avec la Banque islamique de développement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Gouvernement des Émirats arabes unis.

Directrice générale, Doubaï (depuis 2012)

Choisie parmi de nombreux candidats sur la base de ses titres universitaires et de ses réalisations opérationnelles, et sélectionnée pour conduire l'organisation en appliquant un contrôle strict du budget et des processus, en supervisant l'accroissement des contributions complémentaires, en élargissant la portée du mandat et en assurant la promotion de la renommée de l'organisation en tant que centre d'excellence dans le domaine de la recherche-développement dans des environnements marginaux.

- Succès dans le renouvellement de l'appui fourni par les principaux donateurs dans une optique de durabilité, en diversifiant et en portant à 76 millions d'USD le volume du portefeuille des donateurs et en intervenant auprès des principaux responsables politiques pour que les questions relatives à l'eau et à la sécurité alimentaire soient inscrites aux principaux programmes mondiaux, régionaux et nationaux.
- Consolidation du mandat et du champ d'action du centre dans le cadre de l'élaboration de sa Stratégie 2013-2023, preuve de la maturité de l'organisation au sein du système mondial.
- Renforcement de la visibilité des initiatives et des réalisations grâce à la mise en place d'un nouveau schéma organisationnel axé sur les partenariats, la gestion des savoirs et la communication. Prise en compte des besoins des parties prenantes à travers de nouveaux programmes de recherche, et rationalisation des politiques et des procédures pour améliorer l'efficacité tout en réduisant les coûts.
- Établissement de partenariats stratégiques à long terme et mise en place de mécanismes sophistiqués de suivi-évaluation, réalisations qui témoignent d'une capacité de gestion impressionnante.

AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS – Organisme fédéral de réglementation qui se consacre à la préservation des aliments, des animaux et des plantes et à la promotion de la santé et du bien-être de la population, de l'environnement et de l'économie du Canada.

Directrice de la Division de la gestion de la recherche et des partenariats, Ottawa (2010-2012)

Responsable de la gestion de l'ensemble des activités de recherche et des relations de l'Agence dans le cadre de partenariats à vocation scientifique.

- Collaboration professionnelle avec les principales parties prenantes aux fins de l'élaboration de plans stratégiques et de l'application tactique de la recherche dans le domaine de la santé des plantes, de la santé animale et de la sécurité sanitaire des aliments.

- Habile mobilisation de fonds par le biais de partenariats stratégiques à long terme avec des organismes gouvernementaux et le secteur privé, des services nationaux de recherche et des organisations internationales.
- Remarquable capacité de direction dans le cadre de la coordination d'une équipe de scientifiques, de gestionnaires, d'avocats et d'experts financiers chargée d'actualiser la politique sur la propriété intellectuelle de l'organisation.
- Formulation d'avis scientifiques et normatifs documentés sur les politiques nationales et internationales, en vue de faciliter les échanges commerciaux tout en protégeant la base de ressources du Canada.

Directrice nationale de la Section de recherche végétale, Ottawa (2007-2010)
Engagée comme directrice nationale pour diriger la Section de recherche végétale et coordonner les activités de recherche de l'organisation dans le domaine de la protection phytosanitaire.

- Travaux exhaustifs de recherche en appui à l'élaboration de la Stratégie de recherche de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), qui affronte de manière stratégique les enjeux et les opportunités dans un nouveau cadre de recherche intégré.
- Conduite exceptionnelle d'un partenariat international avec les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, dont la finalité était d'affronter un vaste éventail de problèmes de santé des plantes.
- Appui au Vice-Président et au Président du Comité du sous-ministre sur le changement climatique, l'énergie et l'environnement, dans le cadre de la définition d'orientations en matière de politiques relatives à la biodiversité et au changement climatique.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA – Département du gouvernement fédéral chargé des politiques régissant la production agricole, les revenus tirés de l'agriculture, la recherche-développement et le commerce international.

Conseillère principale auprès du sous-ministre adjoint, Ottawa (2006-2007)
Sélectionnée pour offrir un appui au Sous-Ministre adjoint à la recherche auprès d'Agriculture et agroalimentaire Canada, afin de fournir des orientations sur les objectifs stratégiques du Service de recherche.

- Rationalisation de la gestion de tous les fonds de recherche, grâce à la mise en place de processus efficaces et transparents d'examen par les pairs.
- Action concertée avec les hauts responsables du Service afin de développer et de forger des collaborations entre départements, de nouvelles initiatives et des partenariats internationaux (par exemple, le Centre de recherche et d'innovation de Vineland), tâche qui a nécessité l'alignement des ressources entre un ministère fédéral, un ministère provincial et une université.
- Secrétaire du Conseil des sciences et de l'innovation d'Agriculture et agroalimentaire Canada (composé de cinq sous-ministres adjoints et de quatre directeurs généraux).

Chercheuse invitée auprès d'un laboratoire gouvernemental, Ottawa (2005-2006)
Recrutée sur titres au poste de chercheuse invitée dans un laboratoire d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

- Lancement et achèvement d'un programme exhaustif de recherche sur la génomique de l'avoine, moyennant l'utilisation de toute une gamme d'instruments nouveaux, notamment la cartographie comparative et la microsyténie.
- Son remarquable bilan dans le domaine scientifique et en termes de direction, de même que ses compétences en matière de communication et de gestion des

relations figurent parmi les raisons pour lesquelles elle a été choisie pour prêter un appui au sous-ministre adjoint.

PRÉCÉDENTS POSTES: acquisition de compétences professionnelles auprès de la Faculté de sciences agronomiques et environnementales de l'Université McGill en qualité d'enseignante au sein du Département de phytologie (2004-2005), et auprès du Centre international de recherche agricole dans les zones arides en qualité de chercheuse débutante et de cheffe d'équipe du laboratoire de sélection à l'aide de marqueurs (2002-2004).

Première expérience auprès du Centre international de recherche sur les sciences agricoles du Japon en qualité de boursière postdoctorat, et du Centro Internacional de Mejoramiento de Maiz y Trigo en qualité de boursière prédoctorat et d'étudiante en doctorat.

Pour qu'ils aient la vie et qu'elle soit plus abondante.

Original: anglais

ISM AHANE ELOUAFI – PRÉSIDENCE DU FIDA 2017 RÉPONSES AUX TROIS QUESTIONS

Question 1 : Quelle vision avez-vous pour le FIDA et de quelle manière envisageriez-vous de promouvoir le rôle joué par l'organisation dans le cadre du programme d'action mondial en faveur du développement agricole et de l'éradication de la pauvreté rurale?

Veillez prendre connaissance de l'exposé de ma Vision pour le FIDA, présentée ci-après:

Allier sciences et politiques pour atténuer les discriminations et la pauvreté

Tout d'abord, je tiens à saluer l'importance et l'utilité du FIDA pour un développement rural inclusif, pour la réduction de la pauvreté et pour les petits paysans. Le FIDA a démontré qu'il dispose d'un net avantage comparatif s'agissant de l'agriculture paysanne et du développement rural, et son rôle de chef de file mondial en matière d'investissement en faveur de l'agriculture paysanne et des populations et communautés du monde rural est reconnu.

Seule institution financière du système des Nations Unies à concentrer son action exclusivement sur la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les zones rurales en accordant des financements aux petits exploitants agricoles afin de favoriser le développement rural, le FIDA est un acteur de premier plan dans le programme mondial pour le développement à l'horizon 2030.

En dépit du recul remarquable de la pauvreté et de la sous-alimentation dans le monde, conformément au Projet Objectifs du Millénaire de l'ONU et aux Objectifs du millénaire pour le développement ainsi définis, les progrès sont inégaux et la pauvreté est encore patente dans les pays en développement. Les personnes et les communautés laissées-pour-compte vivent pour la plupart en zone rurale et, en particulier, dans des environnements ruraux marginaux.

Il est attesté que, sur 1,2 milliard de personnes qui sont en situation de pauvreté absolue, 70% vivent en milieu rural. Ces poches de pauvreté sont bien connues mais ne bénéficient pas de toute l'attention nécessaire. L'histoire récente montre qu'il existe manifestement un lien direct entre la pauvreté extrême qui sévit dans les zones rurales, les crises alimentaires et les troubles politiques. Il n'est pas déraisonnable de conclure qu'un cadre propice à une paix durable à l'échelle de la planète doit reposer sur des programmes spécifiques visant à s'efforcer d'amener la paix et d'atténuer la faim dans les zones rurales.

Par conséquent, il est évident que, étant donné les efforts que nous déployons tous pour faire advenir des lendemains de paix et de prospérité, nous devrions nous attaquer sérieusement à la pauvreté et aux inégalités dans les zones rurales grâce à un véritable programme de transformation du monde rural.

Pour atteindre les objectifs ambitieux arrêtés aux termes du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est indispensable de placer en première ligne des efforts entrepris à l'échelle mondiale l'analyse de l'étiologie de la pauvreté rurale, débouchant sur la mise en œuvre de programmes de transformation du monde rural adaptés de nature à remédier à cette pauvreté. Cette réalité apparaît incontestable dès lors que l'on admet que les principaux facteurs qui ont contribué à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté dans le passé, qu'il s'agisse de la croissance démographique, de l'urbanisation, de la crise économique ou des variations météorologiques, vont rester décisifs, mais que leur ampleur et leur importance relative variera d'un endroit à l'autre.

L'exode rural, qui touche surtout les jeunes, est un problème grave qui pourrait être enrayé au moyen d'investissements ciblés en faveur des zones rurales, afin de créer des emplois en milieu rural.

Sur cette toile de fond, la noble ambition du FIDA, qui cherche à obtenir une transformation inclusive du monde rural, doit être étayée par la mise en œuvre sur le terrain de programmes visant à cerner les causes de la pauvreté, puis à les contrecarrer, de manière à assurer en permanence leur utilité constante pour les pays en développement ou développés confrontés à des difficultés.

Dans ma Vision pour le FIDA, celui-ci agit en catalyseur afin d'améliorer de manière significative la vie des populations rurales et il est pour le monde rural un moteur de transformation.

Le FIDA jouera le rôle de ferment favorisant l'émergence de zones rurales dynamiques et développées qui présentent un attrait pour ceux qui y vivent et pour les autres. Des zones rurales que les jeunes ne seront pas contraints de quitter, et dans lesquelles les perspectives, tant professionnelles que personnelles, prennent corps et foisonnent.

Le FIDA constituera le tremplin de transformations du monde rural à même de générer, en milieu rural, des moyens d'existence ruraux florissants, une croissance inclusive et une prospérité partagée.

Pour réaliser cette transformation en profondeur, je propose de se concentrer sur les axes suivants:

POLITIQUES ET PLAIDOYER

Il est urgent que les acteurs intervenant à l'échelle planétaire dans la sphère du commerce, de l'industrie et de l'administration s'engagent de manière systématique afin de soutenir et de promouvoir la transformation du monde rural, qui constitue un élément essentiel de la croissance partagée et du développement durable à travers toutes les dimensions, qu'elles soient sociales, économiques ou environnementales.

Le FIDA, de concert avec ses partenaires, intensifiera l'appui apporté aux femmes et aux filles vivant en milieu rural en leur offrant les moyens économiques et sociaux qui leur permettront d'accéder à l'autonomie au sein des communautés. On obtiendra ainsi une rentabilité économique apportant des gages en matière d'écologie et qui tiendra compte des politiques environnementales; en l'absence d'une évolution de la production agricole dans le cadre des priorités de l'après-2015, partout dans le monde, les ressources naturelles qui n'ont pas déjà été détruites ou dégradées de façon significative seront mises à rude épreuve.

Dans le cadre de son programme de développement rural inclusif, le FIDA mettra l'accent sur l'amélioration des conditions de vie et la résilience des femmes et des communautés du monde rural et insistera sur la nécessité de mettre en place une agriculture et des systèmes agricoles en prêtant attention aux enjeux nutritionnels. L'utilisation de la diversité de l'agriculture et de la biodiversité existante sera un élément de cette transformation et fonctionnera comme un moyen important de renforcer la résilience des communautés rurales et de les aider à s'adapter au changement climatique.

Le FIDA continuera de jouer un rôle important dans l'élaboration de politiques mondiales qui promeuvent un développement rural favorable aux pauvres et aux petits exploitants et inclusif, et il exploitera ses relations avec les acteurs mondiaux – gouvernements, ONG, organismes de recherche, commerce – pour dégager des synergies entre les partenaires, ceux qui produisent des savoirs et ceux qui les utilisent.

FINANCE

Même en additionnant les contributions financières publiques et privées, le montant total des investissements en faveur du développement rural est maigre. Pour atteindre les objectifs ambitieux arrêtés par les Nations Unies en matière de développement durable, en l'occurrence l'ODD1 et l'ODD2, il faudra que les investissements en faveur des zones rurales augmentent sensiblement.

En tant qu'institution financière, le FIDA devra accroître substantiellement son portefeuille et son programme de prêts et de dons afin d'obtenir des résultats tangibles et de contribuer au Programme de développement à l'horizon 2030 arrêté par les Nations Unies. Ce portefeuille étoffé nécessitera de se doter de nouveaux instruments financiers pour faciliter l'exécution tout en rendant des comptes quant à l'emploi des fonds, de forger de nouvelles relations stratégiques, et de renforcer les partenariats existants. Le FIDA devrait notamment approfondir ses relations avec toutes les composantes du secteur privé et les fondations, car ce sont ces relations qui permettront d'obtenir une large part des financements directs indispensables au développement et à l'impact du FIDA.

Le FIDA tirera parti de modalités et d'associations de cofinancement novatrices, d'emprunts auprès de banques commerciales et d'établissements publics nationaux, d'opérations de financement participatif ou axé sur les résultats et de liens plus étroits avec les établissements financiers locaux. Ces mécanismes de financement doivent être souples et modulaires pour permettre au FIDA de répondre aux besoins de chacun des groupes auxquels il s'adresse, qu'il s'agisse d'États à faible revenu ou à revenu intermédiaire ou bien d'États fragiles ou sortant d'un conflit.

La demande de services assurés par le FIDA va augmenter. J'intensifierai les efforts déjà engagés pour mobiliser des ressources financières grâce à des démarches novatrices et pour mettre en place des mécanismes financiers novateurs afin de répondre aux besoins des diverses parties prenantes auxquels le FIDA s'adresse.

PROGRAMMES FONDÉS SUR DES DONNÉES SCIENTIFIQUES (LE POTENTIEL DES MÉGADONNÉES)

L'analyse des mégadonnées permet d'observer les événements mondiaux comme à travers une loupe puissante et, aspect essentiel, de les appréhender comme nous ne l'avions jamais envisagé auparavant. Le FIDA a véritablement la possibilité d'exploiter ce potentiel et de fonctionner comme une institution dont l'activité se fonde sur des données scientifiques et qui établit le degré de priorité de ses programmes et investissements en fonction de paramètres et de critères d'impact crédibles. Je souhaite que le vecteur de promotion de ces décisions fondées sur la science soit la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST), dans le cadre de laquelle s'opérerait une mutualisation des savoirs et des investissements entre les pays en développement, de manière à contribuer à l'amélioration des conditions d'existence, à l'autonomie nationale et collective et à la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs de développement durable (ODD).

L'application d'une analyse des données robuste permettrait au FIDA d'examiner l'efficacité de ses différents programmes et d'en tirer sans difficulté de multiples exemples de réussite à exporter vers d'autres pays et d'autres régions. L'exploration des données permettrait d'étudier l'évolution de la situation à l'échelle de la planète, d'une région ou d'une communauté, et de garantir une efficacité maximale et une homogénéité des modes opératoires au moyen d'une analyse critique évaluant la nécessité de réorienter ou d'adapter les priorités et les programmes. Le fait de documenter les programmes de manière satisfaisante ne peut qu'apporter une valeur ajoutée et mettre en évidence le potentiel que recèle le développement d'initiatives telles que l'agriculture paysanne.

Le rôle de Président du FIDA est décisif, puisque ce dernier occupe une place cruciale en matière de définition de l'orientation stratégique de l'institution et d'élaboration du modèle opérationnel qui détermine les modalités de fonctionnement de l'institution, d'interaction avec les parties prenantes et de fourniture de services sur la scène internationale. Candidate à ce poste prestigieux, j'accompagne cet exposé de ma Vision pour le FIDA d'un Descriptif de mes compétences de direction qui confirme ma crédibilité et mon aptitude à exercer ces fonctions.

Pour conclure, je souhaite simplement déclarer que, si je suis élue Présidente, je veillerai à ce que le FIDA "fasse ce qu'il faut" et "le fasse bien" par les moyens suivants:

- Encourager une culture de l'excellence et des résultats et faire appel aux nouvelles technologies pour améliorer les principaux processus opérationnels
- Engager et fidéliser le personnel dont le FIDA a besoin et mettre en œuvre d'excellentes méthodes de gestion
- Appliquer les normes les plus exigeantes afin d'assurer le respect de l'obligation de rendre des comptes tout au long du cycle de projet et de porter l'efficacité à son maximum.

Question 2: Pourquoi pensez-vous que vos qualifications et vos expériences font de vous une candidate adaptée à ce poste? Quels enseignements avez-vous tirés de l'élaboration de stratégies et plans de développement?

Je considère que je dispose des compétences nécessaires pour être candidate aux fonctions de Présidente du FIDA parce que je suis une leader visionnaire dotée d'un sens de la réflexion stratégique, maîtrisant parfaitement l'innovation axée sur la transformation, qui parvient à obtenir un engagement sans réserve des parties prenantes en ma qualité d'experte de la gestion du changement et grâce à mon énergie mobilisatrice et mon aptitude à forger des relations. Je suis dure à la tâche et j'honore toujours mes engagements et mes promesses.

Outre mon solide bagage technique, je possède une expérience acquise à l'échelle mondiale au sein d'instituts internationaux de recherche et d'organismes publics. Je suis une dirigeante positive et énergique, à même de motiver les personnes au service de la réalisation d'une mission commune et de l'ensemble des objectifs institutionnels.

Jeune femme arabe, j'ai la double nationalité marocaine et canadienne, ce qui correspond en fait parfaitement à la richesse et la diversité de ma personnalité. Je me sens vraiment très internationale, compte tenu du tour du monde que j'ai entrepris en 1996, qui m'a emmenée dans plusieurs pays, plusieurs communautés et plusieurs institutions. Ce voyage international et la multiplicité des contextes rencontrés m'ont donné une perception particulière des questions agricoles et du développement mondial, une perception de différents points de vue et à travers différents prismes, puisque j'ai été tour à tour étudiante, chercheuse, responsable d'un organisme national, et à la tête d'une organisation internationale dans le domaine de la recherche pour le développement. Par conséquent, je suis devenue multilingue; en effet, je maîtrise l'arabe, l'anglais, le français et l'espagnol et j'ai des notions d'italien et de japonais.

Je suis titulaire d'un doctorat en génétique de l'Université de Cordoue (Espagne), d'une maîtrise ès sciences (génétique et phytogénétique) et d'une licence (sciences agronomiques) de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II du Maroc.

Ma particularité réside dans mon approche humaine des fonctions de direction. Je suis très positive et affable. Je suis fermement convaincue que, pour que les gens soient performants, il convient de les associer pleinement à l'action menée. Ils doivent croire en la mission de l'institution et, surtout, en l'importance de leur contribution à celle-ci. Grâce

à cette approche, je possède une aptitude particulière à motiver et mobiliser les gens pour forger des partenariats stratégiques. Je suis d'avis que le partenariat est un processus au cours duquel nous parvenons à nous connaître mutuellement et à nous entendre sur la nature et les modalités de ce qui peut nous enrichir réciproquement. Forte de ces convictions, j'ai démontré au cours de ma carrière la solidité de ma capacité et de ma volonté de favoriser une mobilisation durable des savoirs, des initiatives et des investissements.

Tout au long de ma carrière, j'ai appris à apprécier l'importance de la planification et du suivi de la stratégie ou du plan qui ont été arrêtés. Compte tenu de la profusion de connaissances et de données que nous avons aujourd'hui à portée de main et du potentiel des mégadonnées et de la méga-analyse, le moment est venu de miser sur l'innovation, de planifier correctement les stratégies de développement et de suivre leur mise en œuvre de manière rigoureuse.

Question 3 : Veuillez décrire les valeurs dont vous vous inspireriez pour mener à bien votre tâche de Présidente du FIDA.

Globalement, les valeurs dont je m'inspirerai pour mener à bien ma tâche de Présidente du FIDA sont la transparence, la dignité et la valeur de la personne, le professionnalisme, l'intégrité et la compétence. La compétence recouvre l'excellence des services rendus, l'exécution et l'impact.

J'ai la conviction qu'au FIDA, seule institution financière du système des Nations Unies à concentrer son action exclusivement sur la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les zones rurales, cet ensemble de valeurs est nécessaire pour être en mesure d'obtenir l'impact réel recherché.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE
L'ELEVAGE ET DE L'HYDRAULIQUE

CABINET

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Paix

N° 891 /MAEH/Cab

Lomé, le 13 OCT 2016

Le Ministre de l'agriculture, de l'élevage
et de l'hydraulique du Togo
Gouverneur du Togo auprès
du FIDA

A

Madame Cheryl Morden
Secrétaire du FIDA a.i.

IFAD, Rome Italy

Objet : Candidature du Togo portée par Monsieur Gilbert Fossoun Hougbo au poste de Président du FIDA

Madame,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 27 septembre 2016 relative à la nomination du nouveau Président du FIDA et je vous en remercie.

Par la présente, je voudrais vous informer de la décision du gouvernement togolais de présenter officiellement la candidature de **Monsieur Gilbert Fossoun Hougbo** au poste de Président du FIDA dont les élections auront lieu lors de la quarantième session du conseil des gouverneurs qui se tiendra à Rome, les 14 et 15 février 2017. Cette candidature a, par ailleurs, été endossée à l'unanimité par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine réunie à Kigali en Juillet 2016.

Ancien Premier Ministre de la République togolaise de 2008 à 2012, Monsieur Gilbert Fossoun Hougbo cumule plus de 30 années d'expérience dans des domaines aussi variés que le développement international, la gestion gouvernementale, la diplomatie, la gestion financière, le management et ce, dans les secteurs public et privé. Il est depuis 2013 Directeur Général Adjoint de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) chargé des Programmes extérieurs et du partenariat. Il a occupé par ailleurs de hautes responsabilités aux Nations Unies notamment celles de Sous-secrétaire général et Directeur régional du Bureau pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sans oublier son expérience en Audit et Conseils chez Price Waterhouse (maintenant PwC).

Je vous prie de trouver, ci-joint, la note verbale de l'Ambassadeur de l'Union Africaine à Genève accrédité auprès du FIDA qui marque le soutien de l'Union Africaine à la candidature du Togo, la biographie de Monsieur Hougbo ainsi que ses réponses aux trois questions posées aux candidats.

Tout en vous priant d'accuser réception du présent dossier de candidature du Togo, veuillez agréer, **Madame**, l'assurance de ma parfaite considération.



Colonel Ouro-Koura AGAZI

Note concernant la lettre de présentation du Gouverneur du Togo auprès du FIDA.
Le FIDA transmet uniquement les lettres adressées par les États membres concernés afin de proposer une candidature, ainsi que les curriculum vitae des candidats et leurs réponses aux questions qui leur ont été posées.

BIO GILBERT F. HOUNGBO

Dirigeant chevronné justifiant d'une expérience de plus de 30 ans aux plus hauts niveaux dans les domaines du développement international, des affaires politiques, de la bonne gouvernance et de la gestion financière dans les secteurs privé et public. Négociateur politique expérimenté dans des contextes bilatéraux et multilatéraux, coordinateur de réformes du secteur public soucieux des aspects pratiques. Maîtrise du français et de l'anglais.



ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL : DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT, 2013 À CE JOUR

Dirige les opérations de l'Organisation sur le terrain dans plus de 100 pays ainsi que ses partenariats bilatéraux et multilatéraux.

PREMIER MINISTRE DU TOGO, 2008-2012

Chef du Gouvernement, il a conduit à des améliorations significatives vers l'atteinte des cibles des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ainsi que du renforcement de l'état de droit et des libertés civiles. A mené des réformes économiques, y compris le programme des pays pauvres très endettés (PPTE) du Fonds Monétaire International (FMI). A mis en œuvre des politiques axées sur l'agriculture, le développement rural et une croissance économique diversifiée.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), 1996-2008

- Sous-Secrétaire général, Directeur du Bureau régional pour l'Afrique, 2006-2008
A conduit le programme de lutte contre la pauvreté du PNUD en Afrique sub-saharienne à travers ses bureaux dans 45 pays et un taux d'exécution annuel de plus d'un milliard de dollars.
- Directeur de Cabinet, 2003-2006
- Contrôleur et Directeur administratif et financier, 1998-2003
- Chef du Département de l'information financière et de la gestion des fonds fiduciaires et fonds d'affectation spéciale, 1996-1998

SERVICES CONSULTATIFS : OPTIMISATION OPÉRATIONNELLE - SECTEUR FINANCIER, 1993-1996

République Centrafricaine et Mali

PRICE WATERHOUSE (DEVENU PwC) CANADA, 1986-1993

Services de conseil financier et d'audit

QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES:

Expert-Comptable, Comptable professionnel agréé (CPA), Membre de l'Institut Canadien des Comptables Professionnels Agréés. Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées (DESS) en comptabilité spécialisée de l'Université du Québec au Canada. Maîtrise en Gestion d'Entreprise de l'Université de Lomé au Togo.

Gilbert Fossoun Hougbo

Quelle vision avez-vous pour le FIDA et de quelle manière envisageriez-vous de promouvoir le rôle joué par l'organisation dans le cadre du programme d'action mondial en faveur du développement agricole et de l'éradication de la pauvreté rurale?

Ne laisser personne de côté, tel est l'un des principaux objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cet objectif ne saurait être atteint sans une transformation inclusive et durable du monde rural – l'essence du mandat du FIDA.

Le FIDA a développé des atouts considérables, notamment sa structure opérationnelle légère, son agilité, la force d'une institution financière internationale et d'une agence spécialisée des Nations Unies, une connaissance approfondie des communautés rurales, une orientation stratégique sur les petits exploitants ruraux et une attention particulière aux jeunes, aux femmes, aux peuples indigènes et aux groupes vulnérables. La croissance démographique, l'urbanisation, les migrations et le chômage des jeunes constituent de nouveaux défis pour la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que pour la lutte contre les inégalités, les fragilités et l'extrême pauvreté. Le monde a besoin de solutions complètes et novatrices. Nous devons offrir des opportunités économiques aux populations rurales et, simultanément, parvenir à une plus grande sécurité alimentaire et une meilleure nutrition.

Je nourris l'ambition de présider aux destinées du fonds et d'en faire, en m'appuyant sur sa réputation déjà bien établie, le leader mondial dans la lutte contre la pauvreté rurale au moyen de l'agriculture durable et de la transformation rurale. Pour ce faire, j'ai l'intention de doper l'accès à la finance rurale d'une part et, d'autre part, de poursuivre une approche ciblée sur des facteurs de progrès décisifs, tels que la productivité, l'accès aux marchés, la technologie et l'innovation, l'adaptation au climat et la résilience. Afin de financer cette ambition de manière adéquate et dans un contexte actuel de stagnation de l'Aide publique au développement (APD), je compte mobiliser le Fonds pour le développement de financements innovants et pour l'amélioration continue de son efficacité opérationnelle.

Je m'attacherai à ce que le FIDA renforce son impact dans la lutte contre la pauvreté, joue un rôle plus déterminant dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et améliore la coordination avec les autres partenaires au développement, notamment les agences basées à Rome et les banques de développement. J'investirai plus encore dans les capacités de conseil et d'influence du Fonds sur les politiques de développement rural. Enfin, je voudrais davantage développer sa fonction d'incubateur de solutions innovantes et de leader mondial dans l'évaluation de l'impact.

Gilbert Fossoun Hougbo

DOMAINES D'IMPORTANCE PARTICULIÈRE:

➤ **DONNER UNE IMPULSION À LA FINANCE RURALE**

Le FIDA est bien placé pour diriger une initiative mondiale décisive en faveur d'une large extension des services financiers ruraux aux petits exploitants, comprenant une augmentation de la microfinance à des conditions préférentielles pour l'agriculture et les activités génératrices de revenus non-agricoles.

Une approche plus audacieuse de l'accès au financement pour les populations pauvres des zones rurales est essentielle pour augmenter la production alimentaire, améliorer la qualité de la nutrition et réduire les pertes, tout en générant des revenus additionnels pour les populations rurales, les sortant ainsi de l'extrême pauvreté.

Je suis convaincu que le FIDA et ses partenaires, y compris les organisations de petits exploitants, seront un jour en mesure d'aider chaque paysan qui le souhaite à mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de ses ambitions. Cela nécessitera la création de cadres politiques adéquats et l'extension des infrastructures de services financiers en tirant parti de la technologie financière moderne.

➤ **RENFORCER LES CAPACITÉS DE PRODUCTION**

Je crois fermement au rôle central de l'innovation comme facteur de productivité pour le monde rural. Bien exploitées, les innovations technologiques et scientifiques pourraient changer la donne relative à la pénibilité de la vie en zones rurales. Pour moi, le FIDA doit être un incubateur d'innovations et les rendre accessibles à un maximum de petits exploitants.

L'augmentation sans précédent du taux de pénétration du numérique facilite l'accès aux marchés et aux services financiers, le partage de connaissances et les démarches de modernisation tous azimuts. Le FIDA doit affirmer son rôle dans ce domaine de même que dans l'exploitation du potentiel des Big Data, l'essor des drones et autres technologies de saisie de données, afin de soutenir au plan national le développement d'une agriculture de précision incluant la géolocalisation, la visualisation et la planification coordonnée et une meilleure préparation aux changements climatiques.

Je serai particulièrement attentif à certaines questions notamment l'amélioration des semences, l'usage raisonnable des fertilisants, la gestion durable des sols et ressources hydrauliques, les infrastructures rurales, les équipements ainsi que les politiques agricoles et foncières, le développement des compétences des exploitants et la protection face aux risques naturels. Il est également nécessaire de renforcer les organisations d'exploitants agricoles, d'élargir les régimes d'assurance et d'instaurer un socle de protection sociale.

Gilbert Fossoun Hougbo

➤ ETENDRE L'ACCÈS AUX MARCHÉS

L'accès aux marchés demeure un défi majeur pour les petits exploitants agricoles et les entreprises rurales non agricoles. Il s'agit également d'un domaine qui offre d'importantes opportunités : de nombreux jeunes pourraient matérialiser leurs aspirations à travers un emploi non-agricole en milieu rural.

L'absence de politiques nationales et sous régionales appropriées peut freiner la libre circulation des personnes et des biens. L'insuffisance des infrastructures de support, tels que les moyens de stockage et de transport, des routes et pistes rurales praticables en toute saison, peuvent restreindre les producteurs ruraux. En outre, le manque de compétences dans la transformation de base et l'inaccessibilité de la technologie, y compris des informations dynamiques sur les marchés, sont un facteur de précarité pour les petits exploitants agricoles.

J'ai la conviction que l'évolution des modes de consommation, associée aux tendances démographiques et aux progrès technologiques, offre une excellente opportunité de modifier les rapports entre les petits exploitants agricoles et les marchés.

Afin d'y parvenir, en étroite coopération avec les autorités nationales et régionales, je mettrai l'accent sur la réduction des barrières et la suppression des obstacles pratiques à la libre circulation des biens agricoles et non agricoles, afin d'offrir au consommateur final une alimentation de meilleure qualité, diversifiée, disponible et meilleur marché.

➤ INTÉGRER PLEINEMENT LES QUESTIONS CLIMATIQUES

Les ménages ruraux contribuent peu à la dégradation de l'environnement et au changement climatique ; ils sont pourtant les premiers à en subir les effets néfastes. Le FIDA en est conscient et a lancé le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP).

Je serai redevable de l'intégration complète des questions climatiques dans les programmes du FIDA, avec un double objectif : renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des communautés rurales et engager le monde agricole sur la voie de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le FIDA est également bien placé pour permettre aux petits exploitants ruraux d'accéder aux financements liés au climat et pour renforcer les liens entre augmentation de la productivité, amélioration de la résilience et réduction des émissions conformément au concept d'agriculture « climato-intelligente ».

➤ UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX JEUNES ET LES FEMMES

Les difficultés de la vie en milieu rural poussent les jeunes vers les villes ou la migration. La croissance démographique rapide ne fera qu'accentuer ce phénomène et les vulnérabilités des populations liées au manque de débouchés économiques, aux inégalités et au désespoir. L'agriculture et la transformation rurale offrent de réelles possibilités d'atténuer cette tendance.

Gilbert Fossoun Hounbo

J'ai la conviction que le FIDA doit faire des jeunes une priorité en développant une approche axée sur le cycle de vie, soit une alimentation des enfants en bas âge riche en nutriments, une meilleure éducation scolaire et des formations et compétences en adéquation avec les débouchés sur le marché du travail. Une telle approche requiert à l'évidence le développement de partenariats solides, notamment au plan national. J'explorerai également la possibilité de créer un mécanisme de financement spécial pour les jeunes développant des activités génératrices de revenus agricoles et non agricoles, afin de répondre aux défis de l'emploi et de la migration.

De même, les femmes sont victimes d'inégalités dans la sphère économique, l'éducation et la participation aux décisions. Elles ont également une charge de travail plus lourde, particulièrement dans les zones rurales. L'égalité entre hommes et femmes est une question non seulement de droits mais aussi de mobilisation de toutes les ressources pour le développement. Je m'engagerai à poursuivre l'expansion des programmes d'autonomisation des femmes en zones rurales. De plus, je garantirai la pleine intégration des politiques d'égalité hommes et femmes dans toutes les interventions du FIDA.

➤ ELARGIR ET APPROFONDIR LA BASE DE RESSOURCES DU FIDA

Mon ambition est de réaliser un grand saut en avant pour les ressources du FIDA, tout en prenant les précautions nécessaires pour éviter tout effet pervers éventuel.

Premièrement, le mécanisme de reconstitution du FIDA doit demeurer la première source de financement, conforme aux principes de l'efficacité de l'aide et à une approche coordonnée de l'investissement rural.

Deuxièmement, l'évolution structurelle des flux financiers internationaux et l'émergence de nouveaux acteurs ouvrent de nouvelles possibilités de financement. Le développement de partenariats institutionnels avec les institutions financières internationales, les banques régionales de développement, les fondations et le secteur privé présente un potentiel important. Le dialogue avec les pays partenaires sur la répartition des ressources domestiques et l'utilisation de ressources extérieures, notamment les transferts de fonds, doit également être poursuivi.

La troisième voie est de mobiliser des ressources sur les marchés publics. Je travaillerai en étroite coopération avec le Conseil d'administration pour capitaliser sur le Cadre d'emprunt souverain et les résultats du FIDA 10. Les États, les institutions étatiques et les banques de développement doivent être les premiers partenaires naturels en raison de leur capacité d'intermédiation financière.

➤ AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ORGANISATIONNELLE

Je poursuivrai les efforts en faveur d'une plus grande efficacité opérationnelle, d'une optimisation des moyens et la qualité des services du FIDA, et d'une gestion axée sur les résultats. Le renforcement de la présence sur le terrain avec 50 bureaux doit s'accompagner d'une décentralisation accrue, d'un renforcement des capacités d'appui, d'intervention et de conseil et d'une initiative spéciale face aux défis de mise en œuvre.

Gilbert Fossoun Hougbo

Le FIDA doit s'adapter à des demandes plus nombreuses et diversifiées du fait de changements structurels dans les typologies et des transitions des pays. Plusieurs Etats membres concentrent leur APD sur les Pays les moins avancés (PMA) et les Etats fragiles et militent pour une évolution similaire au plan mondial et donc au FIDA. J'ai la conviction que le FIDA doit rester axé sur les PMA. Cependant, la misère et la précarité caractérisant encore les zones rurales des Pays à revenu intermédiaire, il est toujours nécessaire d'étendre les approches ciblées sur la pauvreté à ces pays. L'élargissement des ressources du FIDA ouvrirait de nouvelles possibilités, particulièrement à travers un accroissement possible des prêts non-concessionnels et autres produits financiers similaires.

Le FIDA doit être en mesure d'adapter ses services et programmes aux défis et priorités des régions. Je veillerai à ce que le portefeuille d'activités du FIDA réponde aux exigences géographiques spécifiques des pays, pour assurer une bonne appropriation, et faire en sorte que les cadres prioritaires régionaux et nationaux soient alignés.

Pour finir, mon ambition de faire du FIDA une référence dans le domaine des cadres de résultats impliquera un effort renouvelé dans la communication, la diffusion des connaissances et des innovations, de même qu'une coordination plus étroite avec les agences basées à Rome afin de minimiser les chevauchements de mandats et de renforcer notre impact global. Une session conjointe annuelle des conseils d'administration est une des options que j'explorerai.

Original: anglais

RÉPUBLIQUE TURQUE

MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

43531645-730[FIDA] 2016/95

Le 24 novembre 2016

Mme Cheryl MORDEN
Secrétaire a.i.
Fonds international de développement agricole (FIDA)
Rome (Italie)

Madame,

La présente lettre a pour objet la candidature présentée par la République turque à l'élection à la présidence du FIDA, qui aura lieu les 14 et 15 février 2017 à l'occasion de la quarantième session du Conseil des gouverneurs.

J'ai l'immense plaisir de vous annoncer que le Gouvernement de la République turque souhaite proposer M. Ra it PERTEV comme candidat à la présidence du FIDA. Vous trouverez ci-joint un curriculum vitae détaillé de M. Pertev, illustrant son expérience et son parcours professionnel, ainsi que les réponses fournies par le candidat aux questions préparées par les Coordonnateurs de liste des États membres du FIDA.

La Turquie est un membre fondateur et un partenaire digne de confiance du FIDA, organisation dont il apprécie les réalisations. Le parcours de M. Pertev conjugue remarquablement des postes de haut niveau, tant au sein du gouvernement que dans le monde de la diplomatie; il a ainsi occupé des fonctions de direction auprès de la Fédération internationale des producteurs agricoles ainsi que d'institutions financières internationales, dont la Banque mondiale. Il possède une vaste expérience du développement agricole et rural à l'échelle mondiale, acquise après plus de 30 années consacrées en particulier aux petits agriculteurs et à la lutte contre la pauvreté rurale. Ayant par ailleurs exercé avec succès les fonctions de Secrétaire du FIDA, poste dont il s'est récemment démis afin de présenter sa candidature à la présidence, il possède une parfaite connaissance du Fonds.

Je saisis cette occasion pour attirer votre attention sur le fait que le candidat proposé par la République turque a reçu l'aval de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

(signé)

Faruk ÇELİK
Ministre
Gouverneur du FIDA

Pièces jointes:

- 1) Curriculum vitae de M. Ra it PERTEV (8 pages)
- 2) Réponses fournies par M. Ra it PERTEV aux questions (9 pages)

Üniversiteler Mah. Dumlupınar Bulvarı No: 161, 06800, Çankaya, Ankara/TURKEY | www.tarim.gov.tr Phone: +90 312 258 68 00 | Fax: +90 312 286 39 46 | okm@tarim.gov.tr

Original: anglais

RAÏT PERTEV

PARCOURS PROFESSIONNEL

Raït Pertev, de nationalité turque, est le Secrétaire du Fonds international de développement agricole (FIDA) – une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies. Il a auparavant occupé des postes de haut niveau, que ce soit au sein du gouvernement, en qualité de Ministre de l'agriculture et des forêts en 2004 et 2005, ou dans le monde de la diplomatie, en qualité de Négociateur en chef dans le cadre des Pourparlers de paix des Nations Unies, de 2005 à 2007. Il possède une vaste expérience et une riche expertise dans le domaine opérationnel, notamment auprès de la Banque mondiale. Entre 1994 et 2000, il a assumé les fonctions de Secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) pour les pays en développement.

COMPETENCES ET REALISATIONS

Leader chevronné, Raït Pertev a conduit d'ambitieuses réformes sectorielles, il a procédé à la restructuration d'institutions complexes et a mené à bien des processus de changement au sein du gouvernement, de la société civile et d'institutions financières internationales.

Il possède une solide expérience du développement agricole et rural à travers le monde, expérience acquise au cours des trente années qu'il a consacrées en particulier aux petits agriculteurs et à la lutte contre la pauvreté rurale.

En tant que ministre, il a entrepris des réformes agricoles, notamment l'introduction de la chaîne du froid dans le secteur laitier, la dynamisation du secteur oléicole, la sécurité sanitaire des aliments dans les secteurs fruitier, maraîcher et des viandes, et la reconversion des producteurs de tabac.

En tant que Négociateur en chef dans le cadre des Pourparlers de paix des Nations Unies à Chypre, il est parvenu à ouvrir des points de passage et à mettre en place des mesures destinées à rétablir la confiance. Après le Plan Annan, il a joué un rôle de premier plan dans la relance des Pourparlers de paix.

Au sein d'institutions financières internationales, dont la Banque mondiale, M. Pertev a dirigé des programmes de développement agricole au Burundi, en Ouganda et en Turquie, qui portaient notamment sur la restructuration des grandes coopératives agricoles de vente au bénéfice des membres agriculteurs, sur l'établissement de liens entre agriculture et nutrition, sur la lutte contre les maladies des cultures, et sur l'introduction de la résilience (2000-2003 et 2010-2013).

Activiste et praticien du développement expérimenté, Raït Pertev est en mesure d'appliquer des principes de développement participatif au niveau local autant que des principes de diplomatie et de gestion institutionnelle de haut niveau. C'est un visionnaire à même d'établir des liens stratégiques, de mobiliser et de gérer des ressources, de favoriser l'innovation et les synergies, et de concevoir des processus complexes en vue d'atteindre les objectifs fixés.

En tant que Secrétaire général adjoint de la FIPA, M. Pertev a conduit le processus de renforcement des organisations paysannes à l'échelle mondiale, établissant entre celles-ci des liens efficaces et consolidant leurs modalités de financement. Durant les années 1990, il a été l'une des figures marquantes qui, au niveau mondial, ont attiré l'attention sur les organisations paysannes, permettant ainsi qu'elles soient reconnues. Depuis 1991, M. Pertev a également le mérite d'être à l'origine des toutes premières consultations entre les organisations paysannes africaines et le monde de la recherche agricole et, partant, de l'instauration de relations entre eux.

Communicateur exceptionnel, M. Pertev possède une expérience avérée s'agissant de défendre efficacement la cause des petits agriculteurs. Il n'a jamais perdu de vue leur façon de voir les choses, sa carrière dans le monde du développement ayant débuté dans des villages reculés du nord-ouest de la Zambie où, entre 1985 et 1987, il a mis en œuvre l'un des tout premiers projets communautaires de développement rural.

S'étant lui-même trouvé dans la situation de réfugié, M. Pertev a une parfaite compréhension de ce que signifie la condition d'État fragile. Il a publié plusieurs ouvrages sur les problèmes liés à la guerre, et réalisé un documentaire sur les personnes disparues, qui a été primé.

Ra it Pertev est diplômé de l'Université de Cambridge. Il est titulaire d'une maîtrise d'économie de l'Université de Cambridge et d'une maîtrise d'économie du développement de l'Université de Londres.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Fonds international de développement agricole Depuis octobre 2013 Secrétaire du FIDA

- Secrétaire du Fonds. A joué le rôle de gardien des mécanismes de gouvernance du FIDA, responsable des mécanismes décisionnels du Fonds – le Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration et ses organes subsidiaires. A assuré la liaison entre les États membres et la direction. A offert aux États membres son assistance dans le cadre de la refonte des systèmes de gouvernance du FIDA.
- Directeur du Bureau du Secrétaire. A géré une équipe composée de 40 membres du personnel et de 60 consultants, qui englobe l'Unité chargée de la liaison avec les États membres et du Protocole, le Bureau des organes directeurs, et les services linguistiques et de conférences.
- A mené à bien les missions institutionnelles et de représentation du Fonds confiées par le Président du FIDA.
- Concepteur et organisateur d'"Ag Talks", un produit novateur, en ligne, axé sur le savoir, l'équivalent de Ted Talks pour le développement agricole et rural.
- Président des Secrétaires généraux des institutions financières internationales (2015-2016)
- Président du Secrétariat des organes directeurs des Nations Unies (2014-2015)
- À l'heure actuelle, il s'est démis de ses fonctions de Secrétaire afin de présenter sa candidature à la présidence du FIDA.

Banque mondiale août 2010-octobre 2013 Région Afrique – Agriculture et développement rural en Ouganda et au Burundi – basé à Kampala Économiste agricole principal

- Responsable des programmes d'agriculture et de développement rural de la Banque mondiale en Ouganda et au Burundi, où il a dirigé des opérations de prêt à l'investissement, des produits du savoir et des fonds fiduciaires, comme le Projet de services consultatifs en matière de techniques agricoles et d'agroentreprises, le Projet de développement des groupes dans le secteur de l'agriculture, le Projet de lutte contre la grippe aviaire, le Projet de développement des marchés et de la productivité du secteur agropastoral au Burundi.
- A dirigé les activités de concertation sur l'élaboration des politiques de la Banque mondiale avec les gouvernements et les partenaires respectifs dans le domaine de l'agriculture et du développement rural en Ouganda et au Burundi.

- Président du Groupe de travail des partenaires de développement sur l'agriculture.
- A offert à différents gouvernements un soutien en termes de politiques et d'assistance technique, notamment l'amorce, la conception et la mise en œuvre de l'Assistance technique primée pour la concrétisation de la stratégie de développement et du plan d'investissement, avec la participation d'équipes spéciales et de plus de 1000 parties prenantes, reconnue par le gouvernement comme étant le schéma de la "Révolution agricole en Ouganda" et appliquée par les partenaires de développement.
- A assuré pendant de longues périodes les fonctions de Country Manager par intérim, se trouvant ainsi à traiter des questions telles que la gestion des risques liés aux catastrophes, les échanges commerciaux à l'échelle régionale, les situations d'instabilité politique et les problèmes de sécurité.
- A mis en œuvre des démarches novatrices: recours aux technologies de l'information et des communications (TIC) pour la conduite de sondages auprès des petits agriculteurs, pour la diffusion de l'information et pour l'obligation redditionnelle en matière de prestation de services; prise en compte, dans le cadre des projets, de préoccupations liées au changement climatique et à la résilience; lutte contre la fusariose de la banane; mise en lien de la nutrition et de l'agriculture en Ouganda et au Burundi, notamment grâce au lancement du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) en Ouganda.

Plateforme mondiale des donateurs septembre 2009-mai 2010

Instance mondiale pour l'efficacité de l'aide dans le domaine de l'agriculture et du développement rural – Bonn (Allemagne)

Conseiller en politique

- Responsable de la coordination des politiques de haut niveau s'agissant de l'égalité des sexes, des acquisitions foncières à grande échelle, de la cohérence des politiques et de l'obligation redditionnelle en matière de recherche agricole.
- A mené pour le compte de la Plateforme des activités de représentation, de communication et de plaidoyer; a assuré le suivi des tendances émergentes dans le domaine de l'agriculture et du développement rural en appui à la formulation de politiques.

People's Party janvier 2008-juin 2009

Parti politique pour la bonne gouvernance

Président de parti politique

- A fondé et présidé le People's Party, un parti centriste faisant campagne en faveur de la bonne gouvernance et des réformes en Chypre du Nord.
- A attiré l'attention sur la corruption et a lutté contre celle-ci (par exemple, affaires concernant des intrants agricoles importés par l'État, le leasing d'aéroports ou encore des passations de marchés relatifs à des centrales électriques); a réclamé et déclenché des procédures d'audit interne, notamment la création d'un Comité chargé de la surveillance et de l'audit, institué par la suite au sein du Premier Ministère. A préconisé la réduction des pouvoirs du Conseil des ministres, s'agissant notamment de l'attribution de biens publics et de la délivrance de permis à des particuliers de manière ponctuelle et incontrôlée. En 2009, le People's Party a fusionné avec le parti social-démocrate.

Bureau du Président, Chypre du Nord avril 2005-décembre 2007

Sous-Secrétaire du Bureau du Président

Négociateur en chef dans le cadre des Pourparlers de paix

- Plénipotentiaire du leader chypriote turc S.E. Mehmet Ali Talat pour la diplomatie internationale de haut niveau, notamment avec les Membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.
- Négociateur en chef dans le cadre des Pourparlers de paix des Nations Unies: a amorcé et conduit le processus extrêmement complexe des négociations de paix, sous l'égide des Nations Unies, avec le Négociateur en chef chypriote grec. A négocié et mis en œuvre des mesures destinées à rétablir la confiance, notamment l'ouverture de points de passage le long de la ligne de cessez-le-feu, la restauration et la préservation du patrimoine culturel de part et d'autre.
- Négociateur en chef dans le cadre des pourparlers directs avec la Présidence de l'Union européenne sur le commerce direct, les échanges commerciaux entre les zones situées de part et d'autre de la ligne verte et la réglementation relative à l'aide financière et les réformes y afférentes en vue de l'application éventuelle de l'acquis communautaire.
- Directeur général du Bureau du Président. En cette qualité, a dirigé 160 personnes et géré un budget administratif de 15 millions d'USD, a mis en œuvre le plan de travail, la stratégie et les mesures de plaidoyer.
- "Instance de dernier recours" et coordonnateur des ministres pour les questions interministérielles non résolues de nature internationale, intercommunale et de réputation.

Cabinet des ministres, Chypre du Nord janvier 2004-avril 2005

Ministre de l'agriculture, des forêts et de l'énergie

- Responsable des départements de l'agriculture, de l'élevage, des services vétérinaires, des forêts, de l'énergie et des institutions paraétatiques Compagnie d'électricité turque chypriote (KIBTEK), Office national de commercialisation de la production agricole (TÜK), Institut national de recherche agronomique et fermes d'État (DÜÇ).
- Coordonnateur de l'assistance internationale; a facilité le réengagement du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale dans le processus de paix après le reclassement de Chypre. A négocié avec l'Union européenne et la Communauté européenne des réglementations clés ainsi que l'assistance de l'Union européenne, a facilité les réformes et la mise en œuvre future de l'acquis communautaire.
- A mis en place la chaîne du froid dans le secteur laitier (à hauteur de 85% de la chaîne laitière); a dynamisé le secteur oléicole; a implanté l'agriculture certifiée bio, la sécurité sanitaire des aliments ainsi que des normes sanitaires et phytosanitaires (en limitant l'utilisation des pesticides dans les cultures fruitières et maraîchères; en faisant en sorte que des produits comme les oranges, les olives et la pomme de terre répondent aux normes requises pour pouvoir être exportés vers l'Union européenne; en améliorant la situation des abattoirs et en réduisant les maladies des animaux).
- A géré un personnel comptant 1 500 membres et un budget administratif de 85 millions d'USD par an.

Banque Mondiale juin 2003-janvier 2004

Région Europe et Asie centrale

Économiste agricole principal

- Responsable de projets de développement agricole, rural et environnemental en Turquie et en Croatie, notamment le Projet de mise en œuvre de la réforme agricole; le Projet de réhabilitation du bassin versant anatolien; le Projet

- biodiversité et ressources naturelles; le Projet de privatisation de l'irrigation; le Projet de développement rural; économiques et analytiques.
- A quitté la Banque mondiale, avec l'appui sans réserve de celle-ci, pour assumer les fonctions de Ministre.

Banque Mondiale – FIPA – FAO octobre 2001-juin 2003

Détaché par la FIPA à la Banque mondiale – collaboration avec le Centre

d'investissement de la FAO

Coordonnateur de l'équipe d'assistance technique en faveur des coopératives agricoles de vente

Spécialiste international des coopératives

- A dirigé l'équipe d'assistance technique dans le cadre de la préparation de la composante restructuration des coopératives agricoles de vente du Projet de mise en œuvre de la réforme agricole, à l'initiative de la Banque mondiale. À l'époque, les coopératives agricoles de vente étaient responsables de la plupart des exportations de produits agricoles de la Turquie. Durant cette période, une nouvelle loi sur les coopératives agricoles de vente a été promulguée, et des mesures de restructuration ont été adoptées. A joué un rôle de premier plan dans le transfert des coopératives du gouvernement aux membres agriculteurs.
- Expert, dans le cadre du Projet de la FAO sur les rôles de l'agriculture, pour la détermination et l'évaluation desdits rôles.
- A élaboré des propositions de restructuration pour les coopératives de crédit agricole en Turquie, après avoir conduit un examen approfondi (les coopératives de crédit agricole turques regroupent 2 412 coopératives de crédit primaires, comptent plus de 1,5 million de membres et représentent un capital de 1 milliard d'USD).
- A suivi l'état d'avancement de la restructuration des coopératives agricoles de vente de premier niveau, dans le cadre de la composante coopératives du Projet de mise en œuvre de la réforme agricole en Turquie.
- A travaillé sur les dons du Fonds post-conflit de la Banque mondiale et, en Croatie, a participé à la conception du Programme de redressement économique et social de la Croatie, dû à l'initiative de la Banque mondiale.

Fédération internationale des producteurs agricoles

janvier 1994-septembre 2001

Fédération mondiale des agriculteurs, fondée en 1946 et dont le siège est à Paris (France).

Secrétaire général adjoint de la FIPA pour les pays en développement

- A géré le Programme de développement de la FIPA, qui s'articulait en projets nationaux et régionaux. A entièrement repensé et rationalisé les activités de coopération au développement des organisations paysannes dans le monde.
- A géré des activités régionales – a exercé les fonctions de Secrétaire des instances ci-après: Comités régionaux pour l'Afrique, l'Asie et la Méditerranée; Comité permanent de l'agriculture dans les pays en développement; et Comité permanent des coopératives agricoles, et a géré leurs activités. A mis en place le Forum paysan pour l'Asie, à l'issue d'une campagne intensive pour accroître le nombre de membres dans la région (1997)
- A amorcé des consultations régionales des parties prenantes avec la Banque mondiale sur le thème "Viabilité des systèmes agricoles en transition", en Afrique, Asie et Amérique latine, qui ont abouti à l'élaboration de plans régionaux.
- A représenté la FIPA lors de négociations internationales et de forums de haut niveau à l'occasion desquels il a défendu les intérêts des petits agriculteurs

des pays en développement. A mené à bien des activités de plaidoyer et d'élaboration des politiques.

- A conçu des partenariats stratégiques avec la Banque mondiale, la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le FIDA.
- A siégé au sein des Comités directeurs des instances ci-après: Global Forum on Agricultural Research (GFAR), Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté, due à l'initiative du FIDA (organe fondateur de la Coalition internationale pour l'accès à la terre), Groupe de travail international sur la gestion des risques liés aux produits de base, sous l'égide de la CNUCED.

Fédération internationale des producteurs agricoles

janvier 1990-septembre 1994

Fédération mondiale des agriculteurs, fondée en 1946 et dont le siège est à Paris (France).

Responsable de programmes de développement de la FIPA

- A forgé un Partenariat africain pour les organisations paysannes et la recherche agricole: a lancé une nouvelle méthodologie, adoptée par la suite par ISNAR & World Bank International dans le cadre d'activités pilotes et d'ateliers organisés au niveau local, à commencer par la toute première Consultation régionale des paysans africains et du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale à Ibadan, en 1991.
- A conçu et mis en œuvre le Programme de développement de la FIPA, par le biais d'initiatives par région et par thème ainsi que de projets nationaux au Burkina Faso, en Zambie, au Zimbabwe et dans les Philippines pour le renforcement des capacités, l'environnement, l'égalité des sexes, la commercialisation, la recherche agricole. Sensibilisation, formation et ateliers.
- A exercé les fonctions de Secrétaire des instances ci-après: Comités régionaux pour l'Afrique et la Méditerranée; et Comité permanent de l'agriculture dans les pays en développement, et a géré leurs activités.
- A promu l'initiative Paix et harmonisation des politiques de l'eau dans la région méditerranéenne dans le cadre du Conseil de l'Europe, et ce par le biais d'ateliers et de consultations qui ont débouché, en 1994, sur la tenue d'une session à la Knesset, à laquelle ont pris part des organisations paysannes arabes.

Fédération internationale des producteurs agricoles

novembre 1987-janvier 1990

Fédération mondiale des agriculteurs, fondée en 1946 et dont le siège est à Paris (France).

Responsable de la communication pour le développement de la FIPA

- A conçu et mis en œuvre le Programme de communication de la FIPA en matière de développement ainsi que des projets axés sur les petits agriculteurs (notamment au Nigéria, au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire).
- A assuré le suivi des marchés de produits tropicaux de base; a publié le Bulletin de la FIPA sur les produits tropicaux de base (bilingue, mensuel) et Farming for Development (bilingue, trimestriel).
- A conduit des enquêtes sur les prix, les intrants, le crédit, les circuits de commercialisation dans plus de 30 pays africains.

Comité villageois kashinakaji

mars 1985-octobre 1987

Projet villageois participatif, Zambie nord-occidentale, financé par Oxfam et Voluntary Service Overseas (VSO)

Agent de développement villageois

- A géré le premier projet villageois impulsé par la communauté en Zambie, lancé par Oxfam, Novib et VSO, qui avait pour but d'inciter le Gouvernement zambien à adopter des approches participatives. Fondé sur la méthodologie de Paulo Freire, exemple de méthodes ascendantes, et mis en œuvre dans l'une des zones les plus reculées du pays, dans des villages où les Programmes de développement rural intégré n'avaient pas été accueillis favorablement. Animation de conseils villageois, de groupements féminins et de groupes de jeunes, théâtre au service du développement. A appris la langue locale lunda et a vécu dans les mêmes conditions que les villageois.

DIPLOMES UNIVERSITAIRES

1985	<u>Maîtrise</u> d'économie, Université de Cambridge (Royaume-Uni)
1982-1983	<u>Maîtrise</u> d'économie du développement, Université de Londres (Royaume-Uni)
1979-1982	<u>Licence</u> d'économie (avec mention), Université de Cambridge (Royaume-Uni)

PUBLICATIONS

Ouvrages universitaires et grandes orientations

- Misgovernance as an Impediment for Peace: Case of Property in Cyprus, Ankara Bar Review, vol. 3, no.1, 2010.
- Economics of Corruption by Democracy, Social Sciences Research Network (SSRN), 2009.
- Strengthening the Demand Side of Agricultural Research, Discussion Paper no.2, Global Donor Platform for Rural Development, 2009.
- Turkey: Review of the Impact of the Reform of Agricultural Sector Subsidization, Co-auteur, Banque mondiale, Chapitre 3 sur crédit et subventions des intrants, 2004.
- Le rôle fondamental des organisations d'agricole dans les pays en développement, "Agriculture et Développement Rural", R. Pertev et D. King, no.1, vol. 7, 2000.
- Water Workbook, European Partners for Environment, Collaborateur, Bruxelles, 1999.
- Rural Poverty and Sustainable Development, FIPA, Paris, 1998
- Farmers' Strategy for Agricultural Development and World Food Security, FIPA, 1996.
- Negotiating Linkages: Farmers Organizations, Agricultural Research and Extension, FIPA, 1995.
- Towards Self-Supporting Farmers' Organizations, IFAP Development Series, 1992.
- A New Model for Sharecropping, Journal of Peasant Studies, 1986.

Responsable de publications

- IFAP Development Publications, FIPA, Paris (1990-1996).
- Farming for Development: revue trimestrielle pour les organisations paysannes des pays en développement, anglais et française (1987-1994).
- Tropical Commodity Newsletter, bulletin technique mensuel pour les organisations paysannes des pays en développement, anglais et français (1987-1994);

- Cypriot Cicada Literary E-Magazine: écrivains et artistes grecs et turcs chypriotes (1998-2000);
- Le Phare: revue française sur des questions de milieu local et de droits des citoyens (1997-2000)

Littérature

- Le documentaire primé 'Kayıp Otobüs (The Lost Bus)' (55 min.) sur les personnes disparues.
- Écrivain et poète – 4 livres de poésie publiés (3 en turc et un ouvrage bilingue de son œuvre complète publié par la Writers Association) et 1 nouvelle – Gelincik Meseli (Reference: "A Postmodernist Novel in Turkish Cypriot Literature: on Rashit Pertev's Poppy Tale Novel" in Journal of Turkology Research, XXIV/2008).

Original: anglais

RA T PERTEV

Question 1: Quelle vision avez-vous pour le FIDA et de quelle manière envisageriez-vous de promouvoir le rôle joué par l'organisation dans le cadre du programme d'action mondial en faveur du développement agricole et de l'éradication de la pauvreté rurale?

Si je suis élu Président du FIDA, je suis fermement convaincu qu'il faudra:

- consolider la mission centrale du FIDA en faveur des petits agriculteurs et de la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim
- accroître l'impact de l'action du Fonds et améliorer les résultats de ses interventions au profit de la réalisation des Objectifs de développement durable n° 1 (ODD1) et n° 2 (ODD2)
- dépasser les limites institutionnelles pour mener à bien des objectifs d'ampleur mondiale
- faire du Fonds une institution ouverte, transparente et inclusive.

Le FIDA est largement reconnu et l'action qu'il mène dans les pays en développement au profit des petits agriculteurs est fort appréciée. Mon intention est d'exploiter les atouts et le potentiel de l'institution.

Contexte mondial

Le monde traverse à l'heure actuelle l'une des périodes de mutation les plus profondes de son histoire. En matière technologique, économique et structurelle, les changements en cours modifient déjà la façon dont nous vivons, dont nous communiquons, dont nous gérons nos économies et dont nous gagnons notre vie.

Au nom de la responsabilité publique mondiale, il nous incombe d'accompagner les petits agriculteurs dans cette période historique de changement. Ils sont les gardiens de l'environnement, du tissu culturel et social et de la diversité génétique. Ils comptent également parmi les groupes les plus fragiles au monde. Outre les graves difficultés auxquelles ils se trouvent déjà confrontés, ils ressentiront fortement l'impact de ces changements.

Le FIDA est l'une des institutions stratégiques dont la mission est précisément de mener à bien ce rôle. Il est de notre responsabilité de faire en sorte que les petits agriculteurs ne deviennent pas des victimes mais des acteurs à même de prendre directement en main leur avenir.

L'action du FIDA à l'heure actuelle

Même si les États membres se félicitent de l'action que mène le FIDA à l'heure actuelle, un sentiment de mécontentement croissant est en train de sourdre.

Le FIDA est une institution relativement bien gérée, qui a fait ses preuves en termes de résultats¹. Dans les années 1990, il était considéré comme un leader dans le domaine de l'innovation et des meilleures pratiques, atout qu'il possède encore.

Le FIDA intervient dans un environnement caractérisé par la dispersion, l'absence de coordination et le manque de précision des efforts déployés afin de lutter contre la pauvreté rurale et la faim. Il n'existe aucun mécanisme efficace de coordination entre les institutions financières internationales, l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes de financement.

¹ Voir le rapport du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN).

À l'heure actuelle, le problème de la pauvreté rurale à l'échelle mondiale est traité par le FIDA de façon très partielle et limitée², dans la mesure où seule une minorité des ruraux pauvres du monde bénéficie de l'assistance offerte par l'institution.

Les efforts déployés par le Fonds sont louables mais le FIDA, en sa qualité d'institution clé des Nations Unies spécialisée dans la lutte contre la pauvreté rurale, ne dispose pas d'une feuille de route mondiale pour éliminer la pauvreté rurale et la faim.

Au cours de la dernière décennie, le FIDA s'est efforcé d'aligner ses pratiques sur celles des banques multilatérales de développement (BMD), parvenant ainsi à améliorer certains aspects liés à ses opérations. Par ailleurs, le Fonds s'est progressivement orienté vers la sphère des BMD, où sa taille relativement réduite, conjuguée au fait qu'il n'est pas une banque, constitue désormais un inconvénient majeur.

Le FIDA est une institution financière internationale (IFI) et un organisme spécialisé des Nations Unies.

À mon sens, le côté IFI constitue la partie "opérationnelle" tandis que le côté Nations Unies constitue la partie "cohésion et collaboration" qui permet au Fonds de rassembler et de favoriser les synergies. Ces derniers temps, le FIDA a privilégié la première partie au détriment de l'autre.

Le moment est venu pour le FIDA de donner une nouvelle impulsion à la partie "cohésion et collaboration", afin de favoriser l'intégration de la coopération et des synergies parmi les efforts dispersés, non concentrés et imprécis que les IFI, les Nations Unies et d'autres organismes déploient afin d'atteindre l'objectif mondial qui consiste à éliminer la pauvreté rurale et la faim.

Les deux parties sont importantes et le FIDA doit exploiter pleinement son avantage comparatif pour redevenir réactif et montrer la voie de l'innovation.

Prochaines étapes

Si je suis élu Président du FIDA, j'entends:

- consolider la mission centrale du FIDA en faveur des petits agriculteurs et de la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim
- traiter globalement et de manière exhaustive le problème de la pauvreté et de la faim en milieu rural
- replacer les petits agriculteurs et le FIDA à la lumière des enjeux actuels et dans la perspective du monde en mutation de demain
- obtenir des résultats de grande ampleur dans les domaines hautement prioritaires que sont:
 - l'égalité des sexes, le changement climatique, la nutrition, les jeunes, les organisations paysannes et le secteur privé.

Pour tracer la voie à suivre, je m'attacherai en priorité à la réalisation des objectifs ci-après:

- objectif 1: favoriser l'instauration d'un partenariat efficace et propice à une démarche d'ensemble, tant au niveau des pays qu'à l'échelle mondiale, afin de parvenir à mettre en œuvre avec succès, sous l'égide des États membres, les composantes rurales des ODD1 et ODD2
- objectif 2: améliorer les opérations d'investissement du FIDA, en optimisant notamment l'ampleur et l'impact de son action grâce à la mobilisation de ressources, sans pour autant détourner le Fonds de sa mission centrale
- objectif 3: mettre en place une institution transparente, efficace et inclusive.

² On estime à 24 millions le nombre de personnes qui, tous les trois ans, doivent être libérées de la pauvreté.

Par ailleurs, j'ai le sentiment que:

- même si l'action du FIDA est reconnue et appréciée, il n'est plus possible de continuer à agir comme par le passé
- le Fonds doit se repositionner dans le monde d'aujourd'hui et dans le paysage du développement
- une fois cela fait, on pourra également revoir à la hausse son volume financier en mobilisant les ressources nécessaires et en les utilisant de manière optimale. Lorsque l'action de l'institution en matière de développement aura été replacée à la pointe du progrès, l'enthousiasme à son égard sera tel que cela lui garantira davantage de ressources
- on ne pourra pas remédier aux maux dont souffre l'institution en se contentant d'élargir son action
- il faudra s'attacher avant tout à renforcer la cohésion, l'enthousiasme et l'engagement des États membres du FIDA vis-à-vis de l'institution, toutes listes confondues.

Objectif 1: favoriser l'instauration, tant au niveau des pays qu'à l'échelle mondiale, d'un partenariat propice à une démarche d'ensemble

Le FIDA aidera les gouvernements à encourager toutes les institutions et les parties prenantes au niveau national à se regrouper dans le cadre d'un processus de planification propice à une démarche d'ensemble aux fins de la mise en œuvre, à l'échelle mondiale, des composantes des ODD 1 et ODD2 relatives aux zones rurales.

Le FIDA devra avant tout réaffecter aux gouvernements, en fonction de la demande, une partie des ressources dont il dispose pour l'octroi de dons sous la forme d'une assistance technique, de manière à ce que lesdits gouvernements puissent élaborer des plans nationaux concrets de lutte contre la pauvreté et la faim en milieu rural, mis en œuvre sur sept ans. Ces plans, qui devront être établis de concert avec toutes les parties prenantes, seront assortis de contributions financières des parties et comporteront différentes phases, pour favoriser la viabilité financière dans le temps.

Les problématiques clés que sont l'égalité des sexes, les jeunes, le changement climatique et la nutrition devront y être pris en compte.

À cette fin, il sera nécessaire d'opérer parallèlement des changements en interne, comme la mise à niveau des attributions et du financement de l'Équipe chargée des questions de parité hommes-femmes au FIDA, qui veille à ce que le Fonds soit à l'avant-garde dans le domaine de l'égalité des sexes en termes de ciblage, de méthodologies axées sur les ménages et d'approches porteuses de changements favorables à la parité des sexes.

Le FIDA appuiera cette démarche au niveau régional et international en encourageant la participation active des institutions concernées, et notamment:

- en veillant à ce que la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR) passe à une phase d'intégration
- en sollicitant la participation active du Comité de la sécurité alimentaire mondial (CSA) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) collaborent activement afin de remédier aux insuffisances en termes de politiques
- en harmonisant les mécanismes en place – Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (ODD) et Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (UA-NEPAD) (Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique [PDDAA]), notamment
- en collaborant avec la Société financière internationale de la Banque mondiale pour améliorer le climat d'investissement en milieu rural

- en incitant les BMD à intervenir davantage dans le secteur de l'agriculture paysanne, moyennant le recensement des possibilités et la conception de nouvelles modalités d'intervention.

Dans ce cadre, le FIDA financera des projets dans lesquels il possède un avantage comparatif significatif et s'attachera en particulier à résoudre les problèmes chroniques de développement qui existent depuis longtemps.

Le secteur privé fera partie intégrante de ce processus élargi:

- i) établissement de partenariats tout au long de la chaîne de valeur
- ii) amélioration de l'environnement relatif aux politiques et du climat d'investissement au sens large
- iii) mobilisation d'investissements et levée de fonds, et collaboration avec d'autres initiatives comme le Plan d'investissement externe de l'Union européenne
- iv) mise en place d'un mécanisme indépendant de certification s'agissant des Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.

Les organisations paysannes seront considérées comme hautement prioritaires:

- i) accompagnement pour passer au niveau supérieur, en termes de gouvernance et de fonctions économiques, notamment par le biais de garanties ciblées et du financement par apport de capitaux
- ii) promotion de la coopération interorganisations.

Objectif 2: Améliorer l'efficacité du FIDA et les résultats qu'il obtient

Les objectifs immédiats seront les suivants:

- i) réduire de 20% les projets notés "plutôt satisfaisants" (qui représentent à l'heure actuelle 50% des projets)
- ii) opter pour des projets de plus grande ampleur:
 - a. en favorisant la mobilisation de ressources financières
 - b. en portant la durée du cycle de reconstitution à 4 ou 5 ans
 - c. en reliant, si nécessaire, deux périodes de reconstitution.
- iii) revoir de façon éclairée la procédure du défaut d'opposition, qui favorise indirectement la formulation de projets de faible ampleur dont la performance n'est pas optimale
- iv) réorienter les projets du FIDA de manière à résoudre les problèmes de développement chroniques, en privilégiant les innovations et les meilleures pratiques peu appliquées
- v) renforcer l'impact de 30%, après avoir conduit une évaluation indépendante des données de référence dont le Fonds dispose à l'heure actuelle.

La mobilisation de ressources se fera par le biais de l'emprunt souverain, d'activités renforcées en termes de partenariat et de cofinancement, de la collaboration avec des fonds et organismes apparentés ainsi qu'avec d'autres donateurs. Une fois le consensus dégagé, on pourra amorcer les emprunts sur le marché et la collaboration avec les grands investisseurs. Il faudra toutefois veiller à ce que ces activités de mobilisation de ressources ne détournent pas le FIDA de sa mission centrale.

L'engagement du FIDA dans les pays à revenu intermédiaire (PRI) prendra de nouvelles formes, en particulier parce qu'une forte proportion de ruraux pauvres du monde vivent dans ces pays.

À l'heure actuelle, l'accroissement du nombre de PRI fait que le FIDA n'est pas en mesure de répondre à leurs demandes en termes de financement, d'où un risque pour le Fonds de perdre toute pertinence dans ces pays. Phénomène que vient aggraver le mécontentement des pays membres de la Liste A, qui ont du mal à justifier auprès de leurs autorités le volume de financement alloué aux PRI.

Pour résoudre un tel dilemme, il sera nécessaire d'améliorer l'engagement du FIDA dans les PRI.

- Comme dans le cadre de l'objectif 1 précité, les activités viseront tout d'abord à améliorer la qualité de l'engagement du FIDA dans les PRI, en offrant à ceux-ci l'assistance technique dont ils ont besoin pour lutter contre la pauvreté rurale et en les incitant à mobiliser des ressources et du savoir-faire auprès des acteurs participants.

Il faudra par ailleurs prendre les mesures ci-après:

- accroissement, en collaboration avec d'autres organisations, de l'assistance technique remboursable (ATR)
- renforcement de l'engagement du FIDA dans le domaine de la coopération Sud-Sud
- mise en œuvre de l'option consistant à utiliser l'allocation au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) en faveur de la coopération régionale ou Sud-Sud
- repositionnement des projets du FIDA dans les PRI, dans une optique compétitive, au sein de niches non prises en compte par d'autres BMD
- amplification des projets, grâce à l'emprunt souverain et à l'emprunt sur le marché.

Dans le cas où un PRI ne souhaite plus bénéficier des opérations d'investissement du FIDA, celui-ci sera autorisé à se retirer. À l'heure actuelle, ce retrait se fait par défaut et de façon inefficace, lorsque les visites répétées du personnel du FIDA ne se traduisent pas par la mise en œuvre d'un projet.

Dans les pays confrontés à des situations d'extrême fragilité, les projets devront être conçus de manière à privilégier la résistance aux chocs. Une conception simple devra être assortie d'un processus de décentralisation et d'une formation adéquate, les collectivités locales étant considérées comme les coresponsables des projets, en mesure de fonctionner de manière autonome, même lorsqu'elles sont coupées du siège. Il faudra opérer une distinction entre les pays sortant d'une situation de fragilité et les pays en voie de consolidation, et dans lesquels le renforcement des capacités est essentiel. Dans les deux cas, des ressources additionnelles devront être mises à disposition.

Le FIDA deviendra une plateforme d'idées et d'innovations, ouverte à tous, qui favorisera un développement de pointe et encouragera les nouvelles initiatives et les meilleures pratiques.

Objectif 3: Mettre en place une institution inclusive, transparente et efficiente

Le FIDA gagnera en inclusivité, en transparence et en efficience.

Les informations, les données et la documentation, y compris sur l'état d'avancement de toutes les interventions et de tous les projets du FIDA, seront mises à la disposition de tous.

Il faudra garantir l'engagement sans réserve des représentants des États membres en faveur de l'institution.

Le Conseil des gouverneurs se tiendra désormais une fois tous les deux ans. Il sera repensé pour devenir essentiellement un forum où échanger librement sur des questions concernant l'action centrale et les politiques du Fonds. Les examens approfondis, conduits à mi-parcours de la reconstitution, et les consultations régionales s'alterneront, une année sur deux. Les ateliers régionaux que le FIDA organise à l'heure actuelle, et qui comportent déjà des coûts fixes, seront mis à niveau dans une optique de renforcement de la concertation régionale et de majeure visibilité.

La double fonction du Président – président du Conseil d'administration et président du FIDA – sera revue. Même si cette pratique est conforme à celle en usage dans d'autres IFI et doit être rattachée aux responsabilités financières et fiduciaires du Fonds, il est à craindre qu'elle ne nuise au processus décisionnel.

Le siège du FIDA devra être restructuré de manière à disposer d'une autre salle de conférence ainsi que d'un salon et d'un espace de travail réservés aux représentants des États membres. Les sessions du Conseil d'administration se dérouleront dans des salles plus grandes afin que deux personnes par délégation et les observateurs sans droit de parole puissent y assister.

Un modèle de gestion matricielle sera adopté. La structure hiérarchique sera assouplie afin d'éliminer les inefficacités causées par la rigidité et les processus autocentrés interminables. La création d'idées nouvelles sera activement encouragée.

Les recrutements seront fondés sur le mérite, et des mesures proactives seront adoptées afin de garantir la diversité géographique et l'équilibre hommes-femmes. La classe des P-5 et les catégories supérieures seront composées à 50% de femmes. Des dispositifs plus souples seront mis en place afin de permettre les détachements auprès des États membres et la mise en valeur des ressources humaines.

On s'attachera à remédier au déséquilibre qui, à l'heure actuelle, pénalise la consultation des États membres au profit des processus internes.

La priorité sera accordée au renforcement de la collaboration avec les États membres dans les domaines opérationnels, de la gestion des savoirs et de la communication des résultats.

Question 2: Pourquoi pensez-vous que vos qualifications et vos expériences font de vous un candidat adapté à ce poste?

Ayant accumulé plus de 30 années d'expérience dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, je possède un bagage peu commun qui convient au profil idéal du Président du FIDA.

Je suis parfaitement au fait de l'extrême pauvreté en milieu rural et de la participation rurale, deux aspects fondamentaux de l'action du FIDA. Au début de ma carrière, j'ai dirigé l'un des tout premiers projets impulsés par la communauté en Zambie, qui mettait à profit des méthodologies participatives. À cette occasion, j'ai vécu pendant trois ans dans l'un des villages les plus reculés et les plus pauvres, dans les mêmes conditions que la population locale.

Je connais bien les organisations paysannes, institutions cruciales grâce auxquelles les petits agriculteurs peuvent se regrouper et parvenir à la viabilité économique. En tant que Secrétaire général de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), j'ai joué un rôle majeur en faveur du renforcement des organisations paysannes dans les pays en développement et de la restructuration de la coopération interorganisations. Entre 1991 et 2000, en tant que figure marquante du mouvement des agriculteurs du monde entier, j'ai contribué à faire en sorte que les organisations paysannes soient reconnues dans la sphère du développement. Activités efficaces de plaidoyer et de leadership intellectuel, nouvelles méthodologies, consultations régionales et mondiales, tous ces facteurs conduisent à la réorientation que souhaite l'opinion publique mondiale.

Je connais bien les banques multilatérales de développement, élément précieux pour améliorer et repenser les opérations du FIDA. Économiste diplômé de Cambridge, je possède une vaste expérience des opérations de la Banque mondiale, notamment au Burundi et en Ouganda (2010-2013) où j'ai mis en place des éléments novateurs tels que l'utilisation des technologies de l'information et des communications en agriculture, l'établissement de liens entre agriculture et nutrition, la lutte contre les maladies des cultures et le renforcement de la résilience. Auparavant, j'ai travaillé en Turquie et en Croatie (2000-2004) pour la Banque mondiale à la restructuration des coopératives agricoles ainsi qu'à des réformes agricoles et à des activités après conflit.

Je sais ce que faire partie d'un gouvernement signifie, facteur essentiel pour un partenaire efficace des États membres du FIDA. En tant que Ministre de l'agriculture, j'ai entrepris des réformes agricoles, notamment la mise en place fructueuse de la chaîne du froid dans le secteur laitier, la sécurité sanitaire des aliments dans les secteurs fruitier, maraîcher et des viandes, la dynamisation du secteur oléicole et la reconversion des producteurs de tabac. J'ai travaillé de concert avec le secteur privé et d'autres parties prenantes afin d'obtenir de leur part soutien et ressources financières pour mettre en œuvre des réformes.

Je sais ce que signifie parvenir à un consensus et négocier, le fondement même du FIDA. J'ai eu l'honneur d'assumer la fonction de Négociateur en chef dans le cadre des Pourparlers de paix des Nations Unies, occasion pour moi d'approfondir ma connaissance et mon aptitude à instaurer un consensus. J'ai conduit des négociations au plus haut niveau, en tant que ministre et plénipotentiaire, notamment avec les présidences successives de l'Union européenne.

L'établissement de consensus constituera un facteur fondamental aux fins du resserrement des liens entre les listes du FIDA et, partant, du renforcement des partenariats et de la solidarité. Je suis convaincu que l'aval de l'Organisation de la coopération islamique, associé à l'appui des organisations paysannes d'Europe et d'Amérique en faveur de ma candidature, témoigne de la diversité des liens que je peux contribuer à établir dans l'organisation tout entière.

Je sais ce que signifient la fragilité et les pays fragiles. Lorsque j'étais enfant, j'ai connu la guerre. À l'adolescence, j'étais un réfugié.

Et enfin, dernier élément mais non des moindres, je connais parfaitement le FIDA, puisque j'ai occupé les fonctions de Secrétaire depuis 2013. Cette expérience m'a permis de mieux comprendre le Fonds, ses atouts mais également ses potentialités inexploitées, stimulant ainsi mon enthousiasme et mon dévouement au service du Fonds.

Quels enseignements avez-vous tirés de l'élaboration de stratégies et plans de développement?

En premier lieu, un principe, fort simple mais fondamental, celui du développement agricole et rural.

Dans tout pays, quel qu'il soit, la stratégie de développement agricole doit reposer essentiellement sur la flore, la faune et la diversité génétique qui lui sont propres. Ce principe est synonyme de durabilité et de résilience. Il faut redécouvrir l'avantage comparatif naturel propre à la terre et le valoriser. La culture locale, notamment la culture alimentaire, jette elle aussi de solides bases pour établir des liens entre les filières et, partant, trouver des débouchés, proches ou lointains. De plus, les petits agriculteurs, en leur qualité de gardiens de l'environnement, de la diversité génétique, de la culture et des usages, possèdent dans ce cadre un avantage indéniable et ont un avenir.

En deuxième lieu, les gouvernements sont les acteurs clés et les principaux décideurs. Ce sont eux qui doivent être aux commandes si l'on ne veut pas que la formulation de stratégies ou de plans de développement se révèle un exercice voué à l'échec.

En troisième lieu, les parties prenantes revêtent une importance cruciale. Elles sont à même de fournir de précieux éclairages et d'offrir non pas de la résistance, mais les synergies et les moyens indispensables durant l'exécution, à condition toutefois d'être dès le départ associées au processus.

En quatrième lieu, l'élaboration des stratégies a pour toile de fond un monde en mutation. D'où la nécessité de procéder à une analyse objective, à des échanges francs et ouverts pour comprendre ce qui se passe réellement. En l'absence d'un débat courageux et démocratique, il est facile que la formulation des stratégies de développement se transforme en un exercice sophistiqué qui n'est rien d'autre que le scénario habituel, mais présenté différemment. Partir du principe que le monde n'est pas en mutation constitue une option rassurante mais très coûteuse.

En cinquième lieu, le vieil adage "la vérité dépasse la fiction" s'applique aussi au développement. Pour nombre de praticiens, les affirmations dépassées remplacent aisément la réalité concrète. Les statistiques peuvent elles aussi révéler leurs limites dans la mesure où les changements peuvent toucher des variables que nous ne prenons pas en compte.

L'innovation naît de l'aptitude à observer la réalité sans idées préconçues, associée à la capacité de trouver des solutions sortant de l'ordinaire. Des équipes larges d'esprit, enthousiastes et proches de la réalité, en mesure de faire preuve d'imagination, sont un facteur majeur de succès.

Question 3: Veuillez décrire les valeurs dont vous vous inspireriez pour mener à bien votre tâche de Président du FIDA.

Si je suis élu Président du FIDA, je me conformerai aux règles et principes d'éthique les plus stricts.

Les qualités ci-après me guideront:

Dévouement, enthousiasme et engagement en faveur de la mission centrale du FIDA, à savoir éradiquer la pauvreté et la faim en milieu rural, en donnant le meilleur de moi-même, en montrant l'exemple et en faisant en sorte que le personnel du FIDA donne lui aussi le meilleur de lui-même.

Honnêteté et intégrité, qualités qui constituent le fondement même de la vie personnelle et professionnelle, la base d'une bonne gouvernance – au FIDA comme ailleurs –, de manière à pouvoir concrétiser, ensemble, les objectifs de développement mondiaux.

Courage de notre dévouement au service du développement; prendre fait et cause et défendre ce qui est juste; courage d'ouvrir de nouvelles perspectives et d'opter pour l'innovation.

Ouverture et transparence, en étant toujours responsables de nos actes et en laissant notre porte ouverte, en encourageant la coopération et les partenariats, en partageant ce que nous avons.

Respect des ressources publiques et de ce à quoi elles sont destinées. Ne pas permettre la constitution d'empires ou les guerres intestines entre les institutions ou les membres du personnel, et prohiber l'utilisation inefficace ou le gaspillage.

Modestie, de sorte que lorsque nous disposons du pouvoir, nous ayons toujours à l'esprit les sentiments des plus faibles, des plus fragiles et des plus pauvres.

Diversité et inclusion, de manière à pouvoir mettre en place un environnement de travail inclusif, fondé sur le respect et mettant à profit les capacités, les idées et les points de vue de chacun.

Absence de toute crainte, de façon à laisser le champ libre aux idées et à permettre aux individus d'aller de l'avant.

Original: espagnol

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

DAM
CANDIDATURE

Saint-Domingue, D.N.

026583

Le 4 octobre 2016

Madame,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République dominicaine a décidé de présenter la candidature de Mme Josefina Stubbs à la présidence du Fonds international de développement agricole (FIDA) pour la période 2017-2021, dans le cadre de l'élection qui se tiendra le 14 février 2017 à l'occasion de la quarantième session du Conseil des gouverneurs.

Cette décision s'inscrit dans le droit fil de l'engagement de notre pays en faveur d'un développement inclusif et durable du monde rural, en vue d'éradiquer la pauvreté et de garantir la sécurité alimentaire grâce à la mise en œuvre de bonnes pratiques telles que l'appui à l'agriculture familiale, l'autonomisation des agricultrices et la promotion des coopératives, ou encore d'affronter les enjeux liés au changement climatique et à la transformation de l'économie rurale.

Mme Stubbs est titulaire de diplômes universitaires dans le domaine du développement international, de la sociologie et des sciences politiques, et possède plus de 35 ans d'expérience en matière de développement, ayant occupé des postes de direction et d'encadrement de haut niveau auprès d'Oxfam International, de la Banque mondiale et du FIDA. Au sein du Fonds, elle a exercé les fonctions de Directrice de la Division Amérique latine et Caraïbes avant d'être promue au poste de Vice-Présidente adjointe, responsable du Département de la stratégie et des savoirs, pour lequel elle est actuellement en congé. Vous trouverez ci-joint le curriculum vitae de la candidate.

Je vous prie d'agréer, Madame, les assurances de ma très haute considération.

(signé)

MIGUEL VARGAS
Ministre des relations extérieures

Madame Cheryl Morden
Secrétaire du FIDA a.i.
Fonds international de développement agricole (FIDA)
Rome (Italie)

Original: anglais

JOSEFINA STUBBS

Candidate de la République dominicaine à la présidence du FIDA
"Les partenariats sont essentiels pour une transformation fructueuse
du monde rural"

PROFIL PROFESSIONNEL

- Leadership visionnaire
Gestionnaire efficace tant de ressources humaines et financières que de programmes, qui privilégie l'innovation, la réflexion stratégique et l'obtention de résultats concrets.
- Établissement de partenariats
Création de synergies et de partenariats entre les organisations de base, les gouvernements, les donateurs, les instituts de recherche, le secteur privé et d'autres organisations internationales.
- Connaissances approfondies dans le domaine financier
Expérience opérationnelle et stratégique de la conception et de la mise en œuvre d'instruments analytiques, financiers et normatifs.
- 35 ans au service des ruraux pauvres et de leurs gouvernements
Fort engagement personnel en faveur du développement rural, étayé par une expérience tant au niveau du terrain que dans le domaine de la formulation de politiques de haut niveau.

EXPÉRIENCE

Vice-Présidente adjointe
Département de la stratégie et des savoirs
FIDA
Octobre 2014-septembre 2016
Rome (Italie)

- A dirigé le Département de la stratégie et des savoirs, récemment créé, et est parvenue à donner l'impulsion nécessaire à la conception du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et à mener à terme, en un temps record, le Rapport sur le développement rural 2016.
- A contribué à faire en sorte que le FIDA joue un rôle de premier plan, à l'échelle mondiale, en faveur de la transformation inclusive du monde rural, et que les petits agriculteurs soient au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- A guidé la conception d'un nouveau système institutionnel pour rendre compte de l'efficacité et de l'impact des programmes ainsi que d'un cadre novateur de mesure des résultats et de l'impact pour renforcer l'efficacité de l'aide au développement.

Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
Avril 2008-septembre 2014
Rome (Italie)

- A conduit et supervisé le processus de renforcement du programme régional du FIDA pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
- A multiplié par trois les investissements du FIDA en milieu rural dans la région et a favorisé la concertation entre les gouvernements, les cofinanceurs, le secteur privé et la société civile.
- A amélioré la conception et la réalisation du premier emprunt du FIDA hors reconstitution, jetant ainsi les bases d'une nouvelle structure financière.
- A établi avec les gouvernements un dialogue axé sur le client aux fins de l'élaboration de stratégies et de la gestion de programmes, dialogue qui a débouché sur l'établissement de partenariats durables, de nouveaux investissements dans le secteur rural et le renforcement de l'impact des opérations du FIDA dans la région.

Leader sectoriel
Développement rural, environnemental et social
Banque mondiale
Avril 2000-mars 2008
Washington, DC (États-Unis)

- A supervisé les activités d'intégration de politiques inclusives de sauvegarde sociale pour le secteur rural afin de créer un portefeuille d'investissement solide et équilibré.
- A conduit la conception et la mise en place de nouveaux instruments analytiques, financiers et politiques aux fins de l'intégration, dans les programmes de développement, des femmes, des personnes d'ascendance africaine et des peuples autochtones.
- A dirigé des programmes sectoriels de la Banque mondiale dans le domaine du développement rural, environnemental et social – comme le programme régional de recensement intitulé "Nous comptons tous", visant à faciliter la conception d'interventions et de politiques favorables aux pauvres.

Directrice régionale et Spécialiste de programme
Oxfam
Mai 1984-mars 2000
Différentes affectations

- A conçu et géré le portefeuille décentralisé d'Oxfam pour l'octroi de dons aux organisations de base et aux communautés, en travaillant de concert avec les communautés et leurs organisations à l'identification des besoins.
- A forgé des partenariats avec d'autres bureaux d'Oxfam afin de mobiliser des ressources et d'élargir le champ d'action des politiques, jetant ainsi les bases d'Oxfam International.
- A supervisé et géré une équipe de 35 personnes, réparties dans toute l'Amérique latine et chargée d'autonomiser les populations rurales, femmes et hommes, dans une optique d'accroissement de la production agricole et de renforcement de l'accès à la filière du commerce équitable et aux marchés traditionnels.

FORMATION

Maîtrise de sciences politiques et de développement international (Master of Science)
Institut d'études sociales (La Haye, Pays-Bas)
1991

Maîtrise de sociologie (Master of Arts)
Universidad Autónoma de Santo Domingo (République dominicaine)
1983

Licence de psychologie
Universidad Autónoma de Santo Domingo (République dominicaine)
1981

Original: anglais

Candidate de la République dominicaine à la présidence du FIDA
"Les partenariats sont essentiels pour une transformation fructueuse
du monde rural"

Quelle vision avez-vous pour le FIDA et de quelle manière envisageriez-vous de promouvoir le rôle joué par l'organisation dans le cadre du programme d'action mondial en faveur du développement agricole et de l'éradication de la pauvreté rurale?

En sa qualité d'institution de renommée internationale qui investit dans les populations rurales pauvres et le renforcement de leurs capacités, le FIDA occupe une position privilégiée pour apporter une contribution significative en termes de développement agricole et d'éradication de la pauvreté rurale. La mission spécifique du FIDA est de permettre aux populations pauvres de contribuer activement à la réalisation des objectifs de développement durable, et d'en tirer parti.

De plus, le FIDA a été reconnu par les gouvernements et les donateurs comme une institution de choix à même de transformer durablement le secteur rural. Le FIDA est une institution souple, capable d'adapter sa réflexion stratégique et ses opérations à la transformation rapide que connaît aujourd'hui le secteur rural et de trouver des solutions efficaces aux problèmes récurrents qui freinent le développement des populations pauvres, tout en tirant parti des nouvelles opportunités qui se présentent.

Parmi les buts et objectifs du Programme 2030 figure celui d'atteindre un développement durable et d'éliminer la pauvreté, une fois pour toutes, avec la promesse que personne ne sera laissé pour compte. Malgré les avancées notables réalisées depuis la signature du Programme 2030 sur la voie de la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale, les femmes et les hommes qui vivent en milieu rural restent plus pauvres que ceux qui vivent dans les villes. Il ne sera pas facile de mettre en œuvre et de porter à terme le Programme 2030 dans le secteur rural, mais cela est possible.

Dans les pays en développement, le secteur rural se transforme rapidement. Au cours de la dernière décennie, le revenu moyen par habitant a augmenté dans les pays en développement, et un certain nombre de pays à faible revenu ont accédé au statut d'économies à revenu intermédiaire. Ensemble, ils représentent environ un tiers du PIB mondial et constituent les principaux moteurs de la croissance économique mondiale. Sur les 7 milliards d'habitants que compte la planète, 5 milliards vivent dans les pays à revenu intermédiaire, qui regroupent 73% des pauvres du monde.

L'investissement massif dans les routes et les infrastructures, l'augmentation de la demande de denrées alimentaires de la part d'une classe moyenne qui ne fait que croître, l'apparition de villes secondaires et la connectivité mobile sont venus modifier le paysage rural, ouvrant ainsi des perspectives aux ruraux pauvres et offrant au secteur rural la possibilité d'opérer une transformation plus inclusive et plus durable.

La croissance économique, les investissements et l'augmentation du revenu national moyen ne se sont toutefois pas encore traduits en équité ou en égalité des chances. La croissance inclusive, dans le cadre de laquelle les zones rurales occupent une place centrale, est un chantier qui doit encore être achevé. Investir dans les entreprises rurales de manière à augmenter la productivité des petits agriculteurs pauvres et relier ceux-ci aux marchés restent donc une condition sine qua non si l'on veut parvenir à transformer le secteur rural de manière inclusive et durable. Pour que les jeunes ruraux, femmes et hommes, puissent rester dans leurs communautés, il faut avant tout multiplier les

possibilités de revenu dans le secteur rural, créer des emplois et favoriser l'accès aux services. Facteurs qui sont également la clé pour des zones rurales plus stables, plus prospères et plus paisibles.

Les gouvernements des pays en développement et les partenaires de financement du FIDA attendent de celui-ci qu'il agisse encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée. En mettant à profit ses atouts tout en tirant les enseignements de l'expérience, le FIDA devra au cours des années à venir axer ses efforts sur cinq grandes priorités:

1. Le FIDA doit investir davantage en faveur de l'élargissement de la base d'actifs dont disposent les petits agriculteurs et du renforcement de l'accès de ces derniers aux marchés alimentaires nationaux et internationaux. L'accroissement de la productivité alimentaire et agricole revêt une importance capitale. Les ruraux pauvres, femmes et hommes, devraient avoir accès à des aliments sains et nutritifs, en quantité suffisante, pour eux-mêmes, leurs pays et le marché international. De concert avec les institutions gouvernementales et en partenariat avec le secteur privé, le FIDA doit s'efforcer de favoriser l'accès à des technologies de production agricole intelligentes face au climat et à des conseils techniques et, surtout, leur adoption. Et, à ce titre, il lui faut travailler de concert avec les partenaires, gouvernementaux et non gouvernementaux, afin de tirer plus résolument parti de la technologie mobile pour pouvoir mettre à disposition des informations, des services et des transactions. Le FIDA doit faire de la technologie mobile un outil de prédilection pour diffuser l'information, offrir des services et effectuer des transactions au profit des agriculteurs et des bénéficiaires de projets, remédiant ainsi aux insuffisances technologiques dont souffre encore le secteur rural et établissant des liens entre les agriculteurs des diverses communautés et des différents pays au profit de l'échange de savoirs.

L'amélioration de la productivité et de la participation au marché passe nécessairement par l'expansion de l'infrastructure productive. Le réseau routier, les installations d'entreposage, l'accès à l'énergie et à l'eau offriront aux populations rurales, femmes et hommes, la possibilité de produire davantage, de stocker leur production et de vendre leurs produits à de meilleures conditions. Le FIDA doit investir directement et mobiliser des ressources externes afin d'aider les gouvernements à mettre à la disposition des ménages ruraux l'infrastructure productive de base.

Dans l'ensemble, les agriculteurs, par manque de liquidités, ne sont en mesure ni d'investir dans leurs terres ni d'effectuer des transactions commerciales. Le microcrédit joue un rôle important mais ne suffit pas à générer une transformation de l'ampleur voulue. Afin de financer la production et les transactions commerciales des petits agriculteurs, il est nécessaire de mettre en place des dispositifs de grande ampleur par le biais desquels offrir aux ruraux pauvres et à leurs entreprises des ressources financières viables, et ce en temps utile. En partenariat avec les institutions nationales de crédit et les banques privées, le FIDA doit redoubler d'efforts afin de faciliter l'accès des organisations paysannes au crédit.

Même si des progrès ont été accomplis s'agissant de relier les agriculteurs aux filières alimentaires internationales, les petits agriculteurs ne parviennent pas à tirer pleinement parti des marchés alimentaires nationaux, urbains et suburbains, en plein essor. Les agriculteurs et les sociétés, nationales ou internationales, qui achètent les denrées alimentaires sont confrontés aux obstacles que constituent les normes relatives au regroupement des volumes, à la qualité et à la sécurité. Il est possible d'atténuer le problème du regroupement des volumes en élargissant et en renforçant les organisations paysannes et les coopératives d'agriculteurs, en améliorant les

normes de qualité et de sécurité grâce à la fourniture d'une meilleure assistance technique aux organisations paysannes. La mise en concordance des exigences des agriculteurs et de celles de l'industrie alimentaire à plus grande échelle ne se fera pas automatiquement; il faut pour cela planifier et accompagner les partenariats entre les agriculteurs et le secteur privé. Le FIDA doit prendre des mesures audacieuses pour favoriser la réalisation de cet objectif.

Il faut investir en faveur de la conservation des ressources naturelles, dont les peuples autochtones sont les gardiens, non seulement pour la santé et la préservation de l'environnement, mais également afin de générer des services et des ressources au profit de la communauté. Le FIDA doit veiller à ce que les programmes qu'il finance soient respectueux de l'environnement et que l'augmentation de la productivité intervienne de manière holistique, l'accent étant mis sur la gestion des ressources et non sur leur exploitation.

Pour obtenir des résultats, il sera essentiel de renforcer les institutions publiques en milieu rural et les organisations paysannes. Pour remédier aux multiples problèmes que pose l'exécution des projets, il faut renforcer les capacités des institutions sectorielles par le biais d'une formation pratique et garantir une interaction étroite avec les organisations communautaires au niveau local.

2. Le FIDA doit devenir une institution de savoir. Pour parvenir à transformer le monde rural et à réduire la pauvreté rurale, les gouvernements, les organismes de développement à l'échelle mondiale et les décideurs sont en quête de savoirs sur ce qui fonctionne ou serait susceptible de fonctionner afin d'atteindre un développement rural inclusif, de garantir la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté rurale. Les investissements doivent avoir un impact manifeste et mesurable sur la vie des ruraux pauvres, de leurs ménages et de leurs communautés, et cette preuve de changement et d'impact doit non seulement constituer le fondement de l'obligation redditionnelle, mais également générer savoirs et meilleures pratiques. Pour pouvoir faire de la transformation du monde rural un pilier du Programme 2030, il faut savoir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

Le FIDA, grâce à ses presque 40 années d'expérience, est mieux placé qu'aucune autre institution au sein des Nations Unies ou du système multilatéral pour générer et diffuser des solutions adaptées aux ruraux pauvres. Cet atout n'a pas encore été pleinement mis à profit. Des investissements et des efforts accrus en faveur de la collecte de savoirs et de leur analyse devraient être consacrés à faire du FIDA une véritable institution de savoir.

3. La structure financière institutionnelle du FIDA doit évoluer pour être en phase avec la nouvelle réalité économique des pays en développement et l'évolution du paysage de la coopération internationale au développement. En tant qu'organisation spécialisée des Nations Unies et institution financière internationale (IFI), le FIDA est une institution qui fonctionne principalement sur la base d'un processus de reconstitution par ses États membres. Même si la reconstitution doit rester sa principale source de financement, de nouveaux canaux de financement complémentaire devraient être explorés et mis à profit de manière proactive. Les avancées réalisées dans la mise en œuvre du Cadre d'emprunt souverain et de programmes d'affectation de ressources sur une base thématique – comme le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) et les fonds Nutrition – et les enseignements qui en sont tirés doivent éclairer et orienter les discussions tant au niveau de la direction du FIDA qu'avec les États membres. Les ressources provenant de la reconstitution, des emprunts souverains et de l'accès progressif au marché financier, tous ces éléments peuvent ensemble jeter les bases

d'une structure financière diversifiée, homogène et relativement simple, en harmonie avec la taille, les capacités et les besoins de l'organisation.

L'ajustement de ses instruments de financement sous forme de prêts constituera l'autre facette de cette structure financière institutionnelle durable et solide. Pour pouvoir répondre plus efficacement aux besoins et aux demandes de ses clients, le FIDA doit offrir aux pays partenaires un éventail de produits financiers plus diversifiés, adaptés et convenant à leur situation en termes d'économie et de marché. Pour garantir le bon fonctionnement du FIDA, son aptitude à mettre en œuvre ses programmes, les services institutionnels d'appui à ceux-ci et la viabilité d'ensemble de l'institution, il est primordial de réaménager la structure financière actuelle à la lumière de l'évolution des réalités de financement du développement.

La reconstitution prochaine – et les discussions à venir entre la direction et les pays membres – est pour l'institution le moment propice et l'occasion idéale de travailler de concert avec les pays membres et de mettre à profit leurs savoirs et leur expérience à la recherche conjointe de la viabilité financière à long terme de l'institution et de sa capacité à rester le chef de file de la transformation du monde rural.

4. La simplification des processus internes peut générer des gains d'efficacité institutionnels au profit de l'efficacité du développement. Pour accroître l'efficacité institutionnelle et optimiser l'utilisation des ressources, il sera essentiel d'améliorer l'efficacité du développement moyennant la simplification du cycle de projet – de la conception à l'obtention de l'impact –, tout en gagnant en rapidité sans pour autant que ce soit au détriment de la qualité et de l'obligation redditionnelle. Le renforcement de la collaboration avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome peut contribuer à maîtriser les coûts liés à l'élargissement de la présence du FIDA dans le monde, à renforcer la complémentarité de nos interventions de développement et à accroître nos capacités techniques.

5. Les efforts déployés par le FIDA en faveur de la présence dans les pays et de la décentralisation doivent se poursuivre et s'intensifier tout en rationalisant cet élargissement. La décentralisation doit reposer sur le principe selon lequel il faut garantir l'efficacité du développement, établir des partenariats et apporter des solutions techniques aux problèmes que rencontrent les pays partenaires dans la mise en œuvre des projets de développement rural et dans l'élaboration de politiques inclusives favorables aux pauvres. La décentralisation des responsabilités financières et de gestion des programmes doit avoir pour finalité de réduire les temps de transaction et de parvenir à rendre compte en temps réel et à assurer le suivi des opérations administratives, financières et de gestion.

Pour garantir l'obligation redditionnelle et l'efficacité institutionnelle, il sera essentiel d'instaurer un seul FIDA. La structure de gestion institutionnelle du FIDA a fait ses preuves mais doit être renforcée au profit de l'unité d'action de l'institution. Le FIDA doit s'efforcer de recruter les personnes les plus qualifiées et les plus brillantes, en garantissant aux femmes et aux hommes l'égalité des chances, quel que soit le poste ou le niveau, au siège ou sur le terrain.

Le FIDA est une institution mondiale composée de membres, et ses pays membres et leurs représentants constituent une source de savoir qui doit être exploitée plus en amont afin que l'institution parvienne à s'adapter au changement, à saisir de nouvelles opportunités et à relever les défis à venir.

Pourquoi pensez-vous que vos qualifications et vos expériences font de vous une candidate adaptée à ce poste? Quels enseignements avez-vous tirés de l'élaboration de stratégies et plans de développement?

Avec une expérience de 35 ans en matière de gestion dans le domaine du développement à l'échelle mondiale, au sein de grandes ONG, d'IFI et du FIDA, j'ai une connaissance approfondie et une parfaite compréhension des obstacles au développement du secteur agricole et rural et de ses institutions, et je suis bien préparée à y faire face, tant sur le plan opérationnel qu'institutionnel.

Mon parcours professionnel solide repose sur des contributions et des résultats stratégiques, concrets et durables ayant fait leurs preuves en faveur des pauvres. La formulation de stratégies et de plans de développement efficaces, susceptibles d'être mis en œuvre avec succès, a constitué la clé de voûte de ma carrière professionnelle:

- À Oxfam GB, j'ai conçu des programmes de pays et des projets en Amérique latine et dans le continent africain, en particulier au Zimbabwe, dont les résultats sont encore visibles aujourd'hui. Cette expérience m'a permis d'acquérir le savoir-faire et les compétences nécessaires pour travailler aux côtés des communautés, et la sensibilité pour écouter et comprendre le point de vue des ruraux pauvres ainsi que leurs attentes et leurs motivations.
- À la Banque mondiale, j'ai participé à l'élaboration d'un programme extrêmement sophistiqué visant à garantir l'intégration des personnes d'ascendance africaine et des peuples autochtones dans tous les projets et stratégies de pays de la Banque mondiale, assorti des outils nécessaires pour mesurer les résultats du programme et en assurer le suivi. Ces dix années d'expérience à la Banque mondiale m'ont également permis d'acquérir une connaissance pratique et approfondie du fonctionnement d'une institution financière internationale. J'ai ainsi pu me familiariser avec les instruments financiers et non financiers, la conception et la gestion de programmes de pays et de portefeuilles de projets techniques de développement rural, les processus d'élaboration de politiques favorables aux pauvres, la dynamique des relations avec les pays clients et les difficultés que comporte la gestion d'équipes multidisciplinaires et de budgets importants.
- Au FIDA, j'ai dirigé la Division Amérique latine et Caraïbes, où je suis connue non seulement pour avoir consolidé et élargi le portefeuille d'investissement de l'institution, mais également pour avoir encouragé le dialogue entre les gouvernements, les cofinanceurs, le secteur privé et la société civile. Plus récemment, dans le cadre de mes fonctions de Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs du FIDA, j'ai joué un rôle catalyseur aux fins de l'élaboration du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et d'un nouveau cadre en faveur de l'efficacité en matière de développement.

Analyse et consultation avant tout

Convaincue de l'importance que revêtent les savoirs et les enseignements tirés de l'expérience, j'ai consacré une grande partie de ma carrière à la collecte et à l'analyse des succès et des échecs rencontrés dans ma vie professionnelle, afin de faire en sorte qu'ils soient mis à profit dans chacune de mes entreprises. J'ai également fait de l'analyse contextuelle et de la concertation élargie et structurée entre les différents groupes une démarche fondamentale pour pouvoir appréhender la réalité de toute situation avec l'ouverture d'esprit nécessaire, et je me suis attachée à aligner les plans sur les priorités et les orientations des gouvernements et des bénéficiaires, à identifier les mesures d'incitation appropriées et la viabilité financière afin de garantir l'appropriation, la faisabilité et la durabilité.

Un leader respecté et performant

Gestionnaire expérimentée d'équipes multiculturelles de large dimension et leader à divers échelons de la hiérarchie, j'ai transmis à des individus et à des équipes l'inspiration et la motivation nécessaires pour faire toujours plus et toujours mieux, pour s'adapter aux nouvelles réalités et pour mettre pleinement à profit les opportunités. J'estime qu'il s'agit là d'un atout essentiel pour conduire une organisation telle que le FIDA en cette période de changement.

Mes compétences en matière de communication sont polyvalentes et font naturellement partie de ma personnalité souple mais affirmée. Je suis particulièrement efficace lorsqu'il s'agit de formuler clairement ma vision et la stratégie nécessaire pour la transformer en initiatives concrètes destinées à différents publics – des membres du personnel aux autorités gouvernementales, et des partenaires internationaux aux agriculteurs et aux organisations communautaires. Ces compétences se sont révélées particulièrement utiles pour forger des liens entre secteurs et ministères – notamment les ministères des finances, de la planification et de l'environnement – afin de pouvoir offrir un appui renforcé au secteur rural et, partant, aux petits agriculteurs.

Ces connaissances et ces compétences, essentielles pour l'action du FIDA, ont constitué la base d'une carrière couronnée de succès et riche en résultats.

Veillez décrire les valeurs dont vous vous inspireriez pour mener à bien votre tâche de Présidente du FIDA.

Les valeurs qui m'ont guidée tout au long de ma vie professionnelle, et qui me guideront si je deviens Présidente du FIDA, reposent sur une démarche axée sur les personnes et caractérisée par la collaboration, qui privilégie la diversité et l'égalité des chances, qui met à profit l'innovation pour résoudre les problèmes, la précision, la transparence et l'obligation redditionnelle.

Les institutions sont composées de personnes, de leurs idées, de leurs capacités et de leur engagement. Les personnes sont le bien le plus précieux et le plus utile de toute organisation. En sa qualité d'institution guidée par le principe de la diversité et de l'égalité des chances, le FIDA ne doit pas ménager ses efforts afin d'offrir aux femmes et aux hommes, à quelque niveau que ce soit, la possibilité de faire partie intégrante de sa force de travail, de participer et de partager effectivement leur expérience et leur point de vue, et d'être traité avec respect. Le FIDA doit être en mesure d'attirer et de retenir les personnes les plus qualifiées et les plus brillantes par le biais d'un processus de sélection transparent et compétitif, et d'assurer l'adéquation entre les personnes et les postes, ce qui ne peut que renforcer l'institution.

En tant que Présidente du FIDA, je continuerai à donner l'exemple en créant un environnement ouvert, respectueux et créatif au sein duquel le personnel sera en mesure de prendre des risques mesurés et d'innover. Dans ce monde en mutation rapide, le FIDA doit être à même de développer la capacité collective d'explorer, de s'adapter et de répondre efficacement aux nouvelles possibilités de développement susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres. Délégation de pouvoirs et obligation redditionnelle, associées à la gestion de la performance, constituent le fondement d'une organisation efficiente et efficace.

L'obtention de résultats doit guider l'allocation des ressources financières. S'agissant de la communication de l'information financière, tant au niveau des programmes financés par le FIDA qu'au niveau institutionnel, l'exactitude et la transparence ne constituent pas seulement une aspiration professionnelle mais une obligation. Le fait de mettre à la disposition du public les données et les rapports financiers renforce la responsabilité institutionnelle.

J'espère devenir la prochaine Présidente du FIDA. Je suis convaincue que je suis extrêmement bien placée pour comprendre et concilier les intérêts des gouvernements et des communautés pauvres.

Votre vote est important pour moi et pour les populations rurales que je m'engage ici à représenter.

Au nom de nous tous, je vous remercie dès à présent pour votre soutien.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Le Chef du Département fédéral des affaires étrangères DFAE

CH-3003 Berne, DFAE, DB

Courrier A

Cheryl Morden
Secrétaire du FIDA a. i.
Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome
Italie

Berne, le 24 Novembre 2016

Candidature Suisse au Poste de Président de l'IFAD

Madame la Secrétaire du FIDA,

J'ai l'honneur de vous informer que, suite à la réception de votre courrier du 27 septembre 2016, le Gouvernement de la Confédération suisse a décidé de présenter la candidature de Monsieur l'Ambassadeur Pio Wennubst pour le poste de Président du FIDA.

Veillez trouver ci-joints le curriculum vitae de Monsieur Wennubst ainsi que ses réponses aux questions libellées à l'intention des candidats.

Je vous prie d'agréer, Madame la Secrétaire, l'assurance de ma considération distinguée.

Didier Burkhalter
Conseiller fédéral

Palais fédéral ouest, CH-3003 Berne
www.dfae.admin.ch

PIO WENNUBST**AGROECONOMISTE ET CADRE DIRIGEANT**

Expérience confirmée en diplomatie du développement, basée sur un travail de terrain dans les domaines du développement rural, de la microfinance et de la santé publique et ayant occupé des postes de cadre dirigeant aussi bien dans les secteurs privé que public.

Intuitif et innovateur avec de très vastes et profondes connaissances acquises grâce à une large expérience internationale allant de la recherche à l'enseignement, du dialogue politique à la gestion des dépenses publiques et du support aux processus de négociation au coaching personnalisé.

Pragmatique et orienté vers les résultats ; curiosité et sociabilité ; esprit d'équipe et communication ; animé d'un sens profond de la justice sociale et arborant l'honnêteté et la confiance comme valeurs cardinales.

Parfaitement à l'aise en italien, en anglais, en français et en espagnol.

Né en 1961 à Lugano, citoyen suisse, marié à Fernanda Pedrini et père de Giorgia et Rocco.

**Ambassadeur, vice-directeur de la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC), Berne (2014 – aujourd'hui)**

Chef du domaine de la coopération globale qui comprend 130 collaborateurs et collaboratrices et gère un portefeuille de 600 millions de CHF incluant le support suisse aux institutions financières internationales ; responsabilité institutionnelle pour les agences de développement des Nations Unies ; gestion des programmes globaux Sécurité Alimentaire et Nutrition, Eau, Changements Climatiques, Migration et Développement et Santé.

Ambassadeur, Chef des affaires humanitaires et de développement à la Représentation Permanente de la Suisse auprès des Nations Unies à New York (2011-2013)

Chef de l'équipe en charge des négociations à l'Assemblée Générale et à l'ECOSOC ; facilitateur pour les négociations sur l'Examen Quadriennal Complet des Politiques (QCPR) à l'Assemblée Générale ; président du groupe des amis du Pacte Mondial (Global Compact).

Chef du programme Global Sécurité Alimentaire DDC, Berne (2010-2011)

Chef du programme ayant un budget annuel de 45 millions de CHF géré par 12 collaborateurs et collaboratrices à Berne, Addis Ababa et Rome ; Gouverneur pour le FIDA.

Représentant Permanent Supplément de la mission suisse auprès de la FAO, du FIDA et du PAM, Rome (2007-2011)

Directeur exécutif pour le FIDA.

Directeur résident DDC, Dar Es Salaam, Tanzanie (2004-2007)

Directeur du groupe sur le support budgétaire et sur les réformes du secteur de la santé en Tanzanie, en contact direct avec les Ministres des Finances et de la Santé ainsi qu'avec la Banque Centrale.

Economiste, DDC Berne (2001-2004)

Directeur résident DDC, Antananarivo, Madagascar (1998-2000)

Directeur Résident Supplément DDC, La Paz, Bolivie (1995-1998)

Expert associé en marketing, FAO Katmandu, Népal (1992-1995)

Chef des relations publiques, UCT Union paysanne, Bellinzona, Suisse (1991-1992)

Directeur général, Terravit SA, entreprise chimique, Lugano, Suisse (1981-1984)

Federal Department of Foreign Affairs
Swiss Agency for Development and Cooperation SDC
CH – 3003 Berne

pio.wennubst@eda.admin.ch
Mobile: +41 79 488 21 72
Office: +41 58 462 34 76

Original: anglais

OBJET: Nomination du Président du FIDA – questions à l'intention des candidats

Réponses du candidat pour la Suisse, M. Pio Wennubst

Question 1: Quelle vision avez-vous pour le FIDA et de quelle manière envisageriez-vous de promouvoir le rôle joué par l'organisation dans le cadre du programme d'action mondial en faveur du développement agricole et de l'éradication de la pauvreté rurale?

Ma vision pour le FIDA est de renforcer son rôle de vecteur d'innovation et d'excellence auprès de tous les États membres, dont l'objectif commun est d'œuvrer ensemble en faveur d'un avenir où les populations rurales, femmes et hommes, seront libérées de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition et pourront offrir à leurs enfants la possibilité d'une existence protégée et gratifiante dans un environnement sain.

Pour que cette vision devienne réalité, le FIDA s'efforcera:

- d'être plus présent sur le terrain, voire plus proche de ses clients – les communautés rurales – afin de recenser leurs besoins et d'adapter les solutions qui leur sont proposées, de sorte que ces mêmes communautés puissent avoir accès aux principaux marchés, technologies et services;
- d'être le champion de l'innovation en milieu rural, en mettant en valeur le potentiel des zones rurales en tant que lieux où jeunes agriculteurs et entrepreneurs peuvent envisager un avenir prometteur au sein d'économies locales dynamiques;
- d'être l'ardent défenseur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes, en particulier concernant la participation des femmes à la vie publique et aux activités génératrices de revenus;
- d'être financièrement viable, de manière à pouvoir donner suite aux demandes de tous les États membres et à leur volonté de réduire la pauvreté rurale, la faim et la malnutrition; et
- de faire le lien entre les normes et instruments mondiaux négociés au plus haut niveau en faveur de l'éradication de la pauvreté et de la faim, et ceux qui en ont le plus besoin, afin que ces derniers puissent en bénéficier.

Aujourd'hui plus que jamais, le rôle du FIDA est capital: avec près de un milliard de personnes qui, dans les zones rurales, vivent en-dessous du seuil de pauvreté et les répercussions directes que des problèmes d'ampleur mondiale comme le changement climatique, la pénurie des ressources en eau, la perte de biodiversité, la migration et l'instabilité politique ont sur leur vie, le Fonds doit rester le porte-parole de tous les ruraux pauvres, femmes et hommes, dans le monde entier.

Le FIDA peut être fier des progrès accomplis ces dix dernières années sur le plan des réformes, faisant du Fonds une organisation décentralisée, dotée d'un personnel engagé et professionnel qui n'hésite pas à redoubler d'efforts pour trouver les meilleures solutions afin de mener à bien la mission de l'organisation.

Si je suis élu Président du FIDA, je veillerai à consolider les atouts que possède le Fonds tout en trouvant de nouvelles solutions pour optimiser l'impact de son action dans le cadre du programme mondial de développement agricole et d'élimination de la pauvreté rurale.

À mon avis, la nature très spécifique et unique en son genre du FIDA reste l'un des principaux avantages comparatifs de l'organisation. Pour citer le Président sortant, Kanayo F. Nwanze, qui a fait un travail remarquable en faisant de l'institution ce qu'elle est aujourd'hui: "Le FIDA a désormais le cœur d'une organisation des Nations Unies et le cerveau d'une institution financière internationale."

Mettant à profit cette dualité, je m'attacherai à promouvoir le rôle que joue le FIDA dans les domaines ci-après, de manière à porter l'organisation au niveau supérieur:

Le FIDA devrait faire un formidable pas en avant et adapter ses instruments financiers à un contexte en mutation, caractérisé par une diminution de l'aide publique au développement (APD). Le Fonds doit exploiter le potentiel qu'offre le financement du développement rural dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et veiller à se doter des instruments financiers les plus performants pour pouvoir répondre aux besoins et aux demandes de ses États membres, les contributions de reconstitution demeurant sa principale base financière.

Le FIDA devrait mettre en œuvre sa mission à la lumière du Cadre stratégique 2016-2025 tout en tenant compte de l'incidence que la multiplication des conflits et des phénomènes migratoires et l'instabilité ont sur les zones rurales et les programmes de développement. Le Fonds doit renforcer les instruments dont il dispose pour pouvoir intervenir dans des contextes fragiles et investir de manière stratégique dans les efforts de coordination avec d'autres organismes multilatéraux afin de transformer la migration des populations rurales pour en faire un processus susceptible de favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition grâce au développement des compétences humaines qui peuvent se révéler utiles pour les pays d'accueil.

Le FIDA devrait forger des partenariats plus solides avec le secteur privé. Le Fonds doit mettre au point des instruments novateurs afin de collaborer davantage avec le secteur privé sur le terrain – avec les petites et moyennes entreprises, mais également avec le secteur des grandes entreprises, qui a un impact majeur sur les économies rurales – afin d'influer sur leurs modèles opérationnels, de créer des filières inclusives et durables au profit des populations rurales, femmes et hommes, et d'ouvrir des perspectives aux jeunes.

Le FIDA devrait mettre en place des approches d'intervention différenciées dans les pays à revenu intermédiaire. Le Fonds doit rester fidèle à son ADN, qui est de venir en aide aux populations rurales et aux communautés pauvres des pays les moins développés et des pays à revenu intermédiaire, tout en s'assurant que les pays partagent effectivement leur expérience. Ainsi, de nouvelles formes de coopération Sud-Sud et triangulaire pourraient devenir l'emblème du FIDA.

Question 2: Pourquoi pensez-vous que vos qualifications et vos expériences font de vous un candidat adapté à ce poste? Quels enseignements avez-vous tirés de l'élaboration de stratégies et plans de développement?

Au cours des 30 dernières années, ma vie personnelle et professionnelle a été animée par une passion pour le développement rural et la mise en lien de toutes les parties prenantes – agriculteurs, chercheurs, entrepreneurs, organisations de la société civile, gouvernements et organismes multilatéraux – en vue de trouver les solutions les meilleures et les plus adaptées pour parvenir à créer des richesses, réduire la pauvreté et bâtir des sociétés pacifiques.

En tant que Vice-Directeur de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) et Chef du domaine Coopération globale, je suis à l'heure actuelle chargé de superviser et de gérer les opérations de cinq programmes globaux destinés à résoudre des problèmes de développement d'ampleur mondiale liés à la sécurité alimentaire, au changement climatique, à la migration, à l'eau et à la santé par le biais de démarches novatrices et de solutions de pointe. Je suis également chargé de gérer les contributions financières de la Suisse en faveur de 14 organisations multilatérales

prioritaires, notamment le FIDA et le partenariat mondial de recherche agricole pour un futur sans faim du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.

J'ai occupé plusieurs postes de direction tant dans le secteur privé que public. Tout au long de ma carrière au sein des Nations Unies et de la DDC, j'ai toujours accordé la priorité à l'obtention de résultats concrets.

Je possède une expérience avérée dans le domaine de la direction stratégique et de la planification financière ainsi que de la gestion des relations interpersonnelles et des ressources humaines. J'ai également une grande expérience s'agissant de faciliter les négociations complexes et l'adoption de résolutions au plus haut niveau.

En tant qu'ex-représentant au Conseil d'administration et que Gouverneur pour la Suisse auprès du FIDA, j'ai eu l'occasion de jouer un rôle proactif en faveur de la définition et de la promotion de l'orientation stratégique actuelle du Fonds.

Je suis persuadé qu'il existe, au niveau mondial, une prise de conscience croissante quant à la nécessité d'accorder la priorité à la lutte contre les inégalités et à la promotion de la durabilité, comme convenu dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, malgré la tendance actuelle en faveur de mouvements nationalistes. Il ne fait aucun doute que le système multilatéral jouera à cet égard un rôle de premier plan tant pour ce qui est de l'élaboration de nouveaux instruments, notamment financiers, que de la contribution à la définition de nouvelles règles afin de mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Sur la base de mon expérience, je suis fermement convaincu que les avancées technologiques, sous réserve qu'elles soient personnalisées et adaptées aux différents contextes et mises au service des initiatives locales, constituent des éléments essentiels susceptibles de favoriser l'avènement de sociétés rurales solides et soudées. Ces avancées auront une importance cruciale dans les pays qui connaissent une urbanisation rapide. Je suis également convaincu que, pour être réellement efficaces, les progrès technologiques doivent être assortis de politiques inclusives. L'expérience et le savoir-faire du FIDA seront très utiles pour atteindre cet objectif.

J'ai tiré de mon expérience dans le domaine de la formulation de stratégies les 10 principaux enseignements ci-après, à savoir qu'il est essentiel:

- 1) de créer les incitations appropriées pour donner naissance aux innovations et aux nouvelles idées et faire en sorte qu'elles se concrétisent;
- 2) de prendre en considération, dès le départ, les aspects relatifs à la durabilité et à l'accessibilité économique;
- 3) de garder à l'esprit le fait que, pour parvenir à une transformation inclusive du monde rural, il est essentiel de diversifier les économies rurales, ce qui suppose bien souvent la diversification de la production à des fins nutritionnelles, le développement d'une agriculture périurbaine en appui à l'expansion des villes et parfois l'agrotourisme;
- 4) d'accorder la priorité, lorsqu'il s'agit de développement agricole, à l'accès à la terre, à l'eau et à l'énergie, sachant que les énergies renouvelables hors réseau seront à l'avenir encore meilleur marché;
- 5) d'avoir conscience que les services de conseil nécessitent souvent, au niveau local, l'existence d'un secteur solide des petites et moyennes entreprises;
- 6) de reconnaître que les efforts publics déployés au profit de l'éducation et du renforcement des capacités sont indispensables au développement humain et à une transformation inclusive du monde rural;
- 7) de garantir une plus grande visibilité du rôle joué par les femmes et de favoriser la participation de celles-ci à la prise de décisions, facteur qui se traduit souvent par

l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire de la famille tout entière ainsi que de leur propre émancipation économique;

- 8) de mettre en lien programmes de développement et recherche, et de faciliter l'accès à celle-ci chaque fois que cela est possible;
- 9) de ne pas réglementer à outrance ou de ne pas imposer de quotas ou de prix sauf dans les situations d'urgence ou afin de favoriser le changement; et
- 10) de rester pragmatique lorsqu'il s'agit de planifier, en se fondant sur les faits et les réalités.

Question 3: Veuillez décrire les valeurs dont vous vous inspireriez pour mener à bien votre tâche de Président du FIDA.

Si je suis élu Président du FIDA, je m'engagerai sincèrement et sans réserve à diriger le Fonds avec honnêteté, respect, professionnalisme, efficacité, transparence et passion.

À la tête de l'institution, je veillerai à ce que les règles et critères de nature financière, légale et éthique soient dûment appliqués dans le cadre de toutes les opérations du Fonds, au siège et sur le terrain. Cela signifie que je veillerai également à ce que la direction du FIDA, compte tenu de la nature financière de l'institution, continue d'avoir pour devise "fais confiance mais vérifie", tout en étant comptable vis-à-vis des organes directeurs, en respectant les procédures internes de fonctionnement, en mettant l'accent sur l'obtention de résultats, et en appuyant l'indépendance de la fonction d'évaluation.

Dès le départ, j'écouterai et j'observerai soigneusement afin de comprendre comment le Fonds travaille dans le moindre détail, et je m'attacherai à consolider les acquis. En tant que membre d'une équipe, j'entretiendrai une culture d'ouverture, de dialogue et d'échange d'expériences afin de faire une place à l'innovation. Je me ferai aussi le défenseur d'une culture fondée sur le principe selon lequel on a tout à apprendre de ses échecs, car je suis convaincu que, dans le domaine du développement, on ne peut obtenir de grands succès qu'à la condition de prendre des risques et d'explorer de nouvelles voies.

Je mettrai à profit mon ouverture d'esprit et ma créativité pour faire du FIDA une organisation en apprentissage permanent dont la mission a pour clé de voûte un programme de transformation. Je m'engagerai à promouvoir la conception d'instruments supplémentaires, suffisamment souples pour pouvoir répondre aux priorités et plans nationaux, ainsi que d'instruments adaptés aux besoins des communautés de petits agriculteurs et d'agriculteurs familiaux, en accordant la plus grande attention à l'évolution des modèles de consommation et des systèmes commerciaux.

Pour accorder aux savoirs une place centrale au sein de l'institution afin de répondre aux besoins de nos clients tout en gérant les ressources financières du FIDA de manière avisée, il est nécessaire d'encourager une culture dans laquelle les membres du personnel font preuve de pragmatisme, sont précis sans être bureaucratiques, croient fermement dans la mission du FIDA, sont ouverts et curieux, honnêtes, axés sur les résultats et centrés sur les objectifs, dignes de confiance, capables de communiquer, responsables et à même d'écouter sans juger. En un mot, la direction devra travailler dur afin d'aider les membres du personnel du FIDA à mettre simultanément au service de la mission de l'institution leur tête, leur cœur et leur énergie. Mon style de direction sera caractérisé par la subsidiarité, la confiance et la délégation de pouvoirs. Il sera essentiel de garantir une mise à niveau constante des capacités du personnel du FIDA ainsi qu'une représentation équitable des femmes au sein de l'organisation, à tous les niveaux.

Je voudrais par ailleurs apporter à l'institution une perspective optimiste et dynamique, en mettant à profit l'élan offert par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier afin d'inverser la perception actuelle selon laquelle les enjeux mondiaux constituent une menace et non des occasions à saisir; cette conception repose

sur l'idée fausse que nos ressources naturelles limitées sont un obstacle à l'accès de tous aux moyens d'existence essentiels. Il s'agit là d'une perception qui peut facilement provoquer la peur et déclencher une dynamique d'exclusion. L'accès aux savoirs et aux technologies, associé à des politiques inclusives, et avec en toile de fond un dialogue permanent, sera un élément fondamental pour inverser cette tendance. Pour que ces messages puissent être transmis, il faut encourager l'adoption, au sein de l'organisation tout entière, d'un style de communication caractérisé par la transparence, le pragmatisme et reposant sur des données factuelles.

Ce serait pour moi un honneur que de bâtir une organisation caractérisée par le dynamisme et le courage, la prise de risques et la résilience. En tant que Président du FIDA, je serai prêt à me mettre au service des États membres, en appui aux efforts concertés qu'ils déploient afin de façonner les sociétés rurales de demain.

Berne, novembre 2016